

RIVAROL

N°3426

“Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir”

27/5/2020

HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE

Leur pseudo-déconfinement, c'est l'infantilisation et l'humiliation pour tous et à tous les étages !

L FAUT SE PINCER POUR Y CROIRE. Le Conseil d'Etat a enjoint le 18 mai aux pouvoirs publics de permettre sous huit jours le retour du culte public dans les divers édifices religieux, ce à quoi le gouvernement s'est soumis cinq jours plus tard, mais en imposant le port des masques dans les églises. Non, ce n'est pas pour rire, les fidèles doivent porter un masque pendant toute la durée de la cérémonie. Faute de quoi le préfet est en droit de contraindre à la fermeture du lieu de culte. De plus, les fidèles doivent être séparés d'au moins un mètre les uns des autres et le chant est très vivement déconseillé car quand on chante, on peut postillonner et donc contaminer un voisin. La « Conférence des évêques de France » et ses épigones, à qui l'on devait déjà l'ordre de vider les bénitiers dans les églises et de fermer les piscines du sanctuaire de Lourdes, ont fait très fort en proposant, dans leur dialogue respectueux avec la Macronie, que la communion soit distribuée avec des pincettes !

Comment croire que tous ces minables ont la foi, quand ils acceptent de ridiculiser à ce point, de traiter avec une telle désinvolture les choses les plus sacrées de la religion ? Mais il est vrai que depuis Vatican II ils ont tout détruit : la foi, le culte, les sacrements, la morale, la vie religieuse et sacerdotale, la pratique de la vie et des vertus chrétiennes. Croit-on sérieusement que les saints et confesseurs, les prêtres réfractaires, les Vendéens, les *Cristeros* auraient accepté de telles humiliations sans réagir ? Sous la III^e République on crochetait les couvents, on procédait aux inventaires, on volait sans honte et sans vergogne ce qui appartenait à l'Eglise et voilà qu'un siècle plus tard on supprime purement et simplement tout culte public pendant plus de deux mois, du 15 mars au 23 mai 2020, et que, dans un second temps, et pour une durée indéterminée, on contraint au port du masque l'assemblée tout entière venue ouïr la messe alors même que le coronavirus est en voie d'extinction comme toutes les épidémies qui finissent peu à peu par disparaître. C'est hallucinant. Imagine-t-on le Christ ou la Sainte Vierge masqués, eux qui sont la vérité même et qui sont l'inverse de la



(Dessin de Chard)

dissimulation et du mensonge ? Les gens ne se masquent que dans des carnivals, des soirées spéciales ou pour commettre de très vilaines actions, afin qu'on ne le reconnaisse pas : les cambrioleurs, les assassins, les terroristes, les dépravés, les bourreaux, les délinquants sexuels.

MAIS ce ne sont pas seulement les croyants qui sont ainsi infantilisés, humiliés, méprisés, c'est l'ensemble de la communauté nationale. C'est ainsi que, si des plages sont rouvertes, il n'est pas possible de s'y asseoir ou de s'y allonger pour lire, se reposer, se détendre. Des hélicoptères et des drones vérifieront si les personnes ne restent pas en position immobile sur la plage. A la Grande-Motte dans l'Hérault on a ainsi placé des piquets et des ficelles comme pour un parc à moutons afin que les gens respectent la fameuse distanciation sociale (ce qui ne veut d'ailleurs rien dire, il faudrait parler de distance physique).

Au propre comme au figuré, on prend vraiment les gens pour des moutons. Et après les avoir confinés et parqués, assignés à résidence, on va les tondre. C'est ainsi que l'on évoque de plus en plus une augmentation exceptionnelle des impôts et des contributions, des ponctions sur l'épargne, un rétablissement de l'ISF qui n'avait d'ailleurs pas été totalement supprimé puisqu'il reste un impôt sur la « fortune immobilière ». Et ceux qui s'opposeront à cette nouvelle augmentation des prélèvements obligatoires, à cette flambée des impôts et des taxes, seront accusés de manquer de civisme, d'être de mauvais citoyens.

ET SOMME TOUTE il n'est pas surprenant qu'on nous vole notre argent quand on nous dépossède de tout, de notre pays, de notre passé, de nos racines, de nos traditions, de nos libertés. Que la loi Avia qui institue une véritable terreur de la pensée soit le premier texte voté, de toute urgence, après le début du déconfinement, en dit long sur les intentions perverses des malfaisants qui nous gouvernent et nous oppriment. Il s'agit d'achever la destruction de notre pays et de notre peuple, d'éliminer les ultimes défenses immunitaires de nos compatriotes.

Même certains journalistes et chroniqueurs, pourtant habituellement très prudents, commencent à s'en émouvoir et constatent que ce que la loi Avia appelle « contenu haineux » n'est que l'expression de prises de positions dissidentes. Le commentateur politique Maxime Bock-Côté dénonce la manipulation dans *Le Figaro* du 16 mai 2020 : « Ainsi, la loi Avia a bien été votée. Officiellement, elle prétend civiliser les réseaux sociaux en luttant contre la « haine » qui s'y déverse. Elle favorisera, plusieurs l'ont noté, une culture de la délation, chacun surveillant son prochain et étant invité à le dénoncer [...] Les réseaux sociaux devront pratiquer la censure préventive des contenus potentiellement problématiques, sans quoi ils seront condamnés à des amendes très lourdes [...] »

Mais la critique de la loi Avia sera bien incomplète si elle ne vise pas son noyau idéologique, soit sa prétention à lutter contre la « haine ». En son nom, c'est le désaccord politique qu'on cherche de plus en plus ouvertement à proscrire. Une bonne partie du travail de la gauche idéologique,

à travers sa mainmise sur les sciences sociales universitaires, consiste à reconsidérer en propos haineux toute critique appuyée du régime diversitaire. On connaît la rhétorique. Qui critique l'immigration massive sera accusé de racisme. Qui fait le procès du multiculturalisme sera suspecté de xénophobie et qui rappelle la difficile intégration de l'islam en Occident sera taxé d'islamophobie. Qui s'oppose à la théorie du genre sera quant à lui suspecté de transphobie. Et ainsi de suite. La liste des haineux ne cesse de s'allonger. La lutte contre la haine autorise l'expulsion de l'espace public des contradicteurs du progressisme et inhibe les timorés, qui se réfugient dans l'autocensure [...].

Faut-il ajouter que la lutte contre la haine est à sens unique ? Car pour le régime diversitaire, la haine du réactionnaire, incarné dans la figure maléfique de l'homme blanc hétérosexuel, passe pour la forme achevée de l'amour de l'humanité [...] Lorsque la presse « recommandable » s'acharne contre un philosophe ou un essayiste en cherchant à tout prix à le marquer à « l'extrême droite » pour l'infréquentabiliser, ne verse-t-elle pas dans la haine idéologique ? Quel terme utiliser quand un homme politique assimile le populisme à une lèpre et les électeurs populistes à des lépreux ? Que penser de la nazification de l'adversaire toujours renvoyé aux « pires heures de notre histoire » ? [...] Au même moment, la gauche raciale se déploie sans risque sur les réseaux sociaux. Mieux : elle y règne. Que penser de cette asymétrie dans le traitement des « radicaux » ? Ne fait-elle pas penser à la complaisance médiatique pour les milices violentes qui se réclament de « l'antifascisme » ? [...]

Cette critique est certes très fondée et argumentée mais on constate que le commentateur omet de dire l'essentiel. Ce sont les milieux judéo-sionistes qui ont voulu et dicté cette loi, et eux seuls, et c'est d'abord et surtout la critique du lobby juif, de l'entité sioniste et du Dogme holocaustique qui sera interdite par cette loi d'exception. Cette libre critique est déjà extrêmement difficile et dangereuse pénalement aujourd'hui, elle deviendra totalement impossible sur les réseaux sociaux qui restaient jusqu'il y a peu un relatif espace de liberté, de débats et de controverses.

MAIS, dira-t-on, pourquoi vont-ils si loin, pourquoi les libertés sont-elles chaque jour davantage niées, piétinées, assassinées ? Eh bien c'est tout simplement parce qu'il n'y a pas, ou quasiment pas, de réaction musclée.

suite de l'éditorial
 en page 2

N°3426 DU 27 MAI 2020

www.rivarol.com

Imprimé en France/Printed in France

L 14240 - 3426 - F: 4,00 €



La longue agonie du "penser collectif"

LA CRISE sanitaire actuelle et ses conséquences économiques et sociales à venir semblent trahir la disparition irrémédiable de l'intérêt général dans notre pays. Ce fait n'est pas nouveau et demeure la résultante d'un long processus entamé depuis la Réforme.

C'est Philippe de Villiers qui, sur certains plateaux télé, a pu s'étonner de la posture des conseillers gouvernementaux. Ceux-ci, en off, lui décrivaient la chaîne de décisions, non pas comme des choix guidés par l'intérêt supérieur de la Nation et la protection des Français, mais davantage par la peur de poursuites judiciaires engagées à terme à l'encontre du gouvernement. Les textes de prolongation de l'état d'urgence devaient graver dans le marbre de la loi cet état d'esprit en proclamant une sorte d'amnistie pour les dirigeants, comme a pu l'expliquer un député LR pour justifier son vote contre l'ensemble des mesures.

Les principales conséquences programmées du confinement et de la mise à l'arrêt quasi-totale et totalitaire du pays — la crise économique et sociale — marquent l'aboutissement de ce système liant démocratie et capitalisme libéral à outrance : les démocraties de marché. De nombreux auteurs, dont Max Weber, ont pu noter le poids des affinités électives entre l'éthique

protestante et l'esprit du capitalisme. Cette éthique et cet esprit proclament le culte de la division au détriment de l'unité, et sanctifient l'individu contre l'intérêt général. Ajoutons que la doctrine initiale du libéralisme, au travers des écrits d'Adam Smith, part du postulat que l'homme est naturellement égoïste et mu par son intérêt particulier.

L'assassinat de Louis XVI durant la Révolution française a parfois été interprété comme le meurtre du père. Cette analyse psychanalytique demeure basique et approximative. Il paraît plus sérieux d'invoquer une autre symbolique : en guillotinant le roi, les révolutionnaires qui avaient bourré les Cahiers de doléances sur le thème de la liberté de commercer et d'entreprendre individuellement, ont assurément voulu atteindre l'intérêt général, ce que l'époque moderne avait baptisé

Raison d'État.

Cette Raison d'État, quelle est-elle ? Nullement de s'attaquer de manière arbitraire aux libertés individuelles, quitte à empêcher les Français de sortir de chez eux. Encore moins de masquer l'incurie gouvernementale derrière le républicain et sacro-saint « secret défense ». Cette Raison d'État devrait bien plus être le talisman du « penser collectif » : certes, pondérer les avis des esprits éclairés, mais décider avant tout à l'avantage du plus grand

nombre et/ou des intérêts supérieurs, c'est-à-dire de la Nation, et non en se demandant comment les grands sorciers de la communication vont pouvoir présenter un choix politique comme d'intérêt général alors qu'il découle du seul calcul du profit individuel. Bien sûr, d'aucuns répondront que le général et le particulier sont parfois conciliables, et que pour être altruiste il faut d'abord s'aimer soi-même. Nous insistons uniquement sur le fait que le « penser collectif », c'est une posture qui tend à l'honnêteté intellectuelle, c'est une éthique, un sacerdoce de l'esprit.

DÉSORDRE ORGANISÉ

Sans le « penser collectif », pas de projet commun, et sans projet commun, pas de visions d'avenir. Le choix politique devient dès lors du pilotage à vue, et la Nation devient une fille de joie qu'on ne sait plus comment violer pour engraisser son compte en banque. La loi, qui ne représente plus l'intérêt général, mais l'hystérie des lobbys, n'est plus respectée et les professionnels du droit vous expliquent gaiement la meilleure fa-

Décès dans le monde entre le 1 ^{er} janvier et le 1 ^{er} mai 2020	
Coronavirus	237 469
Malaria	327 267
Suicides	357 785
Accidents de la route	450 388
Cancer	2 740 193
Malnutrition	3 731 427
Maladies infectieuses	4 331 251
Pour comparaison : Avortements	14 184 388

Sources : ONU / OMS.
Chiffres accessibles sur worldometers.info

çon de la contourner. Détricotage progressif des fondements moraux et philosophiques qui garantissent le fonctionnement d'une société, comme les rouages d'une horloge lui assurent sa stabilité et au final, un temps compté pour un désordre organisé, qui se désorganise, se décompose, tel un retour à l'état sauvage et au chaos : un régime accablant toujours plus les faibles, et favorisant encore davantage les forts.

Tony KUNTER.



JOYEUSES ET SAINTES FÊTES DE PENTECÔTE !

La crise de la presse écrite n'en finit pas. A peine le confinement venait-il de s'achever que le tribunal de commerce de Paris prononçait le 15 mai le redressement judiciaire de Presstalis, en cessation de paiement depuis le 20 avril, avec poursuite de l'activité pendant deux mois, et la liquidation judiciaire immédiate sans poursuite d'activité de tous ses dépôts régionaux (sociétés Sad et Soprom). Bien que, fort heureusement, RIVAROL soit diffusé par les Messageries lyonnaises de presse (MLP) depuis avril 2012 (à l'époque nous avons déjà tiré les leçons des difficultés à répétition liées à la crise structurelle de Presstalis, ex-NMPP, handicapé par les avantages indus du Syndicat du Livre CGT, autant de privilèges scandaleux remontant à la "Libération" gaullo-communiste), certains dépôts au niveau régional étaient encore gérés jusqu'à ces derniers jours par Presstalis. C'est pourquoi notre distribution dans les kiosques a souffert comme toutes les autres publications de cette liquidation judiciaire immédiate, car il faut un peu de temps pour que MLP mette en place des solutions de remplacement, ce qui est en cours.

De manière navrante, les numéros 3424 (13 mai 2020) et 3425 (20 mai 2020) de RIVAROL n'ont donc pas été distribués dans les points de vente des villes suivantes : Nantes, Cholet, Angers, Rennes, Tours, Le Mans, Bordeaux, Lacanau, Périgueux, Toulouse, Albi, Marseille, Aix-en-Provence, Toulon, Nice, Avignon, Cannes, Lyon, Saint-Etienne, Nancy. Et la mauvaise nouvelle, c'est que, sauf miracle, ce numéro 3426 daté du 27 mai 2020 ne sera pas non plus distribué dans plusieurs de ces villes. La direction de MLP nous assure toutefois qu'à partir de la semaine prochaine, à compter du mercredi 3 juin 2020, date de parution de notre numéro 3427, les journaux, revues et magazines devraient normalement être distribués à nouveau dans toute la France. La situation semble déjà s'améliorer progressivement : ce numéro, contrairement à celui de la semaine dernière où il était absent dans ces villes, devrait en principe être distribué dans les maisons de la presse, kiosques et rayons intégrés des supermarchés des zones et communes suivantes : Crépy, Tours, Bordeaux, Lacanau, Périgueux, Toulouse, Albi, Montauban, Avignon, Fréjus, Marseille, Lyon, Saint-Etienne, Nancy, Lille. Dans toutes les autres villes et communes que nous n'avons pas citées plus haut, RIVAROL est en principe en vente, tant à Paris qu'en province. Si cette semaine encore vous ne trouvez pas RIVAROL dans votre point de vente habituel, téléphonez-nous au 06-40-87-72-79. Nous vous enverrons immédiatement le numéro à votre adresse postale. Comme nous le faisons depuis la mi-mars et le début du confinement, et du fait de ces nouvelles difficultés de distribution dans les kiosques de plusieurs villes en France, nous mettons une dernière fois le PDF de ce numéro en consultation gratuite et intégrale en page accueil de notre site rivarol.com. Il suffit de cliquer sur l'image de la une pour télécharger ce numéro 3426. On peut aussi accéder gracieusement aux PDF du numéro 3425 et 3424 qui sont juste en-dessous. De plus, même si le courrier postal semble peu à peu reprendre son rythme normal, n'hésitez pas à nous téléphoner ou à nous écrire, de préférence par courrier électronique, à jeromebourbon@yahoo.fr ou à contact@rivarol.com pour toute question, difficulté ou retard d'acheminement. Nous restons à votre entière disposition.

Comme vous l'imaginez aisément, ces événements successifs sont très pénalisants pour nous, d'autant que nous sommes un des très rares titres à ne pas être du tout subventionné par le gouvernement. Que tous ceux qui le peuvent n'hésitent donc pas à nous aider. En souscrivant des abonnements de longue durée, de soutien ou de propagande. En nous envoyant des dons ou en cotisant aux Amis de Rivarol (19 avenue d'Italie, 75013 Paris). Ou en nous faisant des virements. Notre compte à la Banque postale est le suivant :

IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 — BIC : PSSTFR PPPAR.

On peut aussi nous aider par Payal en se rendant en page accueil du site rivarol.com à la rubrique Faire un don. Merci d'avance de tout cœur. Le combat continue plus que jamais.

Toute l'équipe de RIVAROL souhaite de joyeuses et saintes fêtes de Pentecôte à tous ses lecteurs. Que Dieu vous garde et vous protège ! *Sursum corda* ! Courage et persévérance !

Jérôme BOURBON.

DEUX VIDÉOS RIVAROLIENNES À NE PAS MANQUER : "TOUT SUR LE CONNARDOVIRUS" ET LA "COMPILATION DES MEILLEURES SAILLIES DE JÉRÔME BOURBON" !

Dans quelques jours, autour de la Pentecôte, devrait paraître une 26^e vidéo rivarolienne, celle de mai 2020, sur l'actualité : la liberticide loi Avia, la gestion du coronavirus, la crise au sein de l'UPR d'Asselineau, le second tour des municipales, les perspectives politiques, l'annexion de la Cisjordanie par l'entité sioniste, etc., Jérôme Bourbon interrogé par Florian Rouanet faisant le tour des dossiers chauds du moment.

En attendant, la vidéo rivarolienne, la 25^e, d'avril 2020, intitulée « *Tout sur le connardovirus* », est toujours en ligne. Pendant une heure et demie, Jérôme Bourbon parle des différents aspects de la crise du coronavirus, de ses manifestations, de ses effets, et des leçons nombreuses à en tirer.

Par ailleurs, pour se détendre et rire un peu en cette période difficile, une « *compilation des meilleures saillies* » du directeur de RIVAROL a également été mise en ligne. Pendant une demi-heure environ, on peut retrouver les meilleurs moments, les plus drôles, les plus insolites ou les plus insolents, des vidéos et des discours de Jérôme Bourbon depuis deux ans.

Vous pouvez visionner ces vidéos, qui ont déjà fait près de 50 000 vues chacune, soit sur notre chaîne Youtube Hebdomadaire RIVAROL, soit directement en page accueil de notre site rivarol.com. De quoi vous occuper, réfléchir mais aussi sourire.

Bon visionnage !

SUITE DE L'ÉDITORIAL

On s'est habitué à l'injustice permanente et à l'ignominie ordinaires. On n'a rien dit lorsque Faurisson a été harcelé et persécuté les quarante dernières années de sa vie, qu'il a subi dix agressions physiques, moult procès et persécutions, on n'a rien dit quand Reynouard a été renvoyé de l'Education nationale, jeté en prison pendant un an, puis contraint à l'exil depuis cinq ans uniquement parce qu'il ne croyait pas, arguments à l'appui, à la thèse officielle « sur les chambres à gaz et le génocide juif », on n'a rien dit quand les persécutions incessantes qui lui ont été faites ont fini par détruire sa famille, anéantir son foyer, briser son avenir. On n'a rien dit quand le blogueur breton Boris Le Lay a été condamné en tout à dix ans de prison ferme et qu'il a dû s'exiler au Japon uniquement parce qu'il tenait publiquement des positions politiquement incorrectes. On n'a rien dit quand Dieudonné a perdu son théâtre, qu'on lui a interdit de jouer ses spectacles humoristiques en France et à l'étranger à cause d'un certain lobby, que les arrêtés municipaux et préfectoraux se sont multipliés à son endroit pour le faire taire, lui interdire d'exercer son métier de saltimbanque et de chansonnier qui est de faire rire ou sourire pendant quelques dizaines de minutes des spectateurs venus se détendre et oublier l'espace d'un instant l'univers carcéral dans lequel ils doivent vivre. On n'a rien dit quand Alain Soral, quand Hervé Ryssen ont été condamnés à des années de prison ferme pour des livres, des tweets, des vidéos, des messages sur les réseaux sociaux. On n'a rien dit quand Jean-Marie Le Pen devait payer des sommes astronomiques (plus d'1,2 millions d'euros !) pour avoir simplement parlé

d'un certain point de détail de l'histoire. Cela revient cher de la voyelle et de la consonne !

Contrairement à ce qu'écrivait Descartes, ce n'est pas le bon sens qui est la chose du monde la mieux partagée, c'est la lâcheté dont ce confinement a donné un exemple grandeur nature absolument terrifiant et angoissant. Plus que jamais, il nous faut être ou redevenir des hommes francs, c'est-à-dire libres, droits et debout. Combattant avec la grâce de Dieu. Ayant les pieds sur terre et les yeux levés au Ciel.

RIVAROL,

[<jeromebourbon@yahoo.fr>](mailto:jeromebourbon@yahoo.fr)

Comment trouver RIVAROL en kiosques ?

Sur la page accueil de notre site www.rivarol.com, cliquez sur l'onglet « *Points de vente* » et vous aurez ainsi accès à l'intégralité des points de vente actualisés de RIVAROL dans toute la France, classés par département. Vous pourrez ainsi trouver plus facilement l'hebdomadaire de l'opposition nationale près de chez vous.

Chronique de la France asservie et.. résistante

ON SAIT QUE Dieudonné est l'objet de persécutions permanentes. Il s'est fait virer de son théâtre, la Main d'or, puis de l'Ampoule, ses spectacles sont interdits, les salles lui sont refusées par arrêté préfectoral ou municipal, Youtube censurera certainement sa chaîne si l'ignoble loi liberticide Avia n'est pas retoquée par le Conseil constitutionnel. Depuis quelques mois, Dieudo organise ses spectacles dans son Dieudobus, avec à chaque fois évidemment un nombre limité de spectateurs. Il raconte dans une vidéo visible sur Youtube qu'il y a quelques jours, son bus stationnait, muni de toutes les autorisations, à Paris. Il était 19h et le spectacle, devant dix personnes respectant strictement toutes les règles de sécurité, pouvait commencer. Et voici que des agents de la Préfecture de police se présentent, alors que la première séance débutait, suivis d'un gradé qui demande de déplacer le car à un autre endroit. La séance est interrompue. Le ton devient directif : « Les ordres viennent de tout en haut. Pas de discussion ! » Un nouveau supérieur, en lien direct avec l'affreux préfet de police Lallement, débarque. Et là, on ne rigole plus du tout. Dieudo imite l'accent supposé nazi, guttural au possible, qu'il prête au personnage : « *Papier ! Karte Kresse !* ». Il aurait pu ajouter : « *Nous affons les moyens de fous faire parler !* »

Mais Dieudo n'a pas besoin de menaces pour parler ! Et voici que débarquent une centaine de gardes mobiles. Dix cars de police obstruent la voie. Le public est évacué *manu militari*. Dieudo poursuit le spectacle dans la rue, juché sur un plot. Arrivent deux fourgons, sans signes descriptifs, dont les pneus crissent, comme dans les films. Des cerbères, tout habillés de noir, en sortent. Dieudo raconte qu'il saute dans un bus de la RATP qui le dépose devant une bouche de métro. Et voici ce diable d'homme qui poursuit son spectacle dans une rame de métro devant des usagers ravis ! Fin de cette ahurissante histoire. Revenu sur place, il constate que son bus a disparu. Il apprend qu'il a été « réquisitionné » par l'Etat ! Réquisitionné ? Mais sont-ils devenus fous ? Que l'Etat ait réquisitionné les taxis de la Marne, soit, mais le Dieudobus ? Des témoins affirment avoir vu le ministre de l'Intérieur Castaner, accompagné du Préfet, à proximité, dans une voiture banalisée. Si « *non è vero, è bene trovato !* » (si ce n'est pas vrai, c'est bien trouvé). Par ailleurs, on constatait la présence sur les lieux d'une mystérieuse jeune femme qui se présentait comme membre de l'ambassade d'Israël. Que du beau linge, décidément...

RÉQUISITION PAR L'ÉTAT ET SABOTAGE DU DIEUDOBUS

Mais Dieudonné ne se laisse pas impressionner pour autant. L'expression dans la sphère publique lui est interdite ? Il va s'exprimer en privé via son blog. Et ça risque d'être saignant. Il reçoit des menaces de mort ? Il répond : « *Ils me tueront peut-être, mais la mort sera toujours plus confortable que la soumission à toute cette merd...* ». Il poursuit : « *Je vais enfin pouvoir vous parler très franchement, sans aucune retenue* » (qu'est-ce qu'on va entendre !), « *ils pensent m'avoir anéanti en saisissant mon dernier outil de travail, mais c'est le contraire qui va se produire. Je*

me libère et je vais vous aider à vous libérer. Nous allons sortir de la secte dans laquelle nous vivons. Nous allons nous déconfiner de la grande secte et de ses grands gourous d'Israël ! » Mais s'ils le jettent en prison ? Il répond : « *Je vous écrirai une lettre par jour qui vous sera lue par une personne* ». Et Dieudonné de conclure avec cette citation de George Orwell : « *Dans des temps d'imposition généralisée, le seul fait de dire la vérité est un acte révolutionnaire* ».

Mais l'histoire n'est pas finie. Dans une nouvelle vidéo, Dieudo nous raconte que son bus, pourtant correctement stationné, avait été embarqué au motif que le chauffeur n'avait pas présenté le disque du véhicule. Après avoir porté plainte, Dieudo a récupéré son bus qui est derechef tombé en panne et qui semble à première vue irréparable. Pendant un an, il n'avait connu aucun problème, et venait d'être révisé. Dieudo ne décolère pas : « *J'accuse l'Etat d'avoir saisi illégalement mon bus et de l'avoir saboté. J'ai envie de leur cracher à la gueule... !* ». Il ajoute : « *La dictature ne peut plus faire marche arrière. Il leur faudra bientôt autant de flics que de citoyens. Je vais continuer mon travail de conscientisation par le rire. Ils sont persuadés qu'ils m'ont mis à terre et que vous allez doucement revenir à la niche des médias israéliens-pédophiles. Mais chaque jour, je deviens plus fort. Chaque jour, je deviens plus libre !* » Allez sur le blog de Dieudo vous inscrire sur son espace privé. On n'a pas fini de s'amuser de manière irrévérencieuse.

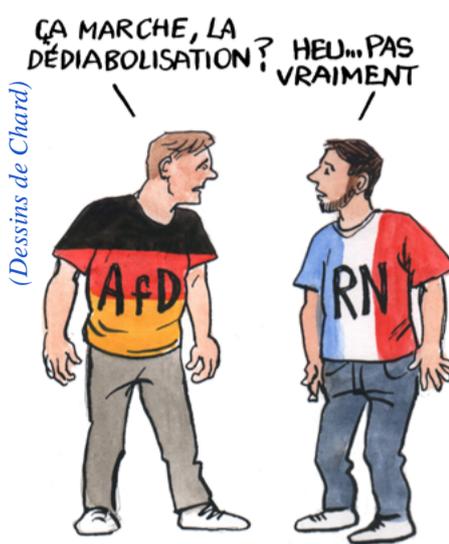
DARMANIN NOUS PREND-IL POUR DES IMBÉCILES ?

Cette information, parfaitement vraie, qui ressemble diablement à une infox du site parodique *Gorafi*, nous est livrée sur la page Facebook de Gérard Darmanin. Gérard Moussa Darmanin (son grand-père paternel est un juif maltais, son grand-père maternel, Moussa Ouakid, a été tirailleur algérien) est ministre des Comptes publics, mais il est aussi maire de Tourcoing. On ne savait pas, toutefois, qu'il était aussi un grand comique. Il vient de tonitruer *urbi et orbi*, sur les réseaux sociaux, la « *bonne nouvelle* » : la « *délinquance baisse à Tourcoing* ». Et pas qu'un peu. Tout cela grâce aux « *mesures (qu'il a) prises pour garantir la sécurité des Tourquennois* ». « *Ces efforts portent leurs fruits* », plastronne-t-il.

Pensez, depuis janvier 2020, les vols de véhicules ont baissé de 84,62 %, les vols à la roulotte de 48,08 %, les vols avec violence de 62,5 %, etc. Pour Darmanin, le fait que la population de Tourcoing était confinée, situation certes inconfortable pour les délinquants, n'est évidemment pour rien dans ces résultats. Question : Gérard Darmanin est-il un imbécile ou nous prend-il pour des imbéciles ? Imaginerait-on le maire de Hiroshima se flatter d'avoir vu baisser la délinquance de 99 % dans sa ville, après le bombardement atomique américain ?

DE L'ART POUR UN PARTI IDENTITAIRE DE SE SUICIDER

J'ai évoqué récemment en ces colonnes le cas du parti d'« *extrême droite* » allemand, l'Afd (Alternative pour l'Allemagne), qui avait obtenu de brillants résultats aux législatives de 2017, où ce mouvement avait récolté 12,6 %, devenant la principale force d'opposition à la chambre des députés. Aujourd'hui, le parti est crédité de seulement 10 % dans un sondage de la chaîne ZDF et vit une grave crise, pleine d'enseignements pour les nationalistes. La raison ? Un courant modéré, avide de respectabilité, ayant entrepris, comme Marine Le Pen, une démarche de dédialisation, veut exclure du parti une forte minorité (un tiers des adhérents) perçue comme trop radicale, mais ayant le vent en poupe. Appelée « *L'Aile* », elle est sous surveillance policière en raison de sa fantasmagorique proximité avec la « *mouvance néonazie* »



et au motif qu'elle représente une « *menace* » pour la démocratie. Dans cette Allemagne dégénérée, il suffit, il est vrai, d'exprimer son amour de la Patrie, de prononcer le mot « *identité* », pour être accusé d'être un néo-nazi. Et tout cela sous la haute surveillance du *Verfassungsschutz*, une police politique redoutable. La direction modérée (j'allais écrire « *mariniste* ») a obtenu, il y a quelques jours, l'exclusion d'Andreas Kalbitz, un dirigeant de la sensibilité droitiste. Motif officiel : le responsable du mouvement dans la région du Brandebourg, qui entoure Berlin, avait dissimulé lors de son adhésion au parti son appartenance, dans sa jeunesse, à un groupuscule « *néo-nazi* » (forcément néo-nazi), les « *Jeunesses allemandes fidèles à la patrie* ». Jörg Meuthen, partisan d'une stratégie de « *dédialisation* » — comparable à celle menée par Marine Le Pen pour le Front national en France — explique : « *Nous sommes un parti conservateur traditionnel. Nous devons faire preuve de cohésion mais devons clairement nous dissocier des positions d'extrême droite* ».

Andreas Kalbitz a dénoncé, lui, une « *erreur politique* » et promis un recours. « *Si cette décision devait être motivée par l'espoir d'être accepté des partis établis et de nos rivaux politiques, alors cela échouera* », a-t-il prévenu. Les « *modérés, modérément courageux* » (Abel Bonnard) feraient bien de méditer les exemples français (Marine Le Pen), italiens (le traître Gianfranco Fini), hongrois (le Jobbik), etc., qui ont tous échoué ou sont en passe d'échouer, l'emboîtement d'un mouvement nationaliste, la recherche de respectabilité, étant les pires calamités qui puissent lui arriver. L'échec est absolument certain. En attendant, Kalbitz, qui veut reprendre le contrôle du parti, se bat avec le soutien de très nombreux adhérents contre ces modérés coupables, selon ses termes, de « *trahison à l'égard du parti* ». Du coup, le voici accusé de recourir à « *un vocabulaire évoquant les heures les plus sombres de l'Allemagne* ». Quand je vous disais qu'ils sont fous à lier...

EN FRANCE, COMME EN CORÉE DU NORD...

Dans le cadre de la réouverture progressive des écoles, le ministère de l'Éducation nationale a mis en ligne lundi 4 mai une fiche à destination des enseignants. On y lit cette consigne qui fleure bon le système éducatif de la Corée du Nord : « *Si des enfants tiennent des propos manifestement inacceptables, la situation [sera] rapportée aux autorités de l'école* ». En d'autres termes, l'enseignant sera sommé de dénoncer à sa hiérarchie un enfant qui aurait, consciemment ou non, tenu des propos politiquement, racialement, religieusement incorrects. Mais ce n'est pas tout. La fiche prévoit que l'enseignant convoque les parents afin de leur exposer la gravité de la situation, et les inviter sans doute à prendre toutes les mesures coercitives nécessaires. Deux hy-

pothèses : soit les parents sont complices de leur enfant, lui ayant transmis volontairement ou inconsciemment des slogans nauséux et ils se sentent visés et menacés eux-mêmes par cette convocation, qui pourrait être suivie d'une autre à la Kommandatur, perspective terrifiante s'il en est. Autre hypothèse : des parents bobos, de gauche humaniste et chrétienne, œuvrant à l'accueil de leurs frères migrants, découvrent avec horreur que leur enfant, élevé pourtant dans les valeurs humanistes et républicaines d'amour de l'autre, est un monstre, tendance nazie, doublé d'un fiéffé dissimulateur. Les conséquences peuvent être dramatiques pour lui : il risque tout bonnement de se voir confisquer sa tablette, voire d'encourir un tabassage parental en règle, certes interdit par la loi.

ÇA NE RIGOLE PAS, DANS L'ÉGLISE CONCILIAIRE

L'abbé Francis Michel, installé au Planquay (Eure), s'était singularisé, durant la crise des gilets jaunes, en célébrant dans son église une messe devant une foule de gilets jaunes visiblement ravis, si l'on en croit la vidéo consultable sur YouTube. Après la messe dominicale, il avait entonné à pleine voix et énergiquement : « *Emmanuel Macron, ô tête de con, on vient te chercher chez toi* » Eût-il commis un blasphème anti-Le Pen qu'il aurait sans doute reçu les félicitations de son évêque. Mais s'en prendre au président de la République laïque et franc-maçonne... La sanction est tombée tel le couperet d'une guillotine républicaine. L'abbé a été informé le 15 mai qu'il était proprement viré. *Raus !* Un communiqué du diocèse d'Evreux, dont il dépendait, l'en a informé : « *Francis Michel perd les droits propres à l'état clérical de même que les dignités ecclésiastiques et les charges. Il est exclu de l'exercice du ministère ordonné et, par conséquent, il ne peut plus célébrer l'Eucharistie, prononcer une homélie, administrer licitement les sacrements de l'Église catholique romaine* ». Les prélats jureurs (ou ce qui en tient lieu) ont encore frappé...

CENSURE TOTALE DE GÉNÉRATION IDENTITAIRE

Génération Identitaire avait mené, on s'en souvient, une opération particulièrement médiatisée dans les Alpes, *Defend Europe*, visant à empêcher le passage de migrants. Un coup énorme qui leur vaut d'être poursuivi par la « *justice* » du Régime. De lourdes amendes ont été requises contre eux. Peu de temps après leur action, Facebook avait brutalement supprimé la page de Génération identitaire, suivie par plus de 120 000 abonnés. Dans un communiqué, Génération Identitaire nous informe que tout contenu relatif au mouvement, même publié par des tiers, est automatiquement censuré par l'algorithme du réseau. La société Facebook France, raconte Génération Identitaire, après avoir nié tout traitement particulier, vient enfin d'avouer à *Valeurs Actuelles* avoir banni définitivement la moindre évocation de Génération Identitaire au motif hallucinant « *que les personnes ou organisations propageant des discours haineux, des attaques, ou qui appellent à l'exclusion des autres sur la base de ce qu'ils sont, n'ont pas leur place sur ses services et en sont retirés conformément à sa politique concernant les individus et organismes dangereux* » (*Valeurs Actuelles*, 9 mai 2020).

Au fait, la multinationale californienne, qui abuse honteusement de sa situation de monopole, a nommé Tawakkol Karman, un yéménite, membre des Frères musulmans, membre du Conseil de surveillance de Facebook et d'Instagram...

Robert SPIELER.



La messe en liberté, mais surveillée

LA SEMAINE dernière, j'ai exprimé mon pessimisme au sujet d'une levée prochaine de l'interdiction pour les catholiques de se rendre à la messe dominicale. Lundi soir, au moment où RIVAROL était sous presse, le Conseil d'État, la plus haute autorité administrative, démentait mon article en condamnant l'État français et en rappelant à celui-ci que « la liberté religieuse est une liberté constitutionnelle » et « qu'elle ne saurait être limitée par des mesures manifestement attentatoires à l'exercice des libertés publiques ».

Le gouvernement du rigolot Édouard Philippe et du sot Christophe Castaner se voyait contraint, dans un délai de huit jours, à partir du lundi 18 mai, de réformer le dispositif prévu par le décret du 11 mai 2020, en vue de faciliter l'exercice du culte. Le communiqué du Conseil d'État a le mérite d'être clair et de ne se ressentir nullement des manœuvres tentées par Pascale Léglise (ce nom ne s'invente pas !), adjointe au directeur des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur, pour brouiller les pistes.

UNE CUISANTE LEÇON

Voici des extraits de ce texte, pour une fois, ferme et sans ambiguïté : « Le juge des référés du Conseil d'État ordonne au Gouvernement de lever l'interdiction générale et absolue de réunion dans les lieux de culte et d'édicter à sa place des mesures strictement proportionnées aux risques sanitaires et appropriées en ce début de "déconfinement" ».

Dans l'ordonnance rendue ce jour, le juge des référés relève que des mesures d'encadrement moins strictes que l'interdiction de tout rassemblement dans les lieux de culte prévue par le décret du 11 mai 2020 sont possibles, notamment compte tenu de la tolérance des rassemblements de moins de dix personnes dans d'autres lieux ouverts au public dans le même décret.

Il juge donc que l'interdiction générale et absolue présente un caractère disproportionné au regard de l'objectif de préservation de la santé publique et constitue ainsi, eu égard au caractère essentiel de cette composante de la liberté de culte, une atteinte grave et manifestement illégale à cette dernière.

En conséquence, il enjoint au Premier ministre de modifier, dans un délai de huit jours, le décret du 11 mai 2020 en prenant les mesures strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu applicables en ce début de "déconfinement", pour encadrer les rassemblements et réunions dans les établissements de culte. »

On ne saurait rappeler en termes plus clairs que la liberté de culte est une « liberté fondamentale qui comporte également parmi ses composantes essentielles le droit de participer collectivement à des cérémonies, en particulier dans les lieux de culte ».

LA BATAILLE DE LA MESSE N'EST PAS ENCORE GAGNÉE

Saisi par plusieurs associations, dont Civitas, et requérants individuels, le juge des référés a donné une cuisante leçon au gouvernement et à Emmanuel Macron lui-même, lequel avait bien trop tendance à se croire tout permis... Faut-il crier victoire pour autant ? Certes, les catholiques français ne peuvent que se réjouir de pouvoir enfin envisager de retrouver leurs églises pour fêter dignement la fête de Pentecôte. Mais il ne faut pas chanter les louanges du juge des référés : celui-ci n'a fait que son travail (consciencieusement, il faut le dire) mais il n'a pas fait de cadeau aux catholiques : la religion catholique reste sous le régime du droit commun, et n'est

nullement traitée en religion qui a fait la France, ni même de la majorité des Français, elle reste une religion parmi d'autres (les protestantes, les orthodoxes, la musulmane, la bouddhique, la juive, et même, on ne sait pourquoi, la maçonnerie !) sans que lui soit reconnu un statut particulier du fait qu'elle est la seule vraie, celle qui ouvre au salut.

On ne manquera pas de soupçonner les arrière-pensées des conseillers, à quelques jours de la fin du Ramadan : lâcher du lest sur les catholiques : un moyen habile de faire, sans en avoir l'air, des grâces aux musulmans qui, d'ailleurs, n'en profiteront pas pour fêter dans les mosquées l'Aïd, qui marque la fin du mois de ramadan, « compte tenu du contexte de pandémie », a déclaré ce vendredi le Conseil français du culte musulman (CFCM).

La bataille de la messe n'est pas encore gagnée : le gouvernement a traîné à revoir les mesures sanitaires adéquates. Jean-Marie Guénois du Figaro précisait la semaine dernière, qu'il est « difficile toutefois d'obtenir des informations concrètes sur les mesures en préparation. » Quand on interroge l'Hôtel de Matignon, on vous renvoie sur le ministère de l'Intérieur. Lequel vous assure que c'est chez le Premier ministre que tout se joue... « On travaille évidemment ensemble », glisse, malicieusement, un conseiller, avare de confidences. »

Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur en charge des cultes, devait consulter les responsables "des" religions « dans les jours qui viennent » pour recueillir leurs propositions. Et le président de la république préparait une nouvelle visio-conférence en début de semaine prochaine avec ces mêmes responsables religieux pour faire le point sur la situation sanitaire, comme prévu lors de leur dernière réunion, le 21 avril dernier.

Consulter encore et toujours, et jusqu'à Pâques ? de l'an prochain ?, ou à la Trinité ? le dimanche 7 juin ? Pourquoi ces discussions, colloques et autres parolotes, quand on sait que tout est déjà prévu ? On avait vraiment l'impression de revivre le temps des interminables négociations en 1983-1984, sur le sort des écoles libres entre le pauvre chanoine Paul Guiberteau (1924-2010) et le ministre de l'Éducation Alain Savary (1918-1988), celui-ci faisant durer les rencontres dans le but de ne faire qu'une bouchée de celui-là... Aujourd'hui est-il qu'en date du vendredi 22 mai on ne pouvait pas affirmer que les églises seraient rouvertes pour Pentecôte, le dimanche 31 mai. Et cette façon d'user les nerfs des catholiques français était quelque chose d'insupportable et de totalitaire.

Soudain, ce samedi 23 mai, on put lire sur le site du Monde, que « le ministère de l'Intérieur a annoncé, vendredi soir, la parution d'un décret autorisant une reprise immédiate des cultes publics, sous réserve du respect de règles sanitaires, même si l'objectif affiché par la place Beauvau reste la reprise généralisée des cérémonies religieuses le 3 juin ». Les mesures s'appliquent à « toute personne de onze ans et plus qui accède ou demeure dans ces établissements », selon le décret. »

LA LIBERTÉ DE QUEL CULTE ?

Par ailleurs, on a remarqué que les "évêques" français ne semblaient guère heureux à l'idée de retrouver bientôt leurs cathédrales, leurs églises et leurs fidèles ! Aucun n'a daigné répondre à l'appel des associations requérantes pour qu'il se joigne à elles ! Celles-ci ont agi pour suppléer à la désertion des pasteurs officiels, et ces drôles de pasteurs, qui abandonnaient leurs brebis et trouvaient normal de laisser des sanctuaires sans fidèles, ne le leur pardonnent pas ! Olivier Leborgne, "évêque" d'Amiens, a précisé le 23 mai sur France Info : « Nous ne demandons pas le retour aux célébrations avant le 2 juin, mais sim-

plement que s'engage un dialogue dans ce sens. » L'heureux dénouement de cette épouvantable injustice les laisse nus devant Dieu et devant les hommes : ils ne sont que des Cauchon, vendus aux pouvoirs tyranniques en place pour avoir la paix... la paix comme le monde la donne !

Et dire que ce sont ces « hommes d'Église » qui négocient avec le pouvoir macronien des conditions de la reprise du culte ! Voici quel en est le résultat : « Désinfection des mains et masque obligatoire, filtrage à l'entrée ». Ils accepteraient donc le port obligatoire de cette muselière à la mode qui donne aux Français, depuis quelques semaines, des allures de guignols et des museaux de robots... Ainsi affublés, célébrants, enfants de chœur et fidèles sembleraient être au bal masqué (Devinez, devinez, devinez qui je suis...) et la messe ne serait qu'une parodie. Entrer masqué dans la maison de Dieu, c'est avoir peur du regard de Dieu qui nous sauve autant que du virus qui, lui, ne risque de s'en prendre qu'à nos corps.

On peut craindre aussi que ces "évêques" n'acceptent de vider les bénitiers et d'empêcher ainsi les ablutions, qui rappellent aux fidèles la sainteté de leur baptême, même si en l'occurrence on peut sérieusement douter de la validité des bénédictions faites par un clergé ordonné dans le nouveau rite, celui de Montini. Cers "évêques" ont déjà fait vider les piscines de Lourdes, comme si, pour plaire au gouvernement, il leur fallait interdire à Dieu de faire des miracles...

Ces "évêques" sont-ils allés jusqu'à changer la façon de recevoir la sainte communion pour des raisons sanitaires ? Recevoir le corps du Christ sur la bouche, comme cela s'est toujours pratiqué et comme la muselière l'empêcherait, ne peut en aucun cas transmettre des virus, car c'est l'aliment essentiel à la vie du chrétien. La manière irrespectueuse, introduite par le concile Vatican II, de recevoir l'hostie dans la main est beaucoup moins conforme aux gestes barrières imposés contre le coronavirus. De toute façon, avant de donner la communion, le prêtre s'est « lavé les mains parmi des innocents [...] J'ai marché dans mon innocence ; rachetez-moi et ayez pitié de moi. Mon pied s'est tenu ferme dans le droit chemin : dans les assemblées, je vous bénirai, Seigneur. »

Lesdits "évêques" accepteraient-ils que les fidèles, par « distanciation sociale », soient espacés d'au moins quatre mètres les uns des autres, isolés et parkés dans des espaces limités ? Cela nuirait beaucoup à leur manière de s'unir, de prier et de chanter ensemble. Et que dire des processions qui s'avancent dans les neufs, et sont comme une préfiguration des cortèges célestes ? Si les autorités religieuses acceptaient la chape de plomb macronienne, plus aucune véritable cérémonie ne pourrait avoir lieu.

EMMANUEL MACRON NOUS HUMILIE ET NOUS INFANTILISE

Je ne sais pas si les catholiques de tradition pourront se rendre à ces messes dénaturées. Ceux qui pensaient que le fait de retrouver la liberté d'assister à la messe marquerait la fin de l'enfermement policier de la population française devront constater que la police ne manquera pas de surveiller étroitement l'entrée et la sortie des églises, lesquelles ne seront jamais à l'abri d'un excès de zèle de quelque délateur.

Le désir d'Emmanuel Macron d'humilier et d'infantiliser les Français n'est toujours

pas assouvi avec le "déconfinement" de bric et de broc qui multiplie les choses que l'on n'a pas le droit de faire en tous domaines. Par exemple marcher lentement dans un lieu où il n'y a personne et où l'on ne court aucun risque de contaminer ou d'être contaminé. Flâner est devenu un délit, on n'a le droit que de courir. C'est sans doute une manière de dissuader les personnes âgées de se montrer dans la rue et de recommander à celles-ci de se "reconfiner" elles-mêmes. C'est sans doute pour cela que les parcs de Paris restent fermés jusqu'en juin et que les "vieux" ne savent plus où aller prendre l'air quand il fait beau.

Le "déconfinement", ne cesse-t-on de nous dire, ne sera pas le retour à la vie d'avant. Les Français de demain, s'ils restent masqués, auront-ils conscience de jouer des personnages de théâtre, comme l'histoire du mot *persona* le suggère depuis la tragédie grecque ? Il semble que l'on aille vers une société qui ne communiquera presque plus que par la vue, le regard ; les autres sens s'atrophient : l'ouïe (le masque empêche



de parler distinctement), le toucher (on n'a plus le droit de se serrer la main), le goût (on n'a plus le droit d'aller au restaurant), l'odorat (sous le masque, on ne se parfume pas). Comme le dit le professeur Michel Maffesoli dans un entretien avec Madame Figaro des 15 et 16 mai, « il est clair que les règles édictées durant cette crise sanitaire tentent d'encadrer le sensualisme : distance physique, port du masque, lavage continu des mains aseptisent l'existence. C'est pour cela que je pense que ce port du masque imposé à tous, faisant suite au confinement généralisé et à un ensemble de prescriptions qui tuent toute vie sociale, risque soit d'être détourné, soit aboutira à diverses formes de révolte. La masse de prescriptions édictées pour les écoles (plus de soixante-cinq pages pour les écoles maternelles énonçant entre autres que les enfants ne devraient plus jouer ensemble !), pour les entreprises et pour tous les lieux publics, apparaît comme un confinement dans le "déconfinement" ».

Et le professeur Maffesoli de conclure que, dans ces lieux, dans ces écoles, dans ces bureaux transformés en camps disciplinaires, où les hommes sont isolés, la révolte ne tardera pas à gronder et à prendre des formes de violente rage populaire. *Gilets Jaunes* à vous de jouer !

En ces jours où approche la belle fête de Pentecôte et où les églises nous sont enfin rouvertes, du moins celles que la macronie n'a pas encore transformées en camps disciplinaires, que le Saint-Esprit qui vivifie et façonne l'Église catholique la garde contre tout ce qui la souille et la défigure ! Qu'il vous garde aussi, chers lecteurs, dans les combats qu'il nous restera bien vite à mener !

Michel FROMENTOUX.

PETITES ANNONCES

— SAS S.F.D.A. Bâtiment Tout corps d'état 54 rue René Boulanger 75010 Paris 06-25-62-46-69 — 01-45-84-39-31 sfdabatiment@gmail.com Ch. Luigi. RCS Paris 820 330 629. Désinfection maison appartement traitement des charpentes anti nuisible — covid 19 — Cède collection complète RIVAROL années 2010 à 2019. Département 76. Tél. : 06-07-18-95-09.

Fascisme, national-socialisme et

Il n'est, en politique, de tradition vivante et de souci du bien commun que selon un mode métaphysique et idéaliste de réflexion politique, il n'est de réalisation politique de l'Idée métaphysique que dans une forme nationale de l'Etat, il n'est de principal national voué au bien commun que s'il est organique, il n'est d'organicité nationale que si elle est nationaliste, il n'est de nationalisme que s'il est fasciste, il n'est de fascisme capable de dépasser l'élan sentimental qui le suscite que s'il est catholique.

Jean-Jacques Stormay.

LE NATIONALISME est une idéologie en -isme qui se décline en maintes doctrines qui sont, pour la plupart d'entre elles, fort méconnues de nos contemporains. Il faut dire que nous avons malheureusement dépassé depuis plusieurs décennies l'ère foisonnant des nationalismes comme si, après quelques soubresauts du corps européen (ancestrale terre nourricière des nationalismes) agonisant, la vitrification du Vieux Continent par les deux mondes sans âme, américain et soviétique, avait laminé la volonté de perdurer et de croître des peuples européens. Encore en vie, bougeant en faisant fi des frontières, ici en Europe occidentale, là derrière le rideau de fer, ces populations avaient cependant perdu en 1945 la suprême part de leur être pour ne ressembler, vite, très vite, trop vite, qu'à des masses de bovins voués à travailler pour consommer et à consommer pour travailler. En France, terre féconde du nationalisme depuis des siècles (le nationalisme qui n'avait pas son mot allait de soi avant la césure de 1789 qui allait susciter la création de la doctrine nationaliste dans l'optique de défendre la terre nourricière de tout un peuple dépourvu du père protecteur, du roi qui était indéfectiblement lié à cette terre sacrée), les épurations orchestrées contre les nationalistes n'ont cependant jamais cessé depuis la révolution bourgeoise, d'abord à travers les catholiques qui voient la France pourvue d'une véritable essence, puis, surtout après 1945, à travers tous les véritables patriotes soucieux du bien commun et de la préservation d'un peuple en majorité enraciné depuis des siècles et des siècles. Il faut le dire. Quand les chefs nationalistes, les penseurs nationalistes, les théoriciens nationalistes, les intellectuels nationalistes n'ont pas été emprisonnés et rendus malades, n'ont pas été exécutés et assassinés, ils ont été ruinés, humiliés, interdits de publier, interdits d'enseigner, interdits de travailler dans l'administration et soumis à de multiples persécutions politiques. Et après l'épuration gaullo-communiste, l'épuration gaulliste tout court pendant la Guerre d'Algérie. Avec les Trente Glorieuses qui finirent en véritable euphorie économique puis avec le fantasme d'une gauche mitterrandienne et du progrès social, le résidu nationaliste avait bien du mal à renaître de ses cendres. Il le fit par la grâce machiavélique de François Mitterrand qui liquida génialement le communisme tout en empêchant la croissance du vote gaulliste et de droite parlementaire en promouvant le jeune Front National par le biais de la télévision qu'il contrôlait complètement.

LA POLITIQUE DE LA TERRE BRÛLÉE CONTRE LE NATIONALISME

Le vide spatial laissé par l'incessante épuration perpétrée contre la droite nationale et la suprématie gauchiste ne laissant aucun espace significatif dans le milieu médiatique et culturel fut comblé très rapidement grâce à la visibilité d'un Jean-Marie Le Pen charismatique (qui incarnait enfin l'homme de la vraie droite aux yeux des Français) conjuguée à une immigration massive qui promettait, déjà, des lendemains cauchemardesques. Longtemps existèrent des courants au sein du Front national, des mouvances particu-

lières persistèrent jusqu'au tournant des années 2000-2010. Avec le temps, avec la simplification du message populiste, mais aussi et surtout avec l'épuration interne et l'éjection des indésirables, la diversité en matière doctrinale a quasiment disparu. En 20 ans, le patriotisme français et la droite révolutionnaire ont perdu toute colonne vertébrale laissant place à un populisme de bas étage dépourvu de boussole en état de marche, où la langue de bois et la démagogie simpliste ont remplacé les idées fortes, les principes, les démonstrations. Sur le plan organisationnel, cette amnésie intellectuelle est désastreuse, catastrophique. Car elle individualise à l'extrême le petit patriote réduit à l'état de petit électeur, et donc à rien. Sans doctrine politique, le patriote n'est rien en effet. Il est absolument perdu et ne peut qu'espérer en l'homme providentiel qui accèdera finalement au pouvoir par ses propres moyens (ce qui est impossible) pour exercer seul ce pouvoir face à une pléthore d'ennemis savamment organisés (ce qui est également impossible).

Sans doctrine, le patriote ne peut utiliser son intelligence, sa force, ses ruses pour prendre le pouvoir et pour aider son exercice. D'un point de vue strictement sociologique, il est clair qu'il ne peut exister de minorités actives dynamiques sans doctrine partagée, adoptée par tous les militants, suffisamment comprise pour servir de boussole, de colonne vertébrale, suffisamment instructive pour permettre au patriote de savoir quoi faire au moment M, en période de tumulte et sans moyen de communication. Nous le voyons, la doctrine est chose doublement importante. Elle est l'expression d'idées justes (la meilleure des doctrines est celle qui est la moins réfutable) mais elle est aussi non seulement un élément sur lequel on peut s'appuyer mais encore une sorte de mode d'emploi, une boussole dans l'action, un outil permettant d'éviter les pièges tendus par les faux amis et un gouvernail dans la tempête.

Aujourd'hui les patriotes marchent au milieu d'un désert. Beaucoup pensent que le temps des doctrines et des grandes articulations théoriques est terminé, que la bataille des "idées" a d'ailleurs été gagnée : Il suffirait d'allumer la télévision ou de vagabonder succinctement sur Internet pour s'en rendre compte. Trump est président des Etats-Unis et Eric Zemmour est inarrêtable en France. Tout va bien, il n'y a plus qu'à suivre le mouvement. L'Etat profond mondial-mondialiste s'est fait sortir de terre, le retour des nations est assuré, nous assisterions à un nouveau grand cycle politique, à une nouvelle ère.

A quoi bon dans cet état d'esprit, quand on est convaincu par l'illusion de l'efficacité démocratique, vouloir chercher une solution dans les livres, s'intéresser au monde des idées, choses apparemment désuètes à l'aune des populismes formels qui séduisent les peuples en manque d'air ? Mais si cette séduction axée autour de l'esbroufe ne mène à rien, combien de temps encore aurons-nous perdu ? Et que faudra-t-il d'autre pour que les patriotes sincères comprennent qu'ils ne pourront pas faire l'économie d'une doctrine afin de construire les fondations de la reconquête et d'éviter de s'illusionner et de tomber dans le premier piège tendu ? Réfléchir sur le nationalisme, c'est faire la part entre l'essentiel et le formel, entre le nécessaire et l'inutile, entre le bon et le mauvais mais aussi entre le vrai et le faux.

RÉFLÉCHIR SUR LES NATIONALISMES

Nous pouvons compter, selon Jacques Ploncard d'Assac et Jean-Jacques Stormay, les principaux théoriciens sur les doigts des deux mains : Edouard Drumont, Paul Bourget, Charles Maurras, Maurice Barrès, Pétain, Mussolini, Hitler, Salazar, José Antonio Primo de Rivera. A la différence d'un Ploncard d'Assac qui étudie nos différents au-

teurs en soulignant leurs apports dans la construction du nationalisme moderne en prenant en considération le contexte historique, parfois extrêmement lourd, qui explique dans une certaine mesure la genèse et l'essor de leurs pensées respectives, Jean-Jacques Stormay fait œuvre d'un ouvrage essentiellement philosophique en analysant de haut la justesse, la rationalité, la cohérence des différentes thèses sous un regard métaphysique. Il résulte de cette différence de traitement intellectuel des critiques parfois également différentes sur ces pensées et théories passées au crible.

EDOUARD DRUMONT, MAURICE BARRÈS ET PAUL BOURGET

« Les funestes idées de 1789, point de départ le plus visible de toute la subversion intellectuelle et politique dont souffre le monde aujourd'hui, sont nées en France. Elles se sont répandues par la suite dans toute l'Europe et dans le monde entier. Les monarches des Restaurations manquées abandonnèrent leur pouvoir aux Assemblées qui, bien vite, furent livrées aux puissances occultes de la Haute Finance et de la judéo-maçonnerie. C'est en France d'abord que ces idées délétères développèrent leurs conséquences. C'est en France qu'elles commencent à être vigoureusement combattues au nom de la formule nationaliste pressentie par Drumont, fondée par Barrès et développée bientôt par Maurras. » Drumont constitue en effet pour tout nationaliste une référence obligée parce qu'il est un critique infailible du libéralisme économique et du premier des Etats confédérés qui s'est servi des institutions républicaines et de la destruction des corporations pour s'enrichir sans limite et sur le dos des petits autochtones surexploités.

Maurice Barrès, quant à lui, est aux yeux de Jean-Jacques Stormay, le créateur du principe du nationalisme lui-même. D'emblée Stormay met en exergue ce qu'il considère être la tare du néo-royalisme en louant la pensée barrésienne qui consiste à se détourner des rétrogrades, de la solution royaliste, de la solution contre-révolutionnaire, de l'idée qu'un simple retour en arrière avec les institutions du temps passé pourrait résoudre définitivement les problèmes politiques, économiques et moraux de la France en l'occurrence. Ce qu'il y a de remarquable chez Barrès, selon Jean-Jacques Stormay, est cette volonté de s'émanciper de l'erreur individualiste en la faisant périr, en lui faisant avouer, « par l'acte même de sa radicalisation théorique, sa propre inconsistance à la fois théorique et pratique. » Ainsi, « le système de bascule qui mène de l'égotisme ou du Moi hypertrophié, à l'immersion du Moi renonçant à lui-même dans le Tout national, pour rationnel qu'il soit, n'est raisonnable (ou n'est rationnellement achevé), que s'il est complété ou paré par l'exigence de voir le moi procéder à une renonciation à son propre abandon, ou plutôt au caractère passif de ce dernier. » Le Moi national se substitue au Moi individuel en le complétant, en cela en le transformant, en le résolvant. Cependant, faut-il accorder à Maurice Barrès l'exclusivité de cette pensée ou de cette "découverte" ? Nous savons notamment que Charles Maurras découvre à la fin des années 1880, alors qu'il recense des ouvrages de sociologie

pour divers journaux, l'œuvre d'Auguste Comte qui le marquera à jamais. Il relèvera surtout de cette lecture l'idée selon laquelle les sociétés (occidentales du moins) se développent en suivant trois états particuliers. Parce que les états de la société ne font que refléter l'état des idées, l'histoire des hommes scandée, elle aussi, par ce rythme ternaire : le premier état pour Comte est théologique. Le fétichisme, le polythéisme ponctuent de cette manière l'enfance de l'humanité où culmine le Moyen Age. Cette époque est caractérisée par sa stabilité et est dominée par un système féodal et militaire. Le deuxième état est l'état métaphysique ou abstrait. A ce stade où se trouve parvenu l'esprit humain, les agents surnaturels (Comte) de la société théologique sont remplacés par des forces abstraites comme la Nature. Appliquée à la société, cette phase adolescente, transitoire et désordonnée, correspond à un état militaire et industriel. Enfin vient l'état scientifique ou positif. Arrivé à maturité, l'esprit humain rejette la recherche de toute cause ultime pour considérer les faits et « leurs lois effectives, c'est-à-dire leurs relations invariables de successions et de similitudes ». L'ordre peut à nouveau s'imposer en dehors de toutes nuées démocratiques mais par l'évidence de la science, un ordre défendu par un chef respecté, presque religieusement respecté. On a l'impression que Maurras qui avait perdu la foi mais qui avait soif d'ordre et de doctrine s'est précipité sur la partie la plus antilibérale de l'œuvre d'Auguste Comte pour établir ses théorèmes et son nationalisme intégral. Paul Bourget s'extirpera pareillement de son anarchie morale par le positivisme comtien et par un retour au catholicisme motivé non précisément par la raison mais par l'expérience et donc pour la raison de sa durée dans l'histoire de France. Nous avons lu il y a quelques temps le plus important ro-



man à thèse de Bourget. *L'Etape*, et nous avons eu alors la bonne idée de prendre des notes et de souligner des passages explicites du texte quant à son positivisme. Celui-là résume cette position anti-intellectualiste un peu caricaturale défendue par l'auteur : « Nous avons, dit Jean Monneron, le héros du livre, une expérience instituée par la nature, c'est la tradition, sous toutes ses formes. Nous avons une patrie, acceptons-la ; une famille, acceptons-la ; une religion... »

Jean-Jacques Stormay va se pencher sur l'œuvre de Paul Bourget pour soulever ce lièvre qui, selon lui, infecterait l'ensemble des doctrines nationalistes traditionnelles. Jacques Ploncard d'Assac écrit dans *Doctrines du nationalisme* que « pour Barrès, le nationalisme n'est pas plus discutabile qu'un postulat. On n'a pas à décider si le nationalisme est vrai ou faux, il est évidemment vrai parce qu'il repose sur la vie, sur les conditions mêmes de la vie. » Jean-Jacques Stormay ne peut se contenter de ce nationalisme. « Il nous paraît nécessaire d'évoquer, à propos de Bourget, une difficulté analogue à celle que nous avons développée à propos de Barrès. Si Bourget ne récuse pas aussi radicalement l'autorité de la raison, il en limite néanmoins indûment la portée : son positivisme, conditionnant sa méthode en matière de philosophie politique, lui fait rechercher les lois de la société au détriment des causes, son positivisme le cantonne à l'ordre du comment en le détournant de celui du pourquoi, et c'est à raison de cette méprise qu'il en vient à sacrifier

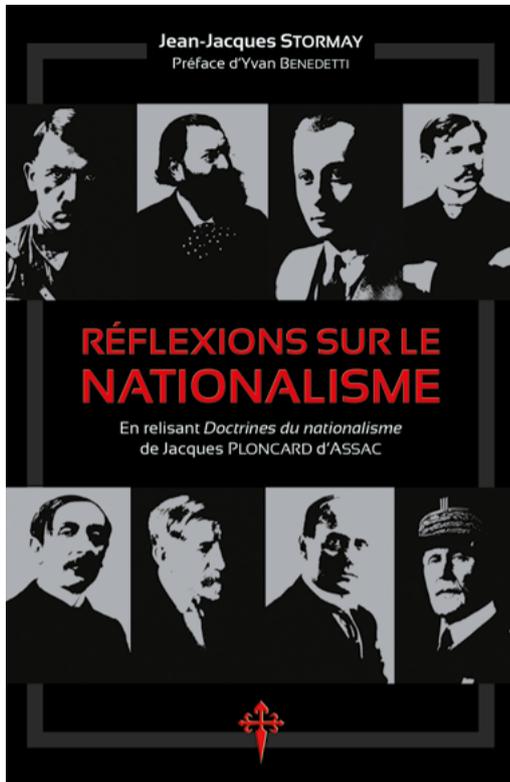
t catholicisme

la Tradition : ce qui dure est légitime par là même qu'il dure, ce qui a su se maintenir dans l'être doit être pour la seule raison qu'il a su être ; la loi de la société qu'il faut respecter, la loi qu'il faut rétablir, c'est selon Bourget la Tradition telle que nos Pères nous l'ont léguée. »

Si Stormay reconnaît de grands mérites à l'école nationaliste "traditionnelle" et même à Charles Maurras (qui n'est vraiment pas sa tasse de thé principalement à cause de l'anti-germanisme prononcé du Martégal), à qui l'on doit les puissantes analyses en ce qui concerne les conditions de la pérennité de la nation, c'est-à-dire le "comment" de la durée de la nation, il lui reproche toujours son silence sur la raison ultime de son existence. Car pourquoi faudrait-il être nationaliste ? Stormay propose une réflexion intellectuelle afin de tenter de répondre à cette question en posant l'impératif du bien commun de l'Europe, voire du monde entier dans une démarche chrétienne.

La question du dépassement du cadre national peut très bien être posée d'autant plus que la France n'a pas toujours évolué sous le régime d'une stricte souveraineté mais à plusieurs reprises sous l'égide d'un empire. Cependant, ni Barrès et Bourget, ni Charles Maurras n'ont été évidemment responsables de l'éclatement de l'empire de Charlemagne qui était miné de pesanteurs "régionales" et dont l'éclatement ne peut s'expliquer uniquement par la succession et la division dynastique. Comme ils ne furent responsables de l'extrême conflit opposant la France à la Prusse. Il est bon, d'ailleurs, de souligner ici que Barrès et Maurras, qui ne sont pas les fruits d'une génération spontanée, sont nés à une époque décisive, quelques années seulement avant la guerre de 1870 qui traumatisa profondément le peuple français en plus de précipiter notre pauvre pays dans les bras de la Gueuse selon la volonté de Bismarck. Rappelons-nous encore que Maurice Barrès, lui, est né à Charmes en Lorraine et qu'il a connu, enfant, les dangers de cette guerre puis l'exode de milliers de voisins mosellans et alsaciens (il s'inspira de ces événements pour rédiger son *Colette Baudoche*).

Force est d'admettre qu'un Français enraciné né dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, aux sentiments nationalistes, allait être peu enclin à verser dans la germanophilie, ou à cultiver l'idée d'un Reich dans lequel la France ne serait qu'une province agricole. La Grosse Bertha et Gravelotte ont durablement et brutalement marqué les Français, théoriciens politiques y compris. Aucun jugement de valeur ici, mais un simple constat : l'occasion de se lier à l'Allemagne, du moins de s'allier avec elle, ne devait apparaître que plus de soixante ans plus tard. Et encore, et surtout, après l'épisode apocalyptique de la Grande Guerre, expérience horrible, certes totalement fratricide, mais qui allait encore alimenter pendant des décennies une haine tenace à l'égard de nos cousins germains. Voilà pourquoi je pense qu'il est impossible de reprocher à des hommes nés en 1868 leur germanophilie, eux qui évoluèrent entre la honte de la défaite et de la dépossession, et le cataclysme. Nous serons beaucoup plus sévère à l'égard des bellicistes de 1938, 1939, 1940 qui firent tout pour lancer la France contre l'Allemagne après avoir désarmé le pays. Or, Maurras (Barrès était, lui, mort depuis longtemps) s'est montré extrêmement pugnace contre ces bellicistes. Il était hors de question



pour lui que l'on sacrifiât des Français pour des nuées, et il n'a jamais trouvé l'idée « de se faire des Allemands » très excitante. Même si le projet de la Revanche (1914) fut partagé par beaucoup de patriotes, il est faux de croire que la Grande Guerre fut la conséquence du nationalisme de Maurras et de Barrès (dont l'œuvre fut outrancièrement exploitée par le pouvoir pour domestiquer nombre d'officiers poilus).

Le projet de la Revanche fut parfaitement républicain et enseigné à l'école laïque. Ce n'est pas Maurras qui a imaginé la Grande Guerre, ce n'est pas Maurras qui a décidé sa prolongation. Avant la guerre, il alertait, bien au contraire, sur l'état de faiblesse militaire du pays qui pouvait être un argument d'entrée en guerre de l'Allemagne contre lui en profitant de cette aubaine (comme en 1870). Ce n'est pas Maurras qui a désorganisé le pays, ce n'est pas Maurras qui l'a enseveli sous une pauvre République incapable de défendre le sang du peuple, incapable de se prémunir contre tous les Dreyfus ! Maurras était un patriote sincère, donc un nationaliste qui s'est donné pour tâche d'analyser les forces et les faiblesses de la France en son temps. Il n'était pas Jaurès, c'est sûr, c'est bien, mais il n'était pas Villain non plus.

UNE INTUITION FASCISTE

L'ouvrage de Jean-Jacques Stormay n'est cependant pas un livre établissant une généalogie des idées politiques, il n'est pas un livre d'histoire dans lequel l'auteur expliquerait la naissance des idées à la lumière de la biographie de leurs auteurs. C'est un livre de philosophie, parfois un peu compliqué, parfois hermétique, dont le point d'orgue est le dépouillement du nationalisme d'Adolf Hitler, l'exposé de son essence. Loin de faire l'apologie du national-socialisme, Stormay entend répondre aux critiques, selon lui infondées, d'anti-christianisme qui ne correspondraient pas vraiment à son essence. Jean-Jacques Stormay entend pondérer les commentaires de Jacques Ploncard d'Assac « excessif, me semble-t-il, quand il parle de matérialisme biologique et de loi d'airain de la race comme les marxistes parlent de loi d'airain du capitalisme. Car jamais Hitler n'a enseigné que l'esprit serait une émanation du corps, ou que l'esprit n'existerait pas, ou que le système des besoins biologiques et les contradictions

de l'économie seraient l'infrastructure de l'art, de la religion et de la philosophie, ou même que le patrimoine biologique serait cause principale de la culture. Il a seulement dit que les dispositions corporelles sont autant de conditions matérielles d'éducation de facultés spirituelles fécondes elles-mêmes induites par la causalité d'une âme qui est, de soi, spirituelle, ou encore que l'esprit humain dépend du corps quant aux conditions sensibles de son individualité et de ses opérations ». Toujours est-il que, sur le plan strictement politique, le peuple allemand, par son hérité, disposerait, selon Stormay, d'une supériorité décisive sur les autres peuples européens, notamment sur la France. Certes une supériorité, selon lui, bienveillante mais une supériorité opérative, une supériorité autorisant l'Allemagne à dominer l'ensemble du Vieux Continent au nom du Bien commun, de son optimisation, pour le plus grand bénéfice de toutes les nations européennes. La nation n'est pas ici un tout organique politiquement indépassable mais devient la partie d'un tout organique politiquement indépassable. Sur ce dernier point, force est de constater que Jean-Jacques Stormay fait preuve d'un optimisme peut-être excessif vis-à-vis de la magnanimité du nationalisme allemand tel qu'il a su se développer il y a presque un siècle à l'égard des nations placées sous sa domination.

Très érudit sur le sujet, Stormay relève bien certains propos de Hitler, en particulier dans *Mein Kampf*, qui contredisent la thèse d'un possible empire germanique altruiste et protecteur, en quelque sorte anti-chauvin. C'est Stormay qui cite Hitler : « Le mouvement raciste n'a pas à se faire l'avocat des autres peuples, mais à combattre pour le sien. » Optimiste, selon nous excessivement optimiste et pourtant lucide. Et c'est cette fois l'histoire, la grande histoire, celle qui s'est abattue sur l'Europe il y a 80 ans qui donne du crédit à la pensée audacieuse de notre auteur. L'Europe vivante est morte en 1945. Maurras ne voulait pas la guerre contre l'Allemagne hitlérienne mais il n'était pas partisan d'une alliance avec cette dernière, parce qu'il est vrai, une telle alliance avait un prix. Cependant une France devenue fasciste au début des années trente, militarisée et féroce anti-ploutocratique, en phase avec Hitler et Mussolini, aurait constitué un atout énorme pour le camp fasciste. Mais il est peu probable que la guerre ait été évitée, et alors, il aurait été là aussi inévitable que la France combatte, produise et entreprenne sous l'égide de l'Allemagne, superpuissance européenne. Le rôle subalterne dévolu à la France n'aurait pas été alors un choix d'esthète, pis une trahison mais la pratique d'une volonté de mener certainement l'ultime combat contre le matérialisme bourgeois, la Banque et leurs affidés.

Aujourd'hui, est-il envisageable de mener une guerre continentale contre l'argent roi, contre le monde cosmopolite, une guerre continentale sous pavillon allemand ? Assurément la France d'aujourd'hui n'a aucune leçon à donner à nos amis d'outre-Rhin, mais il serait difficilement compréhensible qu'une élite dise aujourd'hui que la renaissance éventuelle du véritable nationalisme passe nécessairement par la subordination de la France à l'Allemagne qui n'est plus seulement une puissance économique mondiale mais un acteur majeur de la mondialisation, de surcroît soumis à ses ennemis d'hier.

Si l'Allemagne possède encore la force de croître ailleurs que dans la sphère économique, si elle n'est pas comme la France spirituellement éteinte, et si elle est réellement culturellement et racialement la nation la plus remarquable, dirions-nous, ce sera elle, encore une fois, qui se relèvera le plus vite, dans un sursaut étonnant. Mais décidément, on voit

encore mal comment elle pourrait se défaire de tous ces liens qui l'enchaînent à la Banque et aux forces cosmopolites. Nous entendons bien l'argument si vrai selon lequel les nations ne pèsent rien devant l'immense monde matérialiste et marchand. Cependant, si elles ne pèsent rien, c'est d'abord et surtout parce qu'elles n'ont même plus conscience d'elles-mêmes ! Et puis, si un empire fasciste devait naître un jour, il trouverait nécessairement son dynamisme dans la vitalité des nations qui auraient su renaître avant même que l'horizon impérial apparaisse devant elles. Pour parler comme Paul Bourget, il y aura une étape à franchir, celle du retour de la nation des nationalistes. Peut-être dépasserions-nous l'ère des nations alors dans un élan de fascisme universel et impérial. Mais sans l'étape des nationalismes qui doivent être aussi les boussolles politiques des Européens aujourd'hui dans le désert spirituel et identitaire de notre époque, comment pourrions-nous imaginer un dépassement fasciste ?

Cela dit, encore une fois, Stormay ne tombe pas dans le piège de la nostalgie car il sait bien que l'Europe, la vraie, celle de la civilisation, a perdu une guerre décisive. Notre auteur s'efforce néanmoins, avec ses armes, avec l'instrument philosophique en particulier, de convaincre un public averti, patriote, dénué d'un esprit partisan outrancier, de l'importance de ce que représente la communion fasciste et même cette part d'irrationnel qui fait la force du mythe mobilisateur et qui est le carburant de toute révolution. Le nationaliste ne saurait être en effet un bourgeois conservateur (d'autant plus qu'il existe de moins en moins de choses à conserver) ; et d'ailleurs aucun des doctrinaires nationalistes commentés ici ne le sont. Stormay est littéralement porté par cette volonté, ce désir, non de fabriquer des nationaux-socialistes à la chaîne, mais de convaincre les nationalistes d'aujourd'hui de l'importance de la contribution du fascisme dans le renouveau du nationalisme. Le livre *Réflexions sur le nationalisme* ne se limite pas à cette intuition que nous partageons avec l'auteur, celle selon laquelle il est impossible de revenir à un nationalisme faisant abstraction de sa qualité fasciste. Et c'est pourtant un vieux lecteur de Maurras qui l'écrit. Peut-être, faut-il préciser, que l'Action française qui m'a séduit est celle d'avant 1914, celle du bouillonnement intellectuel qui leva une génération de jeunes contre l'esprit bourgeois, contre le cosmopolitisme, contre l'individualisme républicain, contre les nomades, celle qui s'intéressait finalement au pré-fascisme, aux corporations, à la reconquête des esprits contre le communisme froid, la franc-maçonnerie, les fausses religions. Et quelle fougue ! Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Mussolini et bien d'autres nationalistes et fascistes européens se sont intéressés de très près à la jeune Action française et à ses chantiers intellectuels. Ce n'est pas un hasard non plus que d'anciens d'AF, sans être particulièrement germanophiles, aient considéré les expériences de nos voisins européens non seulement comme des entreprises exaltantes mais aussi comme les dernières chances de sauver l'Europe du médiocre, du marron, du tout marchand.

Nous vivons depuis 1945, assurément, dans une France qui a perdu sa souveraineté, les dernières décennies constituant un véritable naufrage, l'indépendance du pays n'étant plus qu'une illusion. Pour le pire. Si pour sortir de cet enfer, un jour, il faut transmuter le plomb européen en or européen, on signe.

François-Xavier ROCHETTE.

Réflexions sur le nationalisme, Jean-Jacques Stormay, préface d'Yvan Benedetti, Éditions Reconquista Press, 268 pages, 17 euros. www.reconquistapress.com.

La prétendue crise sanitaire du Covid 19 est instrumentalisée dans la bataille politique présidentielle

LES ETATS-UNIS sont, au printemps 2020, en pleine bataille électorale pour la présidentielle du 3 novembre 2020. Cet automne sera donc élu le président de l'union, et seront renouvelés la chambre des représentants en totalité et le sénat pour un tiers. Les candidats députés et sénateurs se positionnent par rapport à la présidentielle, et singulièrement pour ou contre Trump. Un des avantages évidents de Trump est qu'il existe de façon écrasante, médiatiquement, alors que Biden, beaucoup plus terne, peine à exister, et lorsqu'il réussit à se faire entendre, rarement, peut commettre des maladresses certaines — ainsi tenir le vote noir pour acquis par définition —. Néanmoins, comme le vote s'affirme avant tout pour ou contre Trump, Biden garde plus que ses chances. L'actualité autour de la prétendue urgence sanitaire du Covid 19 a été instrumentalisée dans le cadre de cette élection présidentielle.



états-unienne a vu sa croissance s'effondrer de l'ordre de 10 %, ce qui a provoqué immédiatement un taux de chômage-record. Le fait même de ce chômage massif choque pour un pays habitué, du moins dans les statistiques officielles — les choses sont un petit peu plus compliquées en réalité, même si l'affirmation générale reste à peu près vraie —, au plein-emploi. Ainsi, le taux de chômage officiel est à la mi-mai 2020 de l'ordre de plus de 15 % de la population active ! Selon certains experts, il serait même de 40 millions de chômeurs sur 160 millions de travailleurs, soit 25 % ! Il était de 3 % en février 2020. C'est du jamais-vu depuis la Grande Récession des années 1930, suite à la célèbre Crise bancaire de 1929. Un chômeur états-unien reçoit très peu d'aides publiques, et perd sa couverture-santé, conséquences réellement dramatiques si la situation se prolonge.

Face à une telle situation, le président Trump a pris parti publiquement, à de nombreuses reprises dès la fin avril, pour la fin des confinements. Selon lui, il est temps de reprendre une activité économique normale ; comme il l'avait pressenti initialement, dès le début du mois de mars 2020, les dégâts économiques et sociaux du Covid 19 ont été très supérieurs aux dégâts sanitaires réels. Mais ses pouvoirs sont réduits en ce domaine, et il s'est contenté de donner son opinion.

A l'inverse, les démocrates veulent imposer un confinement long, national, qualifiant le président Trump de dangereux irresponsable, sinon de fou, de débile mental, de criminel, etc. Ces termes ne donnent pas une bonne opinion de la tenue du débat démocratique aux Etats-Unis... Mais la liberté réelle de parole étonne par rapport à la France ; des éditorialistes ou hommes politiques employant des termes aussi violents contre Macron seraient poursuivis pour outrage au chef de l'Etat.

Comme souvent, le président Trump se contente de déclarations vigoureuses. Les propos parfois vifs, sont suivis de très peu, voire pas du tout, d'actions. Ainsi, Trump n'est pas rentré dans une guerre juridique longue et difficile contre les Etats gouvernés par les démocrates, les confinistes les plus stricts. En effet, ce serait s'avancer sur un terrain dangereux, car il aurait donné alors quelques arguments réels sur sa prétendue "tyrannie", thème central des démocrates. En outre, ce serait pour Trump se positionner dangereusement à front inversé face à sa base républicaine. Les républicains s'affirment en principe comme les grands défenseurs des droits des Etats contre les envahissements intempestifs de l'exécutif fédéral.

Trump lui-même avait joué lors de sa campagne de 2016 de cette référence populaire républicaine, se présentant comme l'incarnation du pays profond, réel, opposé strictement à une oligarchie démocrate à Washington coupée de l'Amérique authentique. Ce fut d'ailleurs un tour de force réussi pour un milliardaire de New York, ancien démocrate, très ami jusqu'en 2010 au moins avec l'oligarchie démocrate en question, soit tout sauf un paysan ou petit entrepreneur républicain des Etats-Unis profonds, de devenir leur porte-parole privilégié, et même leur président...

Les analystes républicains le soutiennent tous ou presque, avec un parti en ordre derrière lui. Face à la domination intellectuelle et médiatique de la gauche, il existe une vraie opposition culturelle de droite aux Etats-Unis, libérale sur les questions économiques et conservatrice sur les mœurs. Ces analystes républicains soupçonnent fortement les démocrates, sous couvert de zèle absolu de la santé publique — et d'attente angoissée des mythiques deuxièmes et troisièmes vagues du Covid 2019, pour cet été et

cet automne —, d'exécuter un calcul cynique évident : tout président sortant, avec un taux de chômage de 15 % ou 25 %, et potentiellement bien davantage en cas d'arrêt prolongé de l'économie, serait certain d'être battu.

Aussi les démocrates appellent-ils à un confinement national au moins jusqu'en septembre, à la fin de l'été, ce qui ruinerait la saison touristique et l'économie en général certainement jusqu'en novembre, et peut-être pour plus longtemps. A l'inverse donc, les républicains, unis derrière Trump, réclament la fin immédiate des confinements. Certains grands entrepreneurs démocrates engagés, en particulier en Californie, n'ont pas hésité pourtant à soutenir aussi l'idée de la reprise du travail, sur la base du volontariat, en invoquant à leur tour le danger très réel de ruine économique et de catastrophe sociale, à commencer par la ruine de leurs salariés modestes — qui ne sont pas payés s'ils ne travaillent pas —.

UN DRAME SOCIAL MASSIF ET RÉEL

S'il songe aussi à son intérêt électoral, tout comme le parti républicain, qui, estimé solidaire de Trump, risquerait de perdre et la chambre des représentants — déjà perdue en 2018 — et le sénat, Trump pense aussi vraiment à l'économie américaine et au sort des travailleurs, y compris modestes. Plus le confinement dure, plus les dégâts pour l'économie réelle sont importants et durables. En outre, après 6 mois sans travailler, même le plus honnête et motivé des travailleurs aura perdu un rythme sain et régulier de travail, et éprouvera forcément des difficultés à reprendre une activité laborieuse, *a fortiori* à temps complet.

Plusieurs dizaines de millions de travailleurs pauvres éprouvent déjà des difficultés financières : ils ne gagnent plus d'argent, consomment leurs maigres économies — l'épargne n'est pas du tout une tradition aux Etats-Unis, contrairement à la France — en devant acheter de la nourriture et rembourser leurs nombreux prêts — pour le logement, la voiture, voire la consommation courante —. Toutes ces personnes risquent chaque jour davantage la faillite personnelle : elles perdraient leurs logements — souvent hypothéqués en garantie des prêts —, leurs outils de travail pour les nombreux artisans au statut d'auto-entrepreneurs, etc.

Trump avait songé, dès l'origine de la question, au drame social à venir et désormais en cours. Les démocrates qui s'affichent par principe en défenseurs des classes populaires, n'ont pas été réellement sensibles à cette détresse. C'est une énième démonstration, s'il en était besoin, de leur hypocrisie commune dans leurs discours de soutien aux populations modestes. Toutefois, réagissant enfin en paroles maintenant à cette détresse, ils demandent un revenu minimum public pour les populations les plus fragiles. Cette mesure n'a aucune chance d'être adoptée, et encore moins au niveau fédéral, dans des Etats-Unis de tradition fondamentalement libérale. C'était une des propositions gauchistes du candidat malheureux à leur primaire Sanders.

Le candidat Joe Biden est demeuré particulièrement flou sur le sujet. Il préfère cultiver l'am-

bigüité, ne voulant pas perdre sur sa droite en improvisant des promesses démagogiques, ni sur sa gauche en apparaissant encore comme un gestionnaire timoré et un libéral convaincu en économie. Il serait actuellement particulièrement préoccupé par le choix de son vice-président : le choix le plus logique serait une femme de l'aile gauchiste de son parti, et Elizabeth Warren ne demanderait qu'à se faire désigner. Mais des surprises restent possibles. Le choix du deuxième personnage du « ticket présidentiel », même si en principe il est dépourvu de pouvoir effectif tant que reste en fonction le premier membre, est considéré comme hautement stratégique politiquement. Trump devrait garder sur son ticket le vice-président Pence, qui lui fournit une caution de droite religieuse évangélique authentique, atout certain pour un converti récent, à la vie passée fort libre, et pratiquant toujours irrégulier.

Trump en est resté à cette idée simple et juste : l'économie doit reprendre, le plus vite possible. Elle pourrait fort bien se remettre d'un arrêt de seulement quelques semaines. Une Amérique de nouveau en forte croissance, surtout en croissance particulièrement forte de rattrapage à cet automne, serait de très bon augure pour la réélection de Trump. En outre, il apparaîtrait comme ayant eu raison contre les démocrates, hystériques du confinement et de la peste du Covid 19, y compris de 2^e et 3^e vagues à venir, très probablement imaginaires.

UNE BIPOLARISATION POLITIQUE FORTE ET RÉELLE

Il y aura toujours aux Etats-Unis quelques candidats marginaux, souvent libertariens, écologistes, ouvriéristes, perchés à tort ou à raison comme fantaisistes, mais la bipolarisation reste à peu près totale. Toute la gauche ou presque est mobilisée derrière Biden, non pas vraiment pour lui, mais surtout contre Trump, qui serait un dangereux fasciste, raciste, antisémite — alors qu'il est verbalement le plus sioniste de tous les présidents états-unis ! —, inconscient, irresponsable, plus ou moins dérangé mentalement... Telles sont les idées formulées explicitement sur de grandes chaînes télévisées américaines, et nous avons pu le constater *de visu* à de nombreuses reprises.

A l'inverse, face à la peur d'une revanche de la gauche sociétale, très bruyante, sectaire, immigrationniste, socialisante, niant tout sexe chez l'être humain ou voulant au contraire en discerner une soixantaine — le chiffre biologique, deux, est le seul interdit —, toute la droite se mobilise : Biden serait la marionnette des communistes, des islamistes, des antisémites — toute déclaration pro-palestinienne des rares soutiens déclarés d'extrême-gauche de Biden est mise en exergue — Non, précisons-le, l'Entité Sioniste n'aurait pourtant rien à craindre d'une victoire de Biden ; tout au plus le soutien à Tel-Aviv serait-il un peu moins inconditionnel et hystérique, et ce n'est même pas certain. A défaut de marche vers le socialisme, autre exagération manifeste, Biden risquerait cependant vraiment d'en venir à une passivité totale sur l'immigration, même tout en jouant la comédie dans un premier temps de refus de régularisation totale des immigrés clandestins, plus de 20 millions, déjà présents sur le sol des Etats-Unis. Il arrêterait les travaux du Mur de

Trump, à peine commencés depuis l'an passé.

Trump aurait pu prendre une pose présidentielle, se situant au-dessus des basses attaques des démocrates. A l'évidence, elles n'obéissent qu'à une haine hystérique. Mme Pelosi, la présidente démocrate de la chambre, a ainsi déposé une troisième motion de destitution de Donald Trump, acharnement ridicule à quelques mois de l'élection, en arguant d'une incompétence criminelle, selon elle et les démocrates, lors de la crise sanitaire du coronavirus. Le problème, et



FAUT-IL CONFINER OU DÉCONFINER LES ETATS-UNIS ? UNE QUESTION POLITISÉE

Actuellement, à cause du confinement, ou plutôt de toutes les décisions cumulatives de confinement prises Etat par Etat, l'économie

Présidentielle aux Etats-Unis

c'est une des limites de Trump, est qu'il n'a pas pu s'abstenir de répondre, au même niveau, ou quasiment, en dénonçant des manœuvres passées du président Obama en 2016, qui aurait intrigué contre son élection en usant des moyens de l'Etat : cette accusation s'avère en soi crédible, mais est avancée bien trop tardivement pour être de quelque intérêt politique réel. A travers Obama serait visé son ancien vice-président Biden ; mais l'accuser à la fois de passivité totale — slogan « *Jae l'endormi* » — et de complicité active ne tient pas.

Trump a aussi accusé les Chinois d'avoir envoyé exprès un coronavirus conçu dans leurs laboratoires afin de lancer une guerre biologique contre les Etats-Unis. Ce type de propos, peu diplomatique, impossible à prouver, fait peu pour sa crédibilité présidentielle. Toutefois, une bonne partie de sa base électorale raffolerait de ce thème du grand complot contre l'Amérique des communistes chinois et des traîtres démocrates, explicitant et développant ses très gros sous-entendus, dont nous avons livré ici fidèlement la substance.

LE SYSTEME ELECTORAL ET LES ETATS-CLEFS

Les élections présidentielles américaines suivent un scrutin complexe par Etats et via des grands électeurs. Ce type de scrutin peut faire basculer le vote national en cas de scrutin serré, et il est plutôt en faveur des républicains, même si cet avantage est des plus légers et ne saurait renverser des dynamiques électorales fortes : ainsi, le président démocrate Obama a été élu et réélu sans difficulté en 2008 et 2012.

Mais ce vote par Etats et par grands électeurs avait en effet permis à Trump de l'emporter sur Mme Clinton en 2016, qui avait gagné, elle, en total national des voix. Avec ce mode de scrutin singulier sont particulièrement visés par les campagnes promotionnelles, qui ressemblent beaucoup à de la publicité commerciale agressive, les Etats qui peuvent basculer, dits en anglais "swing-states", de l'Illinois à la Pennsylvanie, en passant par le Michigan et l'Ohio. Hier plutôt démocrates, ils avaient largement basculé en 2016 grâce au programme protectionniste de Trump, qui devait favoriser l'emploi dans les industries traditionnelles locales — comme l'automobile ou le secteur de l'acier —. Cet aspect des choses a été reconnu par tous les analystes. A l'inverse, il a été beaucoup moins rappelé, chose presque indicible, qu'il a bénéficié d'un vote identitaire blanc, les Blancs pauvres étant les oubliés des idéologues de gauche du parti démocrate ; les démocrates défendent farouchement toutes les minorités ethniques ou sexuelles, mais certainement pas les chômeurs ou travailleurs pauvres blancs de mœurs traditionnelles.

Trump a gardé en principe ce thème de campagne. Mais ses résultats sur ces dossiers précis ont été assez maigres, il faut bien le reconnaître, surtout qu'il a au final privilégié le maintien du libre-échange, avec quelques aménagements, y compris avec la Chine ou le Mexique, au lieu de développer une vraie stratégie protectionniste.

ENCORE DES SURPRISES A VENIR ?

L'élection présidentielle américaine risque de se jouer avant tout sur la durée du confinement et la vigueur ou non de la reprise économique. D'autres surprises majeures sont évidemment encore possibles d'ici novembre, en particulier sur les dossiers migratoires ou géopolitiques, du Moyen-Orient à la Corée du Nord ; elles pourraient nuire surtout à Trump, sauf si Biden commettait une erreur majeure comme un soutien explicite, sous la pression de sa gauche, à une vague migratoire invasive majeure venue du Mexique... Rien n'est donc joué pour l'instant, à un peu moins de 6 mois de l'élection, avec un léger avantage actuellement pour Biden, qui dispose de 10 points d'avance en moyenne dans les sondages (à 50 % contre 40 %).

Scipion de SALM.

Le régime socialiste bolivarien au Venezuela survit encore pour l'instant, malgré la faillite générale et la guerre civile larvée !

LE VENEZUELA a essayé de construire, après tant d'autres pays au vingtième siècle, le socialisme, et donc, logiquement, à partir de l'an 2000, sous la direction des présidents Chavez (1999-2013) puis Maduro (depuis 2013), le « socialisme du vingt-et-unième siècle ». Etait-ce une énième tentative anachronique dans la lignée de Marx et Lénine, via la traduction espagnole du Cuba de Castro — modèle revendiqué explicitement par Chavez —, dix ans après la fin de l'URSS, des pays socialistes d'Europe de l'Est ? Et ce avec un résultat prévisible, un total échec. Ou au contraire, était-ce, au-delà de certains symboles d'un goût plus que discutable délibérément récupérés, quelque chose de fondamentalement nouveau, un modèle économique et social cultivant une certaine forme de nationalisme, avec quelques idées simples et justes — comme les « richesses du Venezuela aux Vénézuéliens » — ?

L'histoire a tranché, et le deuxième Cuba a été un échec flagrant comme le premier, avec pourtant le pétrole en plus. Décidément, le modèle d'économie socialiste ne marche pas, et conduit à la ruine totale, y compris dans un vaste pays de 920 000 kilomètres carrés, aux ressources potentielles très abondantes, dans tous les domaines, de l'agriculture aux minerais, en passant par l'hydroélectricité, et enfin, et surtout, le pétrole. Il semble que ce soit particulièrement le cas dans le modèle décentralisé autogestionnaire guévariste — renommé "bolivarien" —, qui a mené concrètement à une anarchie économique générale. Tout s'est effondré avec les prix du pétrole en 2015.

Les recettes pétrolières avaient financé les énormes dépenses sociales et les tentatives d'entreprises nationales autogestionnaires. Ces dernières, dans les domaines industriels ou agricoles, ont été incapables d'atteindre une rentabilité minimale, voire de produire. Elles ont donc massivement et totalement disparu, quelques années après les entreprises privées, asphyxiées elles, délibérément pour des motifs politiques. Le pays subit aussi une crise concomitante d'hyperinflation. Tout doit être importé, et la famine menace ; l'Etat, ruiné, peine à payer ces importations vitales, et survit de crédits chinois. Le Venezuela subit certes comme tous les pays pétroliers actuellement, y compris l'Arabie Saoudite ou la Russie, une crise économique conjoncturelle, mais son effondrement complet, structurel, vient bien de l'échec de son modèle socialiste particulier.

L'ÉCHEC TOTAL DU MODÈLE BOLIVARIEN

Chavez avait été le premier à "découvrir", après quasiment deux siècles, que Bolivar, le Libertador, habile militaire et politique, qui avait réussi à vaincre les Espagnols après 1815 — ce qui n'était pas si évident —, aurait été aussi, avant Saint-Simon, et *a fortiori* Marx et Engels, l'inventeur du socialisme... C'est pour le moins peu sérieux historiquement, ce qui n'a pas empêché ce « socialisme bolivarien » de devenir la doctrine politique officielle de l'Etat vénézuélien. Maduro a été son fidèle disciple, et passait pour le plus compétent gestionnaire dans son entourage. Force est de constater qu'il n'a pas été à la hauteur de la situation, avec des circonstances certes particulièrement difficiles.

Dans une première phase de croissance économique du Venezuela, dans les années 2000, portée par de hauts cours mondiaux du pétrole, ce modèle bolivarien, avec de grands programmes sociaux, notamment des aides publiques importantes — pour les soins, la nourriture, l'habillement —, et des constructions massives de logements, avait connu quelques succès dans le pays. Il avait même rayonné quelque peu dans la région, en particulier en Equateur et en Bolivie. Il n'en est désormais absolument plus question : la faillite manifeste de l'expérience vénézuélienne a découragé ses plus ardents thuriféraires — y compris Mélenchon en France,

qui ne veut plus en entendre parler —, et a fait cesser concrètement tout financement pour les pays extérieurs partisans ou sympathisants. En outre, le correspondant bolivien de Chavez puis de Maduro, Evo Morales, a été renversé à l'automne 2019 par un coup d'Etat réussi, suite à des élections controversées.

L'histoire a donc tranché : le nouveau Cuba, en dépit de richesses pétrolières considérables, a tourné comme tous les modèles socialistes à la faillite générale. Le Venezuela possède les premières réserves de pétrole au monde, devant l'Arabie Saoudite. La production a seulement été constamment, depuis les années 1950, très inférieure, de l'ordre du tiers de celle du royaume séoudien, ce qui n'est certes pas rien. Aujourd'hui, le Venezuela n'extrait pratiquement plus de pétrole, avec au mieux 10 % du niveau de 2000, soit 20 millions de tonnes, et peut-être encore moins. Les puits n'ont pas été entretenus et les cadres, aux compétences précieuses et recherchées

à l'international, très mal ou plus payés, ont fini par fuir en masse. Pour survivre, le pays socialiste aux premières réserves du monde en est réduit à importer du pétrole !

La République Islamique d'Iran exporte en effet, dans le cadre d'un effort de soutien géopolitique majeur, son pétrole au Venezuela. Le fait a été mis en lumière à la mi-mai 2020, lorsque Donald Trump a prétendu vouloir interrompre ces flux maritimes de pétroliers persans. Un tel emploi de la force en mer aurait constitué potentiellement un acte de guerre manifeste, sinon de piraterie. Il n'en a rien fait, heureusement. Téhéran craint l'effondrement de Caracas, qui est un des grands ennemis déclarés des Etats-Unis du président Trump, comme l'Iran. D'où l'idée, d'un côté comme de l'autre, de solidarité naturelle de pays menacés par un impérialisme brutal. Ainsi, tous les ennemis géopolitiques majeurs de Washington, l'Iran, la Chine, la Russie, soutiennent le Venezuela, et ont empêché jusqu'ici le régime de s'effondrer complètement.

Grâce à ce soutien, le pouvoir de Maduro, certes vacillant, est toujours en place. A l'inverse, le contre-président Guaido, autoproclamé en janvier 2019, reconnu par les Etats-Unis et leurs alliés ou clients, soit la majorité des Etats de la planète et tous les voisins du Venezuela, du Brésil à la Colombie, n'a pas réussi pour autant à s'imposer, en dépit de manifestations de masse au début de l'année 2019 et de nombreuses tentatives de coup d'Etat. Cette reconnaissance ou non-reconnaissance entraîne de nombreuses conséquences, sérieuses et réelles, comme le blocage des réserves d'or du Venezuela à l'étranger. Cet or est particulièrement vital en cette période de faillite de l'Etat et de l'économie.

UN EFFONDREMENT COMPLET DU PAYS, ET UNE POPULATION QUI FUIT EN MASSE

Chavez était arrivé au pouvoir à la faveur de la crise économique générale des pays pétroliers dans les années 1990, crise rétrospectivement bien plus limitée que l'actuelle, causée par des prix pétroliers alors durablement déprimés. Chavez a été porté au pouvoir par les 25 % de pauvres du Venezuela d'alors. Après 20 ans de socialisme, le pays compte 90 % de pauvres. La monnaie n'existe plus ou ne vaut plus rien ; la population en est réduite à un troc de survie et aux distributions de nourriture et de biens de première nécessité parrainées par le régime, ce qui implique d'y faire publiquement

allégeance. 6 millions de Vénézuéliens vivent en exil, et ce nombre ne cesse de croître ; cette proportion d'exilés est énorme pour un pays de 32 millions d'habitants.

La Colombie, le grand pays voisin qui abrite plus de deux millions, peut-être trois, de réfugiés vénézuéliens, annonce vouloir faire fermer sa frontière, et même expulser vers le Venezuela les réfugiés les plus récents, et ce en prétextant la lutte contre le coronavirus, dont les Vénézuéliens seraient massivement porteurs... Ce dernier point tient du prétexte douteux. Du fait de l'effondrement du système sanitaire, les Vénézuéliens meurent en nombre des pathologies tropicales traditionnelles, des maladies de l'enfance ou du grand âge ; le coronavirus n'arrange sûrement rien, mais il n'est pas le problème sanitaire principal du pays, qui serait plutôt le paludisme.

Le Venezuela souffre d'une situation de guerre civile larvée. Des mercenaires internationaux ont tenté au début du mois de mai un énième coup

d'Etat à Caracas, mais, mal organisés et peu compétents, ils ont été battus. Des militaires mutinés pro-Guaido, et maintenant des bandits de droit commun pro-Guaido, se réclament du soutien à leur "président" afin de justifier leurs actions de pillage pur et simple, d'ampleur massive. Des bandits, restés « socialistes bolivariens », pillards eux aussi évidemment, se livrent contre eux à des affrontements violents, dans de nombreuses villes et particulièrement à Caracas, causant régulièrement des centaines de morts d'un côté comme de l'autre, et ce dans le silence général des bonnes consciences internationales.

UNE SURVIE DURABLE DE MADURO ?

Maduro va-t-il tenir ? Il est difficile de se prononcer. Il reste très menacé. Un coup d'Etat interne aux Chavistes n'est pas à exclure, pour le remplacer par un dictateur, militaire, hypothèse la plus crédible, ou politique, plus solide. La Russie et l'Iran, pays pétroliers confrontés à l'effondrement des cours mondiaux, pourraient cesser leur coûteux soutien à Maduro, tout comme les banques et les entreprises chinoises, qui risquent de ne jamais revoir les centaines de milliards de dollars prêtés ou investis. Ce serait une catastrophe pour le régime, surtout si tous ces retraits s'accumulaient en un bref délai. De plus, subsiste la menace de Trump, explicitée plusieurs fois publiquement depuis le printemps 2019 : les Etats-Unis pourraient chasser Maduro par la force et installer le président "légitime" Guaido.

Si Trump se trouvait en difficulté durable dans les sondages pour sa réélection en novembre prochain, en particulier à la fin de l'été ou à l'automne de cette année, il pourrait décider d'une opération militaire au Venezuela. L'armée états-unienne en a parfaitement les moyens, surtout si près de ses bases nationales, et dispose déjà d'une "solution" politique avec Guaido et son contre-gouvernement en exil. Trump apparaîtrait comme un chef de guerre victorieux et un anticommuniste actif. Maduro est proche du communisme, même s'il l'on peut gloser sans fin sur la classification du bolivarienne. Le communisme est très impopulaire aux Etats-Unis, y compris chez la plupart des démocrates. Une intervention militaire étrangère risquerait comme souvent d'aggraver les choses, mais serait un excellent calcul électoral à court terme pour Trump, et donc s'avère d'autant plus à redouter dans les mois à venir.

S. de S.



Pandémie et gouvernement de la peur

RIVAROL : Vous avez passé une dizaine d'années dans le service des statistiques ainsi qu'à la Direction générale du ministère de la Santé, vous êtes donc familiarisé avec le monde de l'administration médicale. Vous venez de publier l'un des tous premiers livres relatifs à la pandémie qui vient de paralyser complètement le pays entre le 17 mars et le 11 mai. À ce jour, quel bilan est-il possible d'établir après deux mois de confinement ?

Jean-Michel VERNOCHET : Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques la mortalité en France était revenue à la normale dès le 20 avril, une normalité dont en vérité nous ne nous sommes jamais considérablement éloignés sauf dans la présentation apocalyptique qu'en a donné le gouvernement, notamment à travers une presse compradore et des tambours de guerre médiatique battus sans relâche par de pseudo-élites promptes à « enfourcher le tigre » comme l'a si bien suggéré le chef de l'État avec l'esprit et l'à-propos qui le caractérisent.

Maintenant, si l'on veut parler bilan, il est indispensable d'avoir en mémoire quelques chiffres permettant de comparer ce qui est comparable... La grippe espagnole (H1N1-1918/1919) avec un taux de mortalité compris entre 2 et 3 %, a vraisemblablement causé la mort d'une centaine de millions d'individus ; la grippe asiatique (H2N2 — 1957/1958), a causé un million et demi de décès avec un taux de létalité de 0,2 % ; la grippe de Hong-Kong (H3N2 — 1968/1969), un million de morts avec taux également de 0,2% ; grippe mexicaine de 2009/2010 (H1N1), 400 000 morts, taux 0,03... Quant au SRAS-CoV-2 (Covid-19 — 2019/2020), une modélisation de l'Institut Pasteur établissait au 21 avril sur la base des données hospitalières un taux de mortalité chez les personnes infectées d'environ 0,5 %, confirmant la stabilité de ce taux depuis une étude précédente datée du 22 mars. À New York, ville la plus touchée des États-Unis, le taux de létalité était de 0,6 % au 23 avril. Certes un taux supérieur à celui de 1968/69 (0,5 contre 0,2) mais des chiffres en termes de décès très inférieurs : au 24 mai 2020 [à 18h20] la pandémie avait fait officiellement 342 295 morts dans le monde, soit trois fois moins qu'en 1968/69 et ce, à l'époque, avec infiniment moins de tapage. Il est vrai que les tam-tam médiatiques s'en sont donnés à cœur joie pour semer la panique... et entretenir une formidable psychose, singulièrement inédite. De quoi nourrir nos réflexions pour un bon moment !

R. : En grand raccourci ?

J.-M.V. : Pour nous résumer : la létalité du virus a été réellement équivalente à celle d'une mauvaise grippe, type Hong-Kong, ou encore à la mortalité liée au risque encouru dans nos déplacements quotidiens... Eh oui ! Soit vingt fois inférieure aux prédictions de l'OMS et de l'Imperial College de Londres dont les docteurs Folamour, toxicomanes ultra-dépendants aux algorithmes, ont été les sources majeures et vénéuses de la panique mondiale. Aussi, quand les médiocrates nous parlent avec l'emphase qui les caractérise de « la plus grave crise sanitaire jamais traversée par la France », il y a de quoi se gondoler nonobstant les deuils qui ont frappé tant de familles et, disons-le, tant de morts inutiles induits par une gestion de crise singulièrement catastrophique... Ainsi le confinement dans les Ehpad a engendré une surmortalité tout à fait évitable, sans parler de la détresse des vieillards cloîtrés et isolés dans leur chambre, coupés de leurs proches et du reste du monde. Dans la plupart des pays développés, ce sont de 50 à 70 % des décès qui seraient survenus dans les Ehpad, lesquels n'ont tiré aucun bénéfice du confinement général. En outre, un doute légitime subsiste quant à la cause première des décès ou au rôle joué par l'anxiété, la peur et la solitude.

En soi cet aspect du confinement qui au fi-

nal aura sans doute causé plus de morts qu'il n'en aura épargné, lui confère un caractère criminel — en pesant nos mots — si bien qu'en toute justice des comptes devraient être demandés et rendus. Selon *Le Figaro*, 71 actions pénales ont d'ailleurs été intentées par de simples citoyens afin d'appeler à comparaître devant la Cour de justice de la République les ministres et responsables politiques gestionnaires exécrables de la crise eu égard aux milliers, voire aux dizaines de milliers de morts surnuméraires. Ajoutons ici, dans le même registre, que l'ancien directeur du Renseignement de la Direction générale de la Sécurité extérieure — de 2002 à 2003 — Alain Juillet, s'exprimait le 23 sur la chaîne *Russia Today*, en ces termes « C'est toute la chaîne décisionnelle médicale, administrative et politique qui est responsable du fiasco... et qu'en dépit des largesses actuelles... » la crise sera suivie par un effondrement économique dont l'ampleur n'est certes pas encore prévisible ! Des dirigeants médicaux et politiques non seulement responsables — et coupables — de surmortalité induite mais encore et surtout d'une casse économique et sociale d'une ampleur inédite...

R. : Sont-ce là les seuls effets repérables de la trahison des élites ? Que nous apprend-elle sur l'évolution de nos sociétés ?

J.-M.V. : La gestion catastrophique — et catastrophiste — qui a été faite de la crise a introduit une division ou même une fracture inédite au sein de la population entre ceux qui ont peur, ceux qui sont influençables ou crédules et ceux qui savent garder la tête froide. En tout cas la crise a fait des heureux : les camps de rétention pour clandestins ont été ouverts et les prisons et autres lieux dits de privation de liberté sont vides, 13 000 délinquants et criminels en sont sortis ou ont été refoulés à leur entrée. Bravo Mme Bellobet. Quand le quidam de base est enfermé et confiné, la voyoucratie se refait une santé au grand air avant de s'empresser — à n'en pas douter — de bientôt rattraper le temps perdu.

Bref, il faut insister, cette peur panique a été sciemment fabriquée pour mesurer ou tester la servilité — ou l'aptitude à la soumission volontaire — de l'homme actuel devenu, l'œil vissé sur son *smartphone*, une sorte de « glouton optique » prêt à tout gober, à tout avaler et dont le degré de perméabilité à la propagande s'est considérablement accru ces dernières années en proportion de l'augmentation de son addiction au tout numérique. S'y ajoute le règne croissant d'une pensée mécanique post-humaniste, de la prééminence de la quantité et du chiffre sur l'intelligence concrète, terre-à-terre, celle d'un Dr. Raoult dont la préoccupation était d'abord de soigner ses malades dans l'urgence et non pas de manier des instruments mathématiques aussi incertains qu'inutiles au service des méga groupes pharmaceutiques... ou de politiques délétères de contrôle et de manipulation des masses au service d'idéologies matérialistes, athéistes et néanmoins plus ou moins explicitement messianiques... Le gros argent fait bon ménage avec les chimères et les délires relatifs à l'assomption d'un nouvel Eden avançant à rebours d'un hypothétique réchauffement climatique — rappelons que le Pr. Raoult est taxé, quelle horreur, de climato-scepticisme ! — vers l'égalité universelle décrétée de tous les humains. Une égalité qui se situera à mi-chemin entre la caserne et le goulag.

R. : À ce propos comment expliquer l'arnachement sans relâche de la caste médicale parisianiste et mondialiste contre le virologue marseillais ?

J.-M.V. : Le débat sur le traitement précoce de l'infection par le coronavirus est emblématique, au sens fort du terme. Le Dr. Raoult a fait front avec un indéniable courage aux attaques qui ne cessent d'être lancées contre



Jean Michel Vernochet, le très informé, met en lumière tous les complots

sa personne afin de mieux discréditer son travail et des résultats pourtant incontestables. Ayons à l'esprit le pédomanie revendiqué et triomphant sur les plateaux de la chaîne LCI, le sieur Cohn-Bendit en compagnie de ses copains et complices éditorialistes — en fait des *commissaires* politico-idéologiques — Luc Ferry et Olivier Duhamel, ringards parmi les ringards, érucant le 29 mars : « Qu'il ferme sa gueule ! ». Une envolée assez peu lyrique qui donne la mesure d'une haine sans limite à l'égard de celui qui dérange. Haine que ne sanctionne surtout pas la « loi Avia » dont le seul objectif — en dehors de fournir une arme et un cadre juridique à tous les délateurs et sycophantes patentés — est d'étendre l'institutionnalisation du délit d'opinion — existant depuis la loi Pleven de 1972 — afin de réduire au silence l'ensemble des oppositions susceptibles de sortir du champ légal de la correction politique... Rien de ce qui est monstrueux n'est à présent haïssable, mais au contraire obligation nous est faite d'aimer et de chérir ce qui nous est odieux. Les exemples abondent et sont par conséquent inutiles.

En ce qui concerne l'hostilité déclarée à l'encontre du Dr. Raoult, BFM-TV rediffusait le dimanche 24 mai une émission datant de la veille, véritable incitation ou appel à la haine envers l'épidémiologue marseillais... Témoins à charge, un délégué CGT sorti dont on ne sait d'où, et une femme au visage caché présentée comme une victime morale du grand médecin. *A contrario*, il faut saluer l'ancien ministre de la Santé et maire de Lourdes, Philippe Douste-Blazy qui, n'ayant pas tout à fait oublié son serment d'Hippocrate, s'est autorisé à démolir en direct et en règle, le samedi 23, sur le plateau de la perruche de luxe, Apolline De Malherbe, l'étude publiée par la prestigieuse revue médicale « *The Lancet* ». Usant de sa formidable notoriété, ce « support de référence » visait ni plus ni moins qu'à renvoyer au néant le traitement du Pr. Raoult en le présentant comme inefficace voire nocif...

R. : Mais encore ? Pour quels motifs *The Lancet* peut risquer de compromettre une réputation et une autorité jusque-là solidement établies ?

J.-M.V. : En fait, le coût dérisoire du traitement du Pr. Raoult se heurte frontalement aux milliards de dollars en plus-value boursière que peut valoir l'annonce de l'arrivée d'un vaccin sur le marché. Le test de *The Lancet* portait sur 96 000 patients, et, miracle, aussitôt ses résultats connus, le ministre Olivier Véran saisissait le Haut Conseil de la Santé publique afin de réviser les conditions de prescription de l'hydroxychloroquine assouplies depuis peu ! Or Douste-Blazy, médecin lui-même, a durement vilipendé cette étude parce que ses résultats ont été apparemment biaisés sinon truqués... Dans le groupe testé à la chloroquine, 20 % des sujets étaient en effet déjà atteints d'affections respiratoires graves contre seulement 7 % dans le groupe de contrôle... Un moyen déloyal de gonfler la mortalité du groupe chloroquine... Car effectivement « si vous donnez de la chloroquine à des mourants, c'est sûr qu'ils vont mourir ».

Mais « Pourquoi des scientifiques reconnus fausseraient-ils des données médicales aussi importantes ? » lui demanda alors la bécasse de service qui l'interrogeait en perdant pieds. Or, à entendre Douste-Blazy, les revues de grande renommée comme *The Lancet*, sont depuis quelques années tombées sous la

coupe des multinationales du médicament. Les enjeux financiers sont devenus tels que les grands laboratoires ont pris l'habitude de financer discrètement la publication de certains articles : « Si le laboratoire américain Gilead annonce qu'une de ses molécules marche, le Wall Street Journal reprend cette info le lendemain et la hausse immédiate du cours de Bourse fait gagner quatre milliards de dollars aux actionnaires. Les laboratoires ne peuvent laisser passer cette chance unique de faire des profits colossaux ».

L'explication est à retenir même si d'autres paramètres entrent assurément en ligne de compte. Ajoutons que le nom de Gilead est aujourd'hui associé à l'annonce de la sortie d'un vaccin anti-covid qui prendrait de vitesse toutes les autres recherches et qui représente en investissements des sommes fabuleuses. Qu'est-ce que la réputation et la capacité à soigner et à guérir d'un petit médecin français en comparaison ? Rien ! Nada ! Et, en ce qui concerne l'état de la santé publique à échelle planétaire, que vaut la vie et la survie de millions de personnes face aux cours des actions des multinationales du médicament sur les places financières ?

R. : Oui, mais quand même, je me fais l'avocat du diable, revenons un instant sur la mortalité : n'aurait-elle pas été très supérieure en France notamment sans ces mesures restrictives de confinement prises un peu partout autour de la planète ?

J.-M.V. : Je ne vous accablerai pas avec davantage de chiffres. Rappelons — sans risque d'être contredit — que la décision de confinement général, ordonné par le gouvernement, a été basée sur des chiffres gonflés, c'est-à-dire sur un taux de mortalité surestimé du covid-19. Surestimé au départ dans les prévisions et à l'arrivée dans les relevés statistiques de terrain pour justifier une politique de contrôle sociale à plusieurs entrées... Il est avéré que la mortalité a été inférieure à celle de l'Europe de l'Ouest et des côtes Pacifique et Atlantique des États-Unis — voire beaucoup plus faible — dans les pays qui se sont refusés à la fausse facilité du confinement : Japon, Corée du Sud, Singapour, Formose Japon, ou ici, en Europe du Nord, la Suède, saluée récemment par l'OMS comme un exemple et qui bénéficie désormais d'une immunité collective très élevée. Et ne parlons pas de tous nos voisins qui ont adopté un confinement relatif : Allemagne, Pays-Bas, Danemark, Autriche...

Maintenant avouons que le confinement n'a pas été rendu nécessaire en France, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni simplement en raison d'une mauvaise appréciation de la situation, d'un excès — autrement bien pardonnable — de zèle en application d'un principe de précaution mal compris, mais pour de nombreuses et très mauvaises raisons... Notamment le délabrement des systèmes de santé soumis au dogme couperet de la rentabilité comptable. Dans le contexte d'un démantèlement général du pays, morceau par morceau, à commencer par les services publics et les secteurs stratégiques de l'économie et de l'industrie, privatisés et/ou vendus à l'encan les uns après les autres. Dépeçage du pays en cours et en progression constante. N'est-il pas question de vendre une partie du mobilier de l'État et du patrimoine au profit d'une fondation privée — celle de M^{me} Macron — pour renflouer les caisses vidées par la crise ? Et qu'on se le dise, tout ceci ne relève pas d'un absurde phantasme complotiste. Il s'agit d'une vérité si évidente que beaucoup préfèrent ne pas la voir, ne pas s'en émouvoir et pire, regarder ailleurs. Ce qui, entre parenthèses, dessine les limites vite atteintes au XXI^e siècle du régime démocratique tel que nous le connaissons.

Privatiser, libéraliser l'économie participe d'un projet soigneusement mûri et planifié — je vous renvoie à mon livre « *L'imposture* » publié en janvier 2018 — de déconstruction systématique de ce qui fut la Nation française. L'ennemi c'est la Nation et ceux qui la défendent, avec pour seul horizon l'Unification planétaire du Marché assortie d'une Gouvernance mondiale, laquelle a bien montré le bout de son nez à

l'occasion de cette pandémie : la dictature sanitaire qui s'annonce — vaccination obligatoire pour tous ? — et dont nous voyons actuellement les prémices, est un premier pas vers la *tyrannie consensuelle* de demain. Société globalisée où il sera interdit de ne pas se plier aux règlements sanitaires, au port du masque, symbole de la soumission individuelle et nationale, à la distanciation qui atomise le corps social.

Chacun a pu constater qu'après avoir supprimé les frontières du pays — restées trop longtemps ouvertes pendant la crise — le gouvernement d'occupation mondialiste les a rétablies, mais cette fois à l'intérieur, avec l'interdiction de déplacement dans un rayon de plus de cent kilomètres à partir de son lieu de résidence. Cette fragmentation du pays est préparée à ce titre en vue d'intégrer de grandes régions euro-mondialisées sur le modèle des Lander allemand au sein d'une Union européenne de plus en plus intégrée et fédérale. La pseudo-pandémie et le stress post-traumatique qui l'accompagne préludent à cette Europe du contrôle de masse au prétexte sanitaire, adossé à tout l'arsenal des restrictions de liberté et de déplacements nés avec le bienheureux covid !

R. : Alors que l'épidémie de coronavirus est apparemment en train de s'éteindre, les rumeurs de départ du Premier ministre Gérard Philippe après les élections municipales du 28 juin se font plus insistantes néanmoins les masques deviennent quasi obligatoires dans l'espace public. Qu'en penser ?

J.-M.V. : Avant que n'advienne la valse attendue des ministres — il faut impérativement appeler ceux qui se languissent sur les bancs de touche, renouveler les équipes et suggérer à M. Philippe d'enfin se consacrer à plein temps aux affaires particulières de sa bonne ville du Havre —, nous avons eu la valse des masques... à contretemps ! Au début de l'épidémie le port du masque était inutile... qui ne se souvient de l'inénarrable saynète de Mme Ndiaye, la porte-parole de la présidence ? Mais à présent que l'épidémie s'achève, il faut le porter sans défaillir. Cela avec toute les conséquences grotesques ou dramatiques que cela ne manque pas d'engendrer...

Pour l'anecdote, en guise de parabole : le 20 mai 2020, dans les Côtes d'Armor, devant un supermarché, un homme âgé trébuche, tombe à terre et ne parvient pas à se relever. Il est évidemment nanti d'un masque. Aussitôt un petit attroupement se forme autour de lui, mais personne n'entend le relever, gestes barrières obligent. Les pompiers arrivent enfin, las ! la procédure ne prévoit pas de relever un vieil homme gisant au sol... Mis sur un brancard, il est dépêché aux urgences où il passera la journée... pour rien.

À Aubenas une femme s'interpose lorsque des passants s'en prennent à un homme non masqué. La police municipale intervient et embarque la susdite... Cris, empoignades, la scène est pénible — on la trouve facilement sur la toile — déjà par sa stupidité, en raison de la bêtise obtuse des pandores municipaux qui s'acharnent sur la malheureuse — en témoignent les images — et la traînent vers leur véhicule dont personne n'a eu ni l'idée ni le cran de dégonfler les pneus... Il est vrai que chacun est occupé à filmer avec son mobile, au point que nul ne songe à intervenir pour faire barrage à l'arbitraire administratif en marche... Lequel est très hautement révélateur de l'état d'abaissement moral de nos contemporains (au moins d'une majorité d'entre eux : 66 % dit-on se déclarant en accord avec les restrictions apportées à la vie sociale !) et dans l'absolu, incapables de s'insoumettre lorsque cela est nécessaire en pratique et en morale.

Propos recueillis par Jérôme BOURBON.

Chroniques d'une pandémie. Le gouvernement de la peur. « Le retour aux sources » <contact@leretourauxsources.com> 182 pages — 20 euros. Achetable sur la boutique <https://www.letourauxsources.com/accueil/104-covid-19-chroniques-d-une-pandemie-le-gouvernement-de-la-peur.html> ou également sur Amazon.

Adieu, Piccoli !

AU RISQUE de heurter les pleureuses bobos, le départ pour les rivages du Styx du communiste Piccoli, dont la carrière a été vouée à célébrer l'URSS, puis, après l'écroulement du paradis des travailleurs, à soutenir les salonnards du défunt PS, n'inspirera que des regrets raisonnés.

Le crypto-marxiste débute son périple politique avec le fameux « Mouvement de la paix », officine qui, entre autres exploits, va soutenir ouvertement le FN, et se vautrer dans le déshonneur en minimisant le massacre de la rue d'Isly (80 morts innocents). Ce « Mouvement de la Paix », créé au sortir de la Seconde Guerre mondiale par des « résistants »

de la dernière heure, sera récupéré par les communistes en moins de deux ans. Lors des lères Assises du peuple français pour la paix et la liberté, qui se tiennent à Paris en novembre 1948, les thèmes de l'usage de l'arme atomique et du désarmement général (en réalité de la propagande visant à freiner les États-Unis au bénéfice du pays frère l'URSS qui pédale dans la choucroute) sont les calques des positions communistes. Ces derniers en profitent d'ailleurs pour installer plusieurs responsables à la direction du Mouvement, au terme de luttes intestines. On y trouvera au fil des ans la crème des maçonneries : Raymond et Lucie Aubrac, Charles Tillon, Henry Callaivet, Picasso, Aragon, Jean Ferrat, Yves Montand, Jean-Pierre Bloch, et beaucoup d'autres.

Les années 1960 se profilent. Michel le gauchiste s'acoquine avec Juliette Gréco, pour qui il divorce et qu'il épouse dans la foulée ; le couple mène grand train dans leur vaste appartement de Saint-Germain-des-Prés, recevant le tout Paris rouge. Petits-fours, champagne, faucille et marteau cohabitent sans problèmes jusqu'au bout de la nuit.

Il faut rappeler que nous sommes dans une époque où le PC atteint un consistant 25 % des suffrages à toutes les élections. Staline est mort depuis sept ans seulement. Pour donner une idée de l'ambiance générale qui prévaut à l'époque, rappelons qu'à la mort du dictateur, Aragon demande à Picasso de dessiner son visage pour *Les Lettres françaises*, dont il est le directeur. L'horrible gribouillis du barbouilleur (« Portrait de Staline ») est publié dans le numéro du 12 mars 1953 accompagné de ce texte pénétrant d'Aragon : « *La France doit à Staline tout ce que, depuis qu'il est à la tête du parti bolchevik, il a fait pour rendre invincible le peuple soviétique [...] Il est l'homme qui disait que gouverner c'est prévoir, et qui a toujours prévu juste... La France doit à Staline son existence de nation pour toutes les raisons que Staline a données aux hommes soviétiques d'aimer la paix, de haïr le fascisme, et particulièrement pour la constitution stalinienne, qui est une de ces*

raisons, pour lesquelles un grand peuple peut également vivre et mourir. [...] Merci à Staline pour ces hommes qui se sont forgés à son exemple, selon sa pensée, la théorie et la pratique stalinienne ! Merci à Staline qui a rendu possible la formation de ces hommes, garants de l'indépendance française, de la volonté de paix de notre peuple, de l'avenir d'une classe ouvrière, la première dans le monde montée à l'assaut du ciel et que l'on ne détournera pas de sa destinée en lui faisant voir trente-six étoiles étrangères, quand elle a de tels hommes à sa tête ! ». Sans aucun doute un tel tissu d'âneries laisse pantois, tout comme un autre paru dans le même numé-



ro, intitulé « *Staline et la science* », et qui présente l'ogre de Bakou comme un virtuose des techniques et de la connaissance : Aragon se rendra du reste à l'Ambassade soviétique de Paris, bien plus tard, pour recevoir pieusement une médaille décernée par l'URSS de Brejnev, avant la chute du Mur.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

Il faut savoir que la pensée collectiviste issue du XIX^e siècle règne alors sans partage sur les élites intellectuelles de la capitale, avec le versant Mao — qui séduit plutôt les gauchistes comme le marquis prétentieux Gérard Miller ou le secrétaire israélite de Sartre Benny Lévy (qui deviendra sur le tard rabbin à Jérusalem) — et la version soviétique, orthodoxe, elle, et validée par la Place du Colonel Fabien, qui reçoit ses ordres du Kremlin en sous-main.

Gréco, Piccoli, Sartre, et tous les autres, forment une sorte de *task force* mondaine, refaisant le monde verre en main à la terrasse du Flore qui devient leur QG. De nombreux témoignages, y compris des intéressés, attestent que tout ce beau monde rejette l'ordre bourgeois en pratiquant la permutation sentimentale : ainsi Sartre, décrit par sa compagne Simone de Beauvoir comme impuissant, la précipite-t-il dans les bras de Claude Lanzmann (qui réalisera ensuite le navet « *Shoah* ») tandis que celle-ci décrète que l'institution du mariage est assimilable à de la prostitution, dans un texte célèbre.

De son côté Juliette Gréco — qui ne fera guère mystère de son appétence pour le vagabondage amoureux dans ses mémoires au titre transparent (« *Je suis faite comme ça* ») — trompe Piccoli avec, notamment, le trompettiste noir Miles Davis. D'ailleurs, elle le quitte neuf ans plus tard en déclarant s'ennuyer avec lui. L'acteur, après une idylle secrète avec Romy Schneider — l'interprète de Sissi, dépressive, a placé dans sa couche de nombreux comédiens et réalisateurs tout au long de sa carrière — se remariera et adoptera deux Polonais, un garçon et une

filles, non sans avoir répudié sa propre fille naturelle, avec qui il semble avoir cessé toute relation.

De nos jours, la vision manichéenne riches = méchants, pauvres = gentils, n'est plus une grille de lecture crédible, hormis par l'extrême gauche française et le postier Besancenot, d'autant que le monde a profondément évolué avec la financiarisation des activités. Le capitalisme à l'ancienne a disparu, et c'est dorénavant une élite mondialisée, via les multinationales, qui organise le système économique — le personnel politique étant devenu de simples supplétifs en charge d'exécuter les desseins de leurs maîtres. Mais dans les années 1970, la vision du capitaliste à gros cigare et du prolétaire exploité domine encore. Sur le plan politique, comme il devient de plus en plus compliqué d'adhérer au communisme après les révélations successives des crimes commis en son nom partout sur le globe, Piccoli, à l'instar de Montand et Signoret, va peu à peu s'éloigner du PC, qui décroît dans les urnes, puis s'arrimer à Mitterrand, et au PS. Le monde intellectuel ne peut plus nier les grandes purges stalinienne, les camps de travail, les exactions des Khmers rouges, la révolution culturelle de Mao consistant à éliminer des milliers d'opposants, etc.

UN ACTEUR MÉDIOCRE

Doté d'un physique passe-partout, Piccoli entame sa carrière dans le théâtre subventionné : le théâtre à deniers publics des années 1960 est alors une officine politique qui distille un pachydermique message de gauche, avec l'aimable soutien du contribuable. L'acteur maintiendra toute sa vie son attachement au théâtre militant, sans jamais jouer de pièces légères ou de boulevard bien de chez nous.

Au cinéma, après des apparitions sporadiques, c'est grâce au *Mépris* de Jean-Luc Godard que le grand public le découvre. S'en suivra une avalanche de films où il alterne messages militants avec ses copains engagés (Demy, Varda, etc.), et films commerciaux qui lui assurent une grande aisance financière, dont il devrait en théorie se défier s'il accordait conviction et actes. Il devient très ami avec Luis Bunuel — ils partagent tous deux une vive aversion pour Franco — et devient un de ses acteurs fétiches, ou encore avec le réalisateur Claude Sautet, autre gauchard de longue date. En 1968, Piccoli observe un silence prudent, qui étonnera ceux qui ignorent que le PC a échoué à récupérer le mouvement insurrectionnel, et qu'il redoute son succès. En 1973, le vomitif *La Grande Bouffe*, du dérangé Marco Ferreri, fait le scandale à Cannes.

En fait, sans détailler davantage la filmographie de notre militant, on se contentera de dire qu'elle donne le tournis car elle comporte des centaines de films barbants à message, d'où sans doute ses quatre nominations aux Césars, dont il repartira bredouille à chaque fois.

En 2007, l'amer Michel signe un texte pour « *une gauche d'espérance* » et appelle à voter Ségolène Royal. Il renouvellera ce soutien pour François Hollande en 2012. Après l'échec du quinquennat de l'homme au scooter — l'ami de Léonarda se révélant un médiocre doublé d'un irrésolu —, Piccoli cesse de militer de façon active et part se réfugier dans sa splendide propriété normande, un des plus beaux manoirs de l'Eure où il élève des chevaux sur plusieurs hectares. Au fond, tous les engagements du châtelain ont fini en queue de lézard et le bilan est terrible pour lui, comme pour une grande partie de l'intelligentsia française, compromis avec le PC de Duclos, puis minable courtois à la cour de Mitterrand. Notre pétitionnaire aura embrassé en outre toutes les causes délétères : les sans-papiers, SOS Racisme, Amnesty International, le Cuba de Castro, et de multiples autres du même tonneau.

Au fond avec la mort du comédien, c'est aussi une certaine vision de la politiciaille « *progressiste* », sottise et aveugle, coupable de nombreux fourvolements intellectuels, qui s'éteint.

Jean BEAUMONT.

RIVAROL

19 avenue d'Italie 75013 Paris
Tél. : 06-40-87-72-79

Correspondance seulement

(Une permanence téléphonique est assurée le lundi et le mardi de 10h à 17h et le vendredi de 10h à 14h.)

www.rivarol.com et
www.boutique-rivarol.com

Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr

Administration : contact@rivarol.com

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951

FONDATEUR : René MALLIAVIN

(1896-1970)

Directeur de la publication et de la rédaction,

éditorialiste (depuis février 2010) :

Fabrice Jérôme BOURBON

E. U. R. L. « Editions des Tuileries », au capital de 51000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : Paris Offset Print (POP) 30 rue Raspail, 93120 La Courneuve. — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon.

CPPAP n°0223 C 82763, ISSN n°0035 56 66.

ABONNEMENTS : 2 ans : 215 euros — 1 an : 125 euros — 6 mois : 70 euros — 3 mois : 40 euros —

soutien : 175 euros — propagande : 210 euros — 1 an (chômeurs, étudiants, lycéens, personnes en grande difficulté, ecclésiastiques et religieux) : 100 euros — Abonnement à vie à RIVAROL : 2 000 euros — Abonnement à vie à RIVAROL et à *Ecrits de Paris* : 3 000 euros.

ABONNEMENTS PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE : 12 euros par mois (il suffit de nous envoyer un IBAN et votre adresse postale complète).

ABONNEMENT NUMÉRIQUE 1 an : 80 euros (créer un compte sur le site <www.boutique-rivarol.com> ou prévenez-nous en envoyant un courriel).

ÉTRANGER : 1 an : 140 euros — 6 mois : 80 euros.

Supplément par avion : 24 euros pour un an et 12 euros pour 6 mois.

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 euros et la dernière bande (ou indiquer l'ancienne adresse). Ecrire nom et adresse en CAPITALES. Délai dix jours.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Éditions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPAR)

Eyes Wide Shut : coup de projecteur sur le chef-d'œuvre testamentaire de Kubrick

EN CES TEMPS de salles obscures fermées, j'ai pensé qu'il serait intéressant de ressortir un classique du septième art en vue de le décortiquer. Pour inaugurer cet exercice, je vous propose comme cobaye le magnifique et subversif *Eyes Wide Shut* de Stanley Kubrick (1999). Disons-le d'emblée : certaines scènes choquantes ne permettent pas que ce film soit vu en famille ou par des enfants ou adolescents, des personnes sensibles et doit être strictement réservé à des adultes avertis n'ayant pas froid aux yeux et désireux de mieux comprendre ce qu'est vraiment le satanisme. Reste que si j'avais à établir la liste des films m'ayant le plus marqué, celui-ci serait indéniablement sur le podium. Et il est évidemment dans le duo de tête des meilleurs films du cinéaste, voire même en pole position (choix difficile à faire tant le réalisateur a une filmographie remarquable). *Eyes Wide Shut* est l'adaptation du récit d'Arthur Schnitzler *Tromnovelle (Double rêve)*. Comme à son habitude, Kubrick utilise la nouvelle comme un support lui permettant de structurer sa narration, mais se donne une liberté totale quant au fond. Alors que le roman évoque un couple de Juifs issus de la classe moyenne viennoise dans les années 1920, le film nous présente, quant à lui, un couple de jeunes *goys* plutôt aisés, évoluant dans le New York des années 1990. Je ne vais pas énumérer les nombreuses différences entre le livre et son adaptation, ni faire un résumé détaillé des 2h39 de film qui sont d'une richesse incroyable, mais plutôt essayer de faire émerger le véritable et profond message d'*Eyes Wide Shut*, en mettant en lumière et en démystifiant les différents symboles qui le composent.

Un soir de Noël, le Dr Bill Harford (Tom Cruise), et sa femme Alice (Nicole Kidman) se rendent à une réception mondaine donnée par Victor Ziegler (Sydney Pollack), un riche patient de Bill. Durant la soirée, Bill se fait ouvertement draguer par deux mannequins lui proposant d'aller « au bout de l'arc-en-ciel », et de coucher avec elles. La discussion s'écourte lorsque Victor fait venir Bill à l'étage pour secourir Amanda, l'une de ses relations d'un soir, en pleine overdose. Remise sur pieds, elle dit à Bill qu'elle lui doit la vie. Le lendemain, une dispute éclate entre Bill et Alice. Celle-ci lui demande s'il a eu un rapport sexuel avec les deux filles. Il répond que non, et qu'il n'a aucune envie de la tromper. Ce n'est pas le cas d'Alice qui lui avoue son fantasme de coucher avec un officier de la marine, préalablement rencontré lors de vacances d'été. S'ensuit alors une interminable nuit d'errance pour Bill, hanté par le secret de sa femme et par les découvertes de plus en plus étranges qu'il va être amené à faire...

Après ce résumé posant les grandes lignes, venons-en maintenant à l'essentiel : la symbolique. Le film s'ouvre sur Alice laissant glisser sa robe à ses pieds, devant des rideaux dessinant un triangle, entre deux colonnes. Ce n'est pas sans raison que Kubrick débute son film par cette scène ; elle est d'une importance capitale. Les colonnes représentent les piliers maçonniques, les rideaux ont une forme de pyramide inachevée, bref, le décor est planté. *EWS* n'est pas un énième film sur l'infidélité et les problèmes de couple (certes il en traite, et beaucoup mieux que n'importe quel film), mais bien un film sur le pouvoir et les pratiques occultes d'une certaine élite. Dès l'ouverture, le spectateur peut admirer la plastique d'Alice, pleine de grâce et sans une once de graisse, harmonieuse et voluptueuse. Lors de la célèbre débauche orgiaque, le déshabillage des esclaves sexuelles fait écho à celui d'Alice dans le premier plan. Les corps fuselés des jeunes femmes rappellent celui d'Alice. Par ce procédé, Kubrick aiguille le spectateur, sous-entendant qu'elle aussi ferait partie de ces poupées programmées à disposition de la société secrète. Quand Alice décrit



à Bill son cauchemar où elle couche avec de nombreux hommes, ce n'est pas dans son imagination, cela s'est vraiment passé. Il s'agit de fragments de souvenir qui ressurgissent sous la forme d'un rêve, de bribes de rites sexuels vécus sous contrôle de l'esprit.

Alice est clairvoyante (le port constant des lunettes accentue ce sentiment), Bill ne voit rien. Dès les premiers plans du film, Bill cherche son portefeuille (Bill n'est identifié que par son argent et son statut social). Alice le trouve. Bill ausculte une jolie patiente dénudée, Alice y fait référence dans leur dispute alors qu'elle n'était pas à son cabinet. Enfin, Alice appelle Bill alors qu'il était sur le point de passer à l'acte avec la jeune prostituée, comme si elle savait ce qu'il allait se passer. En quelque sorte, Alice ressent et voit des choses que seule une esclave conditionnée peut ressentir et voir. Cela fait fortement penser au cas Cathy O'Brien, connue pour avoir participé (par le biais de son père faisant partie d'un réseau pédocriminel) au programme de lavage de cerveau de la CIA, plus connu sous le nom de Projet Monarch (une branche du projet MK-Ultra). Cathy O'Brien dit avoir développé une acuité exceptionnelle qui lui permettrait de voir certaines choses. Ce n'est pas la première fois que Kubrick traite de ce sujet, puisque dès 1980, dans son excellent *Shining*, il nous présente un enfant victime d'abus par son père, discernant des choses que personne d'autre ne peut voir (on peut même distinguer lors d'une scène une affiche avec écrit en majuscules "MONARCH", mais certains diront qu'il s'agit d'une énième coïncidence).

Passons à la scène la plus culte et occulte : l'orgie. Elle se déroule au Mentmore Towers appartenant aux Rothschild. La couleur rouge, omniprésente dans le manoir (notons que le Grand Prêtre, tout de rouge vêtu, siège sur un trône représentant un aigle couronné à deux têtes, symbolisant le 33° degré de la franc-maçonnerie, soit le plus haut grade possible), est intrinsèquement liée à cette famille (*Rot Schild* signifiant la porte rouge en allemand). Ce n'est pas un hasard si Kubrick décide de placer subtilement des éléments propres à cette famille susceptibles d'éveiller la curiosité des spectateurs les plus attentifs. Je ne vous apprendrai rien en disant que les Rothschild sont l'incarnation type de l'élite luciférienne et mondialiste, ayant tout pouvoir en ce bas-monde, participant activement à la mise en place du Nouvel Ordre Mondial. Grâce à Internet, nous avons accès à plusieurs photos du célèbre bal masqué *Illuminati* organisé par cette famille en 1972, et qui a très probablement inspiré Kubrick ; les masques vénitiens étant identiques (cf : les photos, voyez le masque représentant une pyramide avec un œil porté par un participant, symbole récurrent des *Illuminati*, qu'on retrouve aussi sur l'affiche d'un autre film de Kubrick datant de 1971, *Orange Mécanique*). De plus, le fait que le réalisateur, pourtant d'origine juive, ait gommé le judaïsme du couple originellement présent dans la nouvelle, pour le transposer de manière implicite sur certains membres de l'élite (Victor Ziegler, le Hongrois Sandor Svavost qui drague Alice chez ce même Ziegler, nom qui fait sans aucun doute référence à Anton Szandor LaVey, le fondateur de l'Église de Satan), plutôt que sur Bill et Alice comme le voudrait le livre, n'est pas non plus anodin. Kubrick semble avoir un rapport complexe avec sa judéité ; très peu de ses films en sont

empreints (il est intéressant de noter qu'il a épousé Christiane Harlan, nièce de Veit Harlan, réalisateur du *Juif Süß*, film-propagandiste du III^e Reich).

Il y a deux mondes : d'un côté, le monde *profane*, celui des non-initiés, de la masse, de la populace ignare qui a les yeux grands fermés, rempli de couleurs (celles de l'arc-en-ciel), de lumières en tous genres (la soirée chez Ziegler, dès que Bill entre dans une pièce, elle est éclairée, les décorations brillent, les sapins sont lumineux, le jazz-bar qui scintille de mille feux, etc.), de l'autre, le monde qui se trouve *au bout de l'arc-en-ciel*, dans lequel les couleurs vives ont pâli, et où tout semble terne et fade (le premier aperçu de ce monde est la salle de bains de Ziegler). Ce dernier rappelle à Bill que ce qui s'est passé dans cette salle de bains ne doit pas en sortir, que le monde *profane* ne doit surtout pas être mis au courant. Il réitérera ce conseil, sous forme de menace, lorsqu'il démasquera Bill à l'orgie. La frontière entre ces deux mondes ne peut et ne doit être franchie. Parlons maintenant des arcs-en-ciel, disséminés un peu partout dans le film. L'arc-en-ciel est un symbole hautement ésotérique (la boutique de costume *Rainbow*, se tient sur deux étages, permettant ainsi d'aller au bout de l'arc-en-ciel), rappelant le *Magicien d'Oz* (son auteur L. Frank Baum faisait partie de la Société Théosophique, une de ces nombreuses sectes initiatiques comme il en existe tant). Quand on passe de l'autre côté de l'arc-en-ciel, c'est que l'on entre dans le monde parallèle de ces élites, un monde où les valeurs et la morale chrétiennes sont inversées.

ENTROUVRIER LA BOÎTE DE PANDORE...

En somme, on passe de l'autre côté du miroir. *Le Magicien d'Oz*, *Alice ou pays des merveilles*, et de nombreux dessins animés Disney, servent, toujours hélas, de matrice de programmation mentale dans le but d'assujettir et de contrôler des êtres humains (principalement des enfants, plus innocents et malléables). Ceux-ci deviennent rapidement des esclaves à la personnalité multiple, souffrant de troubles dissociatifs, complètement manipulés, hypnotisés, sous emprise, prêts à assouvir les pulsions les plus innommables d'une élite se croyant intouchable.

Avec l'affaire Epstein, bien étouffée par les médias, *EWS* n'a jamais été autant d'actualité. Au premier abord, la société secrète a l'air de consommer des jeunes femmes majeures. La réalité est toute autre quand on s'intéresse à l'Affaire Epstein, ou quand on se renseigne un minimum sur certaines sectes (j'invite tous les rivaroliens à visionner le reportage d'Élise Lucet *Viols d'enfants : la fin du silence ?*). *EWS* parle bien de la pédocriminalité d'élite et de réseau, mais de manière fine, délicate, ingénieuse. Kubrick ne pouvait évidemment pas montrer des enfants violés et sacrifiés dans une cérémonie satanique, cela ne serait jamais passé (d'ailleurs ce film a échappé de peu à la classification X) ; il aurait été assassiné avant même d'avoir fini le tournage (tandis que là on a attendu cinq jours après qu'il eut rendu son montage final à la Warner avant de le tuer, la chance). L'indice le plus frappant que nous laisse Kubrick sur l'existence de réseaux pédophiles est le marchand de costumes qui prostitue sa fille mineure. Celle-ci susurre à l'oreille à Bill de choisir « une cape doublée d'hermine », comme si elle avait déjà participé à ce genre de cérémonie rituelle. Aussi, c'est Nick Nightingale (l'ancien camarade de fac de Bill, rencontré plus tôt à la soirée de Ziegler, reconverti en pianiste jouant les yeux bandés lors des orgies) qui envoie Bill dans cette boutique, autre signal alarmant montrant qu'il y a une collaboration évidente entre le bouquinier « fournisseur de chair fraîche russe » et les membres de la so-

ciété secrète. Comme dans toutes les affaires de pédocriminalité de réseau, il y a les pédophiles du bas (Dutroux) qui rabattent pour les pédophiles du haut. Pour conclure ce paragraphe, intéressons-nous à la fille d'Alice et Bill, Helena. La première fois que nous la voyons, elle nous est présentée déguisée, avec des ailes de papillon dans le dos. Un autre clin d'œil au projet Monarch, qui tire son nom du papillon Monarque (les sujets soumis à ces traitements diaboliques ont l'impression de flotter). On retrouve la petite fille à la toute fin du film, dans un magasin de jouets (où la couleur rouge est anormalement présente, surtout dans une boutique pour enfants). Elle marche entre ses deux parents, au milieu de jeux au nom évocateur tel que *Magic Circle* (nom donné dans les rites de magie sexuelle au cercle que forment les femmes autour du Grand Prêtre pendant l'orgie), traversant un rayon rempli de peluches, un symbole très prisé par les pédophiles militants. Enfin, le plus surprenant est que l'on retrouve dans ce même rayon deux hommes que l'on a déjà aperçus à la soirée de Ziegler. Helena adresse un dernier regard à sa mère, et s'éloigne du champ, prise en étau par ces deux hommes. Il semblerait que le sort réservé à Helena est le même que celui de sa mère (peut-être même avec sa complicité), le tout devant Bill, qui ne voit rien, comme d'habitude.

Il y a tellement de choses à dire sur ce film, qu'il m'est impossible de faire tenir le tout en quelques lignes. J'ai néanmoins essayé d'être le plus clair et complet possible. Avec ce film-somme, Kubrick donne un énorme coup de pied dans la fourmière et dénonce, à qui veut bien ouvrir les yeux, les agissements ignobles et immoraux d'une élite surpuissante. À ceux qui diront que tout cela n'est que hasard, coïncidences et surinterprétations, je ne peux rien faire pour eux. S'ils ont choisi de rester les yeux grands fermés, c'est qu'ils ont leur raison. Par manque de courage, par peur d'affronter une réalité et une vérité qui bousculeraient leur petit train-train quotidien, ou encore par manque de connaissances (ce qui est compréhensible tant le Système fait tout ce qui est en son pouvoir pour abrutir et décérébrer le peuple).

Kubrick livre ici une critique monumentale de toutes ces sociétés secrètes, de ces réseaux obscurs, de ces maçonneries en tous genres et autres sectes cabalistiques exerçant un contrôle total sur les individus. Choisir Tom Cruise, scientologue connu de tous, comme acteur principal n'est pas innocent. Le fait aussi que sa fille Vivian ait rejoint l'Église de Scientologie, fuyant sa famille et abandonnant le film dont elle devait composer la musique (comme elle l'avait fait pour *Full Metal Jacket* en 1987) a renforcé la méfiance qu'a toujours eu Kubrick sur les sectes. Mais ce qui est nouveau dans *EWS* par rapport à tous les autres films critiquant les sectes, c'est qu'ici Kubrick s'attaque à la secte des sectes, à la plus puissante, la plus nocive, la plus dévastatrice d'entre elles, composée en grande partie de nos élites que les médias encensent tous les jours et nous présentent comme de braves gens (Ziegler dit bien à Bill qu'il ne dormirait pas de la nuit s'il savait qu'il était présent à la fameuse orgie). Et même quand il s'attaque à la Scientologie, qui reste toute de même moins influente que la franc-maçonnerie, il critique en réalité l'élite de la Scientologie, la Sea Org, dans laquelle les scientologues sont tous habillés en marin (d'où le fantasme d'Alice).

Selon la version officielle (la même que pour les attentats du 11-Septembre), Stanley Kubrick serait mort d'une attaque cardiaque quelques jours après avoir finalisé son film. Mangeant mal, dormant peu (deux à trois heures par nuit durant les deux années de tournage et l'année de montage), il ne vivait plus que pour ses films, son hygiène de vie étant le cadet de ses soucis. Cela me rappelle le passage où Ziegler dit à Bill qu'Amanda n'est pas morte à cause de la société secrète, mais bien à cause de son train de vie déplorable de junkie. Il semblerait que Kubrick ait connu le même sort que son personnage, éliminé pour avoir un peu trop entrouvert la boîte de Pandore.

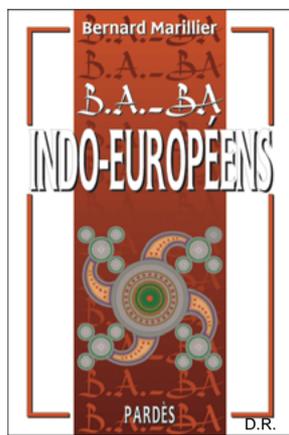
Alcide GRAX.

Mais qui sont les Indo-Européens ?

L'EXISTENCE DES Indo-Européens (nommés "Aryens" au XIX^e siècle), étudiée notamment par Georges Dumesnil, est désormais un fait avéré, grâce notamment à la paléolinguistique et à l'histoire comparée des religions et des mythes. La réédition du petit livre de Bernard Marillier, *B.A.-B.A. Indo-Européens*, aux éditions Pardès, constitue une excellente introduction à un sujet où des zones d'ombre persistent. Comment leur existence a-t-elle pu être prouvée, et leur habitat primitif localisé, alors que ces peuples, vivant à la fin du néolithique, n'ont laissé aucune preuve archéologique ni, bien sûr, écrite ? C'est la comparaison de plusieurs idiomes d'Europe et d'Asie (dont le sanskrit, le grec et le latin), qui a permis de discerner de nombreuses concordances dans le vocabulaire et la syntaxe. Une telle parenté ne peut s'expliquer que par l'existence d'un système linguistique commun parlé à une époque reculée et puisant sa source dans une langue-mère originelle.

LES INDO-EUROPEENS AVANT LEUR CONQUÊTE DU MONDE

Où se trouve l'ultime habitat commun des Indo-Européens (I.E.), avant leur dispersion à travers le monde ? Une hypothèse parmi les plus sérieuses le place dans les steppes et les forêts du sud de la Russie et de l'Ukraine, au nord du Pont-Euxin, habités par les peuples des *kurgan* qui inhumaient leurs morts dans des fosses funéraires de terre ou de pierre recouvertes d'un tumulus. En plusieurs vagues, entre 5000 et 3500, les *kurgan* auraient subjugué et indo-européanisé les cultures non indo-européennes (i.e.) de l'Ancienne Europe qui se caractérisait par un mode de vie sédentaire, urbain et pacifique, égalitaire et honorant des divinités féminines et telluriques. A l'opposé, les *kurgan* indo-européens privilégient l'agriculture et l'élevage, construisent des villages et des sites fortifiés. Il s'agit d'une société guerrière, patriarcale, hiérarchisée, reposant sur des chefferies et des familles groupées en clans et en tribus. La fameuse trifonctionnalité,



découverte par Georges Dumézil dans les années 1930, y domine : au sommet, la caste des prêtres/rois-magiciens, puis celle des guerriers, encadrant celle des producteurs, des éleveurs de bétail et de chevaux. Son panthéon est dominé par des dieux virils et guerriers. Certains chercheurs estiment cependant que les *Kurgan* ne seraient qu'un foyer secondaire de ces cultures nord-européennes, les peuples indo-européens étant présents, selon eux, en Europe septentrionale et

centrale dès le paléolithique.

LE FOYER ORIGINEL DES INDO-EUROPEENS

Mais, au-delà de ces thèses, un fait demeure : l'existence d'une culture commune indo-européenne qui, au fil des siècles, se serait scindée en une multitude de cultures différenciées. La chronologie nous invite à placer ce tronc unitaire au mésolithique (9000/5000-4000), certains la plaçant même au paléolithique supérieur (9000/10 000), une période marquée par la fin des glaciations. Mais où se trouve la matrice originelle ? Le foyer originel est à chercher en milieu polaire ou circum-polaire. Les traditions les plus diverses (celte, grecque, romaine, égyptienne, sumérienne, chinoise, précolombienne, etc.) donnent une origine nordico-polaire à l'humanité et à la spiritualité. Selon les peuples, cette patrie nordique est nommée « *Pays des dieux* », « *Ile des bienheureux* », « *Ile au nord du monde* », « *Terre d'immortalité* », « *Ile blanche* » ou « *Continent blanc* ». La population de ces Hespérides, qu'Homère qualifie de « *nombril du monde* », est de race blanche, ce que confirment toutes les traditions qui notent une « *race au teint de lait* », une « *race de glace* » selon les Chinois. C'est l'âge d'or des traditions antiques. Cette terre, peuplée par des hommes qui furent les ancêtres des Indo-Européens, bénéficiait, ne l'oublions pas, d'un climat tropical. Cet âge d'or prit fin avec la survenue de grandes catastrophes terrestres et cosmiques. C'est le *Ragnarök* des mythes scandinaves, tandis que les Egyptiens parlent d'une « *terre où la*

glace et le froid, par le courroux des dieux, remplacent le sec et le chaud ». Devenue inhabitable dès la glaciation dite de Günz (-180 000), cette partie de la terre fut désertée par une partie de sa population ante-indo-européenne qui prit la direction du sud.

LA RACE INDO-EUROPEENNE

Vacher de Lapouge (*L'Aryen, son rôle social*) note que, sans doute, le froid, le manque de soleil et de clarté forgèrent une race résistante et mélancolique, intelligente, énergique mais froide, bien trempée, qui suscita une vision du monde héroïque, aventureuse et guerrière. Cet héritage se conserva presque intact chez les Germains, les Hittites, les Thraces et les Aryens, subsistant en partie, malgré les mélanges ethniques, chez les Romains, les Grecs et les Celtes. Jules César décrit ces derniers, dans *La Guerre des Gaules*, sensibles à l'honneur, à la parole donnée, au combat et à l'héroïsme, braves et intelligents, mais dénonce leur manque de pondération, de discipline, leur crédulité et leur fanfaronnade propre à la mentalité méditerranéenne. Mais en dépit de leurs tribulations, tous ces peuples indo-européens démontrèrent que l'essence profonde d'un peuple, son « *âme intime* », résista aux épreuves du temps et de l'espace. Il existe une race indo-européenne si l'on considère que la race est un groupe doté d'individus appartenant à la même espèce, ayant une origine commune, et des caractères physiques et psychiques semblables ou proches, transmissibles par la génération.

Sur le plan physique, deux morphotypes se dégagent : le dolichocéphale de taille haute ou moyenne et gracile, et un brachycéphale massif, note Bernard Marillier. On a retrouvé ce type dolichocéphale de haute taille, au visage fin et étroit, au front haut, chez les momies blondes trouvées dans le Xin jiang datées des 1/2èmes millénaires. Cette différenciation biologique n'a pu se faire que sous l'effet du climat, du mode de vie différent adopté suite aux migrations, et de l'endogamie. Selon des auteurs américains, l'apport d'allogènes non indo-européens n'aurait été que de 3-4 %, ce qui est négligeable, une race ne commençant à se corrompre que lorsque l'apport dépasse 7 % d'allogènes. Un chiffre à méditer par les temps qui courent... L'Indo-européen type, aux yeux bleus ou verts est le nordique, blanc de peau, et aux poils blonds, roux ou châtain clair. Hérodote donne une carnation rosée et une chevelure blonde aux Germains, des yeux bleus aux Scythes tandis que Tacite décrit les Germains comme un peuple sans mélange. Il en est de même pour les Daces, les Hittites, les Celtes, les Lybiens. Nombre de personnages historiques sont blonds. C'est le cas d'Alcibiade, d'Alexandre, de Pompée, d'Antoine, d'Auguste, de Trajan. Les dieux, les déesses et les héros sont dotés de traits nordiques. C'est le cas de Zeus/Jupiter, d'Apollon, d'Odin, de Balder, d'Ogmios, d'Achille, de Hector. En Inde, Indra, le chef des Deva, est un dieu blond, de même que le héros blond chinois Wu Heï, pourfendeur d'ennemis à la peau bistre. On retrouve cette représentation au Moyen Age et à la Renaissance où Jésus-Christ, issu de Galilée, terre indo-européenne, est décrit comme possédant un type nordique.

LA SPIRITUALITÉ INDO-EUROPEENNE

La religion des Indo-Européens est polythéiste dans sa forme, réunissant une pluralité de divinités et de cultes propres à chaque peuple, mais aussi monothéiste quant à son fond, écrit Bernard Marillier, en ce sens qu'elle est toujours dominée par un dieu suprême, omniscient et omnipotent qui régit tous les aspects de la vie divine et humaine. Elle est plurielle, dépourvue d'universalité, tolérante et sans prosélytisme, chaque peuple et groupe conservant ses dieux, ses cultes, ses rites et ses formules sacrées. Elle ignore le fanatisme,

l'athéisme, la superstition et la sorcellerie. C'est une religion sans foi, au sens chrétien du terme, et sans pensée dogmatisée. En revanche, elle est très formaliste, l'accomplissement des rites propres à chaque dieu étant obligatoire. Pour les Indo-Européens, la terre est un disque entouré d'un océan où aboutissent les eaux de la terre. Au-dessus, se place la voûte céleste soutenue soit par un géant (Atlas), soit par un pilier ou un arbre-axe, tel le frêne Yggdrasil scandinave, ou encore une montagne. Les Nordiques et les Grecs évoquent un gouffre à l'origine de la création qui est dirigée par des dieux souverains. Mais cette création est, comme tout ce qui est vivant, soumise à la corruption et à la mort. Aussi est-elle le lieu de luttes incessantes entre les bons dieux et les forces infernales qui tentent de la détruire. Le sacrifice et le combat sont dès lors nécessaires à la bonne marche de la création.

A chaque fin de cycle, se produit une catastrophe cosmique (déluge, embrasement général), suivi d'un renouveau purifié de l'univers. Quant aux pratiques funéraires, liées à la survie de l'âme du mort, elles sont utilisées en fonction du rang du défunt : la crémation ou l'inhumation. On enterre la plupart des morts, pour qu'ils transmettent les vertus fécondantes dont ils ont fait preuve de leur vivant, afin que la terre produise de riches moissons. Seules quelques personnes élues, les chefs ou les morts au combat, ont accès, soit par bateau, soit par un pont, soit encore sont enlevés par un envoyé du dieu, à l'image des Walkyries, filles d'Odin, triant les guerriers qui rejoindront le *Valhalla*, le « Hall des occis ». Cet accès est toujours soumis à un « *jugement* » en matière d'honneur, de justesse et de vérité, idées clé pour les Indo-Européens.

L'IDÉOLOGIE DE LA GUERRE

Pour les Indo-Européens, la guerre est une activité normale, relevant du sacré, qui imprègne profondément la mentalité des peuples européens. Elle est la préoccupation habituelle de la noblesse et donne aux guerriers la puissance, la « *gloire impérissable* ». On relèvera une spécificité : le respect et la protection des lieux de culte de l'ennemi et celle du clergé. Par ailleurs, on notera la dimension ludique de la guerre, que l'on peut assimiler à une épreuve sportive, violente et sanglante, et à la chasse, qui en constitue la continuation par d'autres moyens et pour d'autres buts. Durant la période archaïque, la distinction guerrier/non-guerrier n'existe pas, tout homme en état de se battre étant potentiellement un guerrier.

Plus tard, apparaîtra une caste guerrière, qui est en même temps une aristocratie dirigeante. La formation guerrière commence entre cinq et sept ans pour s'achever vers quatorze/quinze ans selon les peuples. Le jeune homme, enlevé aux femmes, est confié à un éducateur qui lui enseignera d'abord la pratique cynégétique, puis l'art de la guerre. L'initiation clôt la formation et se traduit généralement par une chasse au sanglier, à l'ours ou au cerf. Le voici un adulte, membre à part entière du groupe, pourvu de ses devoirs et de ses droits, et prenant place dans une fraternité guerrière dont les bases sont la camaraderie, l'amitié et l'égalité avec ses pairs. Le voici prêt à conquérir le monde...

R. S.

B.A.-B.A. Indo-Européens de Bernard Marillier, 130 pages, 12 euros, éditions Pardès, chez votre libraire ou sur Amazon ou Akribéia.

CHARD SUR LA TOILE

Allez donc vous délecter des caricatures de Chard auxquelles un de ses admirateurs, fervent lecteur de RIVAROL, a consacré un site, très fréquenté :

<<http://dessinsdechard.free.fr>>

ABONNEMENTS À PRIX RÉDUITS

Pour nous aider face aux difficultés de tous ordres qui nous sont faites, et notamment face aux tentatives d'asphyxie financière, d'assassinat politique et judiciaire, pour soutenir activement l'hebdomadaire le plus ancien et le plus intransigeant de la résistance au mondialisme sous toutes ses formes, pourquoi ne pas (vous) offrir un abonnement à prix réduit ?

100 EUROS POUR UN AN (au lieu de 125) à RIVAROL,
140 EUROS (au lieu de 178) pour un abonnement d'un an à
RIVAROL (47 numéros) et à *Ecrits de Paris* (11 numéros).

DÉPÊCHEZ-VOUS, AIDEZ-NOUS DANS CETTE
SITUATION DIFFICILE POUR LA PRESSE ÉCRITE!

Offre réservée aux personnes n'ayant jamais été abonnées à RIVAROL.

NOUS EN AVONS UN BESOIN URGENT !
NOUS COMPTONS VRAIMENT SUR VOTRE AIDE !

Les abonnements, on ne le dira jamais assez, sont la première et principale ressource du journal. S'abonner, ou abonner de la famille, des amis, des enfants et petits-enfants, des connaissances, des relations de travail, des voisins, c'est contribuer au développement et à la pérennité du doyen et du plus radical des journaux du mouvement national en France.

On peut payer ces abonnements par chèque à l'ordre des Editions des Tuileries (Editions des Tuileries, 19 avenue d'Italie, 75013 Paris) ou par Paypal en bas de la page accueil de notre site Internet <www.boutique-rivarol.com>.

On peut aussi les régler par virement bancaire.

Voici les coordonnées de notre compte à la Banque postale :
IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 BIC : PSSTFR PPPAR

Mgr Charles-Emile Freppel : le procès de la révolution

CHARLES-ÉMILE Freppel naît à Obernai, dans la Bas-Rhin, le 1^{er} juin 1827, d'un père greffier du juge de paix de la ville et d'une mère fille du notaire local. Ordonné prêtre en 1849, après des études au Grand Séminaire de Strasbourg, il enseigne un moment l'histoire au petit séminaire de la capitale alsacienne. Ses articles des *Annales de philosophie chrétienne* le signalent à l'attention de l'abbé Cruice, lequel le charge d'enseigner la philosophie à l'école des Carmes, qu'il dirige. Là, le jeune abbé Freppel se lie d'amitié avec Lacordaire. En ces années, Freppel se sent plutôt proche du courant du catholicisme libéral, représenté par Lacordaire lui-même, Montalembert, Ozanam, et autres. Les articles de lui qui retiennent l'attention de l'abbé Cruice, étaient d'ailleurs consacrés à la défense de l'abbé Maret, un des principaux représentants de ce courant. Cependant, il va vite évoluer.



D.R.

Sa carrière d'enseignant se poursuit. Mgr Raess le rappelle à Strasbourg pour lui confier la direction du collège Saint-Arbogast.

Docteur en théologie en 1855, il devient professeur d'éloquence sacrée à la Sorbonne. Par ailleurs, il prêche en de nombreuses églises. En 1862, il prêche le Carême aux Tuileries devant le couple impérial. Un peu plus tard, il devient doyen du chapitre canonial de Sainte-Geneviève, ce qui le consacre.

Plutôt libéral à ses débuts, il se rapproche de plus en plus des conservateurs à la Dupanloup ou à la Falloux, puis des traditionalistes de sensibilité ultramontaine et contre-révolutionnaire, comme Mgr Pie et Gousset, ou Veuillot. Cette évolution lui vaut de devenir théologien consulteur au concile Vatican I (8 décembre 1869-20 octobre 1870), et évêque d'Angers (27 décembre 1869).

Dès lors, Mgr Freppel est l'un des grands représentants de l'épiscopat français. Il crée l'Université catholique d'Angers. En 1876, une violente querelle, autour d'une question d'immeubles d'églises, l'oppose à Falloux, qu'il excommunique temporairement. Graduellement, il s'insère dans la mouvance du catholicisme social. Très écouté par le Vatican, il sera l'un des inspirateurs de l'encyclique *Rerum novarum* (15 mai 1891) par laquelle Léon XIII définira la doctrine sociale de l'Église.

Par ailleurs il entre résolument dans l'arène politique. Élu député du Finistère le 6 juin 1880, il sera réélu en 1885 et 1889. Siégeant parmi les monarchistes, il s'oppose aux lois Ferry instituant l'école primaire publique laïque et obligatoire (loi du 28 mars 1882). À son esprit, l'œuvre scolaire de Ferry est « inutile, inefficace, et tend au socialisme d'État ». Il combattit également la loi Naquet du 27 juillet 1884 restaurant le divorce. Il soutint un moment le mouvement boulangiste.

Autorité catholique indiscutée, très appréciée en particulier de la population de son diocèse, Mgr Freppel s'éteignit à Angers le 23 décembre 1891.

À l'occasion du centenaire de la Révolution française, Mgr Freppel (1827-1891) lance un brûlot⁽¹⁾ qui ne constitue pas seulement un réquisitoire, mais aussi une magistrale leçon d'histoire et de politique.

PAR LA RÉVOLUTION, LA FRANCE S'EST RENIÉE

Selon lui, la Révolution « est une doctrine ». Elle est un vaste mouvement d'idées dont les effets ne cessent jamais de se faire sentir et de se multiplier. Elle s'impose comme une rupture majeure qui retentit sur notre vision de l'histoire. Celle-ci, quelle qu'elle soit, se dé-

finir nécessairement par rapport à elle, « point de départ de l'époque actuelle »⁽²⁾. Par la Révolution, la France a renié ses valeurs chrétiennes et a prétendu fonder un ordre social nouveau. « Une nation rompant brusquement avec tout son passé, faisant à un moment donné table rase de son gouvernement, de ses lois, de ses institutions, pour rebâtir à neuf l'édifice social, depuis la base jusqu'au sommet, sans tenir compte d'aucun droit ni d'aucune tradition ; une nation réputée la première de toutes, et venant déclarer à la face du monde entier qu'elle a fait fausse route depuis douze siècles, qu'elle s'est trompée constamment sur son génie, sur sa mission, sur ses devoirs, qu'il n'y a rien de juste ni de légitime dans ce qui a fait sa grandeur et sa gloire, que tout est à recommencer et

qu'elle n'aura ni trêve ni repos tant qu'il restera debout un vestige de son histoire : non, jamais spectacle aussi étrange ne s'était offert aux regards des hommes »⁽³⁾.

L'HOMME RÉDUIT À UN ÊTRE DE RAISON

Les révolutionnaires ont prétendu fonder la France sur des principes tirés de la seule raison, donc abstraits et théoriquement applicables à l'humanité entière. Alors que, suivant les docteurs du Moyen Âge, la raison est un instrument de connaissance ordonné à l'ordre de la nature créé par Dieu et assurant à l'homme la liberté avec la coopération de la grâce, elle devient, avec les « Lumières », l'essence même de l'homme. Et, en raison de son universalité, elle induit une vision de l'homme amputé de sa singularité personnelle et de ses déterminations géographiques, historiques, culturelles, sociales, et considéré comme identique en tous lieux et temps. Une telle vision incite l'homme à jouer le rôle d'un « messie politique ». « Vous êtes amenés à recommencer l'histoire », s'écriait Barère à Vizille, au moment où les États généraux se réunissaient à Versailles. « Elevons-nous, écrivait Sieyès, élevons-nous à l'ambition de vouloir nous-mêmes servir d'exemple aux nations »⁽⁴⁾.

Partant, elle induit l'idée d'un ordre fondé sur elle seule, sans lien avec quelque révélation surnaturelle, suivant une morale sans référence transcendante, exempte des enseignements du passé, de la tradition et des pesanteurs liées aux vicissitudes, contrastes, inerties et obstacles du réel. La Révolution proclame les droits d'un Homme réduit à un être de raison. « Les révolutionnaires du siècle dernier conçoivent, à la place du Français réel, historique, marqué au coin de sa race, avec son caractère et les qualités qui lui sont propres, un être idéal et abstrait, qui n'a jamais existé et qui n'existera jamais nulle part, l'homme de la nature et de la raison, en dehors de toute particularité de temps, de lieux, de personnes. C'est pour cette abstraction qu'ils légifèrent sans tenir compte ni de l'intérêt national ni des droits historiques. »⁽⁵⁾

UNE ŒUVRE DE DÉCHRISTIANISATION

Un tel homme ne peut voir dans la religion qu'un ennemi à abattre, à quoi s'est attelée la Révolution. « La Révolution, c'est la société déchristianisée ; c'est le Christ refoulé au fond de la conscience individuelle, banni de tout ce qui est public, de tout ce qui est social... ; banni de l'État... ; banni des lois... ; banni de l'école ; banni de la science, ... ; banni de

2. *Opus cité*, p.12
3. *Idem*, p.15-16
4. *Idem*, p.41
5. *Idem*, p.42

partout »⁽⁶⁾. L'homme n'a « plus d'autre guide que les lumières de l'intelligence, à l'exclusion de la Révélation, et sans égard à ses fins supérieures »⁽⁷⁾. Mgr Freppel dénonce le mythe de la volonté générale, devenue source unique du droit et de la loi. Et il insiste avec force sur le caractère unitaire de la Révolution française, notwithstanding les oppositions sanglantes entre ses différentes phases. L'Homme-Dieu substitué au vrai Dieu, l'absolutisation de la raison, l'athéisme au cœur de l'État et de la société, le règne du nombre, le nivellement social, tout cela fut annoncé par les « philosophes » des « Lumières » et décidé par les hommes de la Constituante (1789-1791), avant la période de la Convention et la Terreur : « Ce n'est pas en 1793 mais bien en 1789 que la France a reçu la blessure profonde dont elle souffre depuis lors C'est en 1789 que... ses représentants ont donné au monde le lamentable spectacle d'une apostasie nationale... C'est en 1789 qu'a été accompli, dans l'ordre social, un véritable déicide »⁽⁸⁾.

UN MODÈLE UNIVERSELLEMENT REJETÉ

Après Burke, avant Maurras, Mgr Freppel critique ces révolutionnaires qui ont voulu bâtir et légiférer pour un Homme abstrait, sans tenir le moindre compte des lois de la nature et des enseignements de l'histoire⁽⁹⁾.

Cette folie qui fonde la France contemporaine, a mené notre pays à la tyrannie, à la guerre, à la division, à l'instabilité politique et à la décadence. Elle a apporté aux Français la servitude, la tyrannie jacobine et la haine entre compatriotes. Et, se réclamant de principes universels et abstraits, elle a perdu de vue la France ; s'attachant à l'humanité, elle a annihilé l'identité nationale, transformant notre peuple en être de raison comme elle l'avait fait pour l'individu. C'est ce qui permet à notre prélat d'estimer avec raison qu'« il n'y a rien de moins français que la Révolution française »⁽¹⁰⁾. D'une nation chrétienne, ayant atteint un haut degré de spiritualité, ayant fondu en elle la germanité et la latinité, riche d'une civilisation toute de raison bien tempérée par la lucidité, elle a fait une île perdue dont le phare éclaire de sa lumière blafarde ceux qui se réclament d'elle. On ne manquera pas de remarquer ici qu'en effet la France d'aujourd'hui, polyethnique, multiculturelle, cultivant à qui mieux mieux la « diversité », déchristianisée, éthiquement structurée par les seules « valeurs républicaines » et la « religion » des droits de l'homme, diluée dans une Europe confédérale, livrée au marché mondial, ressemble davantage à la zone de transit ou de commerce d'un aéroport international qu'à une nation. Or, on ne s'éprend pas d'une zone de transit ou d'un espace commercial. C'est pour cela que la France issue de la Révolution ne séduit personne. Elle est abstraite, d'inspiration idéologique, et ses principes fondateurs sont tout simplement aberrants. Aussi, elle est rejetée par toutes les nations évoluées, et fait figure d'exemple à ne pas suivre. Tel est le cas de la Grande-Bretagne, sage et jalouse de ses traditions, de l'Allemagne,

de l'Autriche-Hongrie, tout comme de ces nations si démocratiques que sont la Suisse et les États-Unis⁽¹¹⁾. Et là encore, on ne peut manquer d'être frappé par la similitude entre cette situation de la fin du XIX^e siècle, décrite par Mgr Freppel, et la nôtre.

6. *Idem*, p. 29

7. *Ibidem*

8. *Idem*, p. 34

9. Et on connaît le mépris d'un Sieyès, très influent au début puis à la fin de la Révolution, et un des architectes des constitutions de 1791, 1795 et 1799, pour « les prétendues leçons de l'histoire » (*Qu'est-ce que le Tiers-État ?*, 1789)

10. *Idem*, p.41

de l'Autriche-Hongrie, tout comme de ces nations si démocratiques que sont la Suisse et les États-Unis⁽¹¹⁾. Et là encore, on ne peut manquer d'être frappé par la similitude entre cette situation de la fin du XIX^e siècle, décrite par Mgr Freppel, et la nôtre.

ÉTATISME ET DESTRUCTION DES LIBERTÉS

Est visée en premier lieu l'idée reçue suivant laquelle la Révolution aurait apporté aux Français — et au monde — la liberté, premier terme de la devise républicaine, les affranchissant de la « tyrannie » d'Ancien Régime. Mgr Freppel n'a aucun mal à démontrer qu'en fait la Révolution a accouché du régime le plus despotique qui soit, de par la centralisation extrême du pouvoir, suivant la pratique jacobine, institutionnalisée par le Consulat et l'Empire, et demeurée en vigueur sous tous les régimes qui se sont succédés depuis lors, particulièrement sous la III^e République, qui en est l'héritière spirituelle. « Il serait facile de parcourir, de haut en bas, toute l'échelle sociale, telle qu'elle a été construite par la Révolution française, pour montrer qu'il n'y a de vraie liberté à aucun de ses degrés. 1789 a fait litière de toutes les libertés locales, pour concentrer dans les mains de l'État le pouvoir le plus absolu qu'il soit possible d'imaginer dans un pays civilisé », écrit l'évêque⁽¹²⁾.

Connaissant parfaitement l'histoire de notre pays, Mgr Freppel, s'il fustige le centralisme jacobin, ne cherche pas à dissimuler que certaines de ses origines remontent à l'Ancien Régime. Il en voit les prodromes dans l'œuvre des légistes du Moyen Âge. Instruments efficaces du roi dans l'affermissement de son pouvoir vis-à-vis des grands et du pape, ceux-ci allèrent jusqu'à s'efforcer d'abattre tout ce qui aurait pu y imposer une limite, notamment les ordres de la noblesse et du clergé, et les corps intermédiaires (parlements, municipalités, corporations), inspirés qu'ils étaient par le droit romain, abstrait et rationnel, universel à sa manière et ne s'accommodant pas des particularités locales, sociales et professionnelles, non plus que des privilèges d'une aristocratie éprouvée et d'une Église en charge des âmes⁽¹³⁾. Philippe

11. Cf *opus cité*, pp.43-47

12. *Idem*, p. 5 4

13. Cf *opus cité*, pp.63-64

Bulletin d'abonnement à RIVAROL

NOM :
Prénom :
Courrier électronique :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Pays :

Formule d'abonnement (cochez la formule choisie) :

- Trois mois : 40 €
- Six mois : 70 €
- Un an : 125 €
- Deux ans : 215 €
- Soutien 1 an : 175 €
- Propagande 1 an : 210 €
- A vie : 2 000 € (3 000 € avec l'abonnement à vie à *Écrits de Paris*)
- Un an pour personnes en grande difficulté : 100 €
- Numérique : 80 € (150 € pour un abonnement papier et numérique)
- Prélèvement mensuel : 12 € par mois (15 € pour un abonnement à *Écrits de Paris* en plus de celui de RIVAROL)

IBAN et BIC pour les abonnements par prélèvement mensuel.

Paiement possible par Paypal depuis le site : boutique-rivarol.com ou par virement bancaire sur notre compte à la Banque postale :

IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048

BIC : PSSTFR PPPAR

Révolution

le Bel et ses légistes, puis Louis XI, ouvrirent la voie à la monarchie absolue bâtie par Richelieu puis Louis XIV, avec son découpage de la France en généralités administrées par des intendants, exécutants des ordres du roi, seul décideur. Les hommes de la Révolution n'eurent plus qu'à abolir la noblesse, mettre le clergé sous tutelle, dissocier la religion de la politique et placer l'enseignement et toute la société sous l'autorité de l'Etat pour créer le despotisme jacobin. Mgr Freppel distingue cependant la dérive absolutiste de la monarchie d'Ancien Régime, d'inspiration chrétienne, du despotisme jacobin, *in essentia* tyrannique et athée, rationaliste et idéologique, et souligne que le plus absolu de nos rois (Louis XIV) ne songea jamais à abolir les ordres ni les corps, ni les privilèges locaux, non plus qu'à placer l'enseignement sous la férule de l'Etat. Enfin, il n'éprouve nulle difficulté, tant les exemples flagrants sont légion, à montrer combien les libertés solennellement proclamées et instituées par des lois subissent les violations constantes des pouvoirs publics, enclins à persécuter les adversaires de la République (catholiques avoués, clercs, opposants divers).

LE DANGEREUX PRINCIPE D'ÉGALITÉ

Quant au principe d'égalité, deuxième terme de la devise républicaine, Mgr Freppel, avant Maurras, en démontre l'absurdité et la nocivité. Il rappelle que l'homme naît faible et dépendant, que l'inégalité caractérise l'humanité, et que l'institution d'une théorique égalité de droits entre des hommes différents et inégaux, est le fait d'idéologues de sociétés de pensée et d'une classe politique soucieuse de placer sous sa tutelle des individus isolés, désarmés et impuissants. Et il démontre l'inanité et le péril de l'égalité des suffrages. « *Il est inadmissible... qu'en un jour d'élection où se posent les questions les plus difficiles de droit constitutionnel, de relations avec l'étranger, des questions de vie ou de mort pour un peuple, le suffrage d'un individu sachant à peine lire et écrire, ou recueilli dans un dépôt de mendicité, pèse d'un même poids dans la balance des destinées nationales que celui d'un homme d'État rompu aux affaires par une longue expérience... un pays qui sacrifie son existence à une utopie aussi dangereuse, court au-devant de toutes les aventures : il est à la merci d'une force aveugle qui, obéissant tour à tour aux impulsions les plus contradictoires, l'entraîne tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, et finit par le pousser aux abîmes* »⁽¹⁴⁾.

L'ASSERVISSEMENT DU PEUPLE

Notre prêtre dénonce cette mystification qu'a été l'œuvre sociale de la Révolution. Sans difficulté il montre qu'elle n'a nullement libéré les paysans, lesquels étaient devenus propriétaires depuis longtemps, et que la vente des biens fonciers de la noblesse et du clergé à vil prix (cette monnaie de singe que furent les assignats) a profité à une coterie de spéculateurs. Partant, il montre que la ruine des ordres dits privilégiés a transféré à la charge du citoyen français les services publics qui leur incombaient auparavant : frais du culte, soin des pauvres et des malades, service militaire⁽¹⁵⁾. Cette conséquence funeste est d'ailleurs parfaitement conforme à la logique idéologique et politique du système. Il va dans le sens de l'étatisation totale de la nation : « *La ruine de la propriété est dans l'exagération de l'idée de l'Etat tel que le conçoit la Révolution française. Du moment que l'Etat, se substituant à l'initiative particulière, l'entravant de mille manières et l'étouffant même, se mêle de tout faire,*

crée tout, organise tout, administre tout, école justice, administration, finances, il lui faut absolument, pour suffire à tant de charges, pressurer la fortune individuelle et en tirer tout ce qu'il peut, sous forme d'impôts et de contributions de toute sorte »⁽¹⁶⁾.

Loin d'émanciper le peuple, la Révolution a consisté dans son asservissement par une bourgeoisie matérialiste égoïste. La meilleure preuve en est donnée par la loi Le Chapelier (1791) qui, en vigueur durant presque tout le XIX^e siècle a, en interdisant les associations d'aide sociale et les syndicats, mis les ouvriers à la merci des patrons. La Révolution, ainsi, « *a créé l'antagonisme du capital et du travail, cette grande plaie des temps modernes* »⁽¹⁷⁾.

LA RÉVOLUTION MÈNE À LA TYRANNIE SOCIALISTE

Et, ainsi, elle fait le lit du socialisme. Les socialistes, regroupant les exploités autour d'eux, pourront faire une nouvelle révolution, prolétarienne. Cela ne signifie pourtant pas que périra l'ordre social et politique issu de 1789. En effet, et Mgr Freppel insiste sur ce point, le socialisme est l'aboutissement normal de la Révolution française, sa conséquence à long terme. L'Etat jacobin en prépare l'avènement de par son omnipotence, sa mainmise sur tous les services publics, son travail de destruction de la propriété et des patrimoines familiaux, son emprise sur les âmes assurée par son Ecole laïque. Le socialisme n'aura plus qu'à y ajouter l'étatisation de l'économie. « *Un fait est certain, c'est que le socialisme est en germe dans la Révolution française* »⁽¹⁸⁾. Les gens du peuple ne seront pas devenus les maîtres pour autant ; ils seront asservis à une classe politique toute-puissante (la *nomenklatura* des futures démocraties populaires et la caste des hauts fonctionnaires de notre République jacobine). Ce que Mgr Freppel ne dit pas, mais que dira vingt ans plus tard Augustin Cochin, c'est que cette caste politique, artisan de la Révolution, est issue des sociétés de pensée du XVIII^e siècle, des loges et des clubs révolutionnaires. L'œuvre de la Révolution mène fatalement, à terme, au socialisme qui est la plus implacable des tyrannies, celle d'une oligarchie d'idéologues et de politiciens. Et, finalement, ce que nous fait comprendre Mgr Freppel, c'est que la raison, détachée de la religion, livrée à elle-même, pervertit l'homme ; elle fourvoie sa réflexion morale et politique dans l'idéologie, livre la politique aux passions et aux ambitions des partis et de leurs chefs, et conduit à une tyrannie caractérisée par l'omnipotence de l'Etat et l'asservissement de tous aux intérêts de ces derniers. Le caractère totalitaire du régime ainsi instauré se fait particulièrement sentir dans le domaine de l'esprit, de par les persécutions antireligieuses, et de l'éducation, confiée à une Ecole publique athée, anticléricale et monopolistique. Il se manifeste également dans le domaine de la défense : le service militaire obligatoire encasernant toute la population masculine, pervertit son patriotisme en militarisme belliciste, et, en cas de conflit, la jette sur les champs de bataille, où elle est décimée.

Au terme de son réquisitoire solidement argumenté, Mgr Freppel prescrit le remède à la décadence de notre nation : retour à la foi catholique, restauration de la monarchie de droit divin décentralisée et largement étayée sur les corps intermédiaires et les associations professionnelles. Penseur vigoureux, ce grand prêtre apparaît comme un des précurseurs de Maurras, avec Frédéric Le Play et La Tour du Pin.

Paul-André DELORME.

16. *Idem*, p. 89

17. *Idem*, p.103-104. Mgr Freppel présente, avec raison, les coopératives et la loi de 1884 autorisant les syndicats comme « *autant de conquêtes sur la Révolution française* »

18. *Idem*, p. 93

DROIT AUX LETTRES

● D'Henry de LESQUEN, président du Carrefour de l'Horloge et ancien président de Radio Courtoisie (2007-2017) :

VÉRITÉ DES CHIFFRES : LE COVID-19 N'A PAS ÉTÉ PLUS MEURTRIER QUE LA GRIPPE DE 2016-2017

La comparaison doit se faire sur trois mois, eu égard à la durée de l'épidémie.

De décembre 2016 à février 2017, il y a eu en France 178 022 morts. La SURMORTALITÉ due à la grippe a été estimée à 14 500 décès par Santé publique France.

On n'a pas encore la statistique de mai 2020, mais on sait déjà, d'après les chiffres fournis par l'INSEE (22 mai 2020), que depuis la fin avril le nombre de décès est chaque jour inférieur en 2020 à celui des deux années précédentes. On prendra comme hypothèse maximum 47 841 décès en mai 2020, comme en mai 2018. On obtient alors pour les mois de mars, avril et mai 2020 un total de 176 674 morts, vraisemblablement surestimé. Un peu moins que pour l'épidémie de grippe saisonnière de 2016-2017.

Le covid-19 n'était donc bien qu'une "grippe carabinée", comme l'avait annoncé le professeur François Bricaire, infectiologue, membre de l'académie de médecine (*Le Figaro-Magazine*, 14 mars 2020). Il a été l'équivalent de la grippe de 2016-2017, mais fut bien moins meurtrier que la grippe asiatique de 1957 ou la grippe de Hong-Kong de 1969, qui ont causé chacune une surmortalité de plus de 30 000 décès.

La panique est mauvaise conseillère.

● D'Etienne-P. S. :

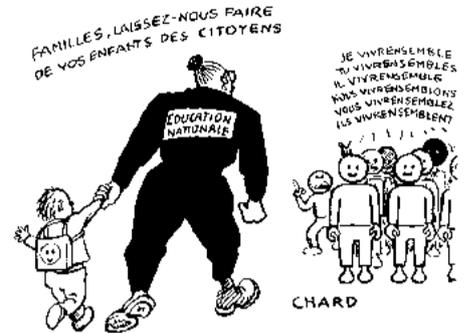
DÉSÉDUCATION NATIONALE

Etudiant en hypokhâgne dans une grande prépa d'Île-de-France, je me permets de vous faire part de mon humble témoignage pour compléter l'article d'Hannibal du 15 avril.

L'élément le plus frappant de la néo-hypokhâgne est le climat très libertin. Les élèves semblent plus issus de Sodome ou de Gomorrhe que du lycée. La notion de pudeur a complètement disparu, et les jeunes filles ne cachent même plus leurs honteux attouchements. Malheur au surveillant ou au professeur qui voudrait les condamner ! Il serait aussitôt taxé de « homophobe patriarcal réactionnaire » tandis que le lobby demanderait sa tête à l'administration.

À cela s'ajoutent les hommes qui se promènent en jupe, rappelant les plus terribles prophéties de Saint Nilus. L'on s'étonne moins après cela de ce que la future élite culturelle de la ripublique, le futur corps professoral de l'"éducation" dite nationale, soit décérébrée. L'enseignement ne vaut, quant à lui, guère mieux que les mœurs. En histoire, par exemple, l'on évoque la franc-maçonnerie pour expliquer des événements aussi importants que l'indépendance des États-Unis, la révolution française ou le Premier Empire, que comme un facteur positif, et non pas comme un élément central du changement satanique de civilisation, mais surtout, l'on présente d'emblée toute analyse du rôle des francs-maçons comme une « théorie du complot », terme qui fait frémir d'horreur les pseudo-penseurs de la pseudo-élite maçonnique. Et c'est ainsi, qu'en 2020, lorsque le Grand Orient interdit le culte en terre chrétienne, plus personne ne songe à se révolter. Où sont les Vendéens des temps présents ? Où sont les Chouans du XXI^e siècle ?

Ce cours d'histoire, c'est celui qui sera enseigné aux futurs petits "Français" par nous. Ces cours ont donc bien une portée idéologique qui ne sert que les intérêts des auteurs des programmes scolaires, à savoir l'élite judéo-maçonnique. Ainsi, les seules choses que l'on nous ordonne de mémoriser, c'est que les frontières n'existent pas et que Dieu, l'Eglise et le Roi ne sont que des tyrans dont on a bien fait de se débarrasser. De même que la franc-maçonnerie est ignorée des programmes qui ne sont que des prétextes pour nous contrôler, ainsi une certaine communauté étoilée se garde bien de se dévoiler, hormis, évidemment pour parler très longuement de ces "crimes" de Pétain, Mussolini et Hitler lors de la II^e Guerre mondiale. A croire que ce peuple n'a existé que pendant cinq ans dans l'histoire, et que cette existence était elle-même limitée à se faire massacrer dans ces petites morgues que l'on



évoque avec une certaine crainte semblable à une piété sous le vocable de « chambre à gaz ». A l'inverse, nos professeurs insistent lourdement sur le procès du traître Dreyfus, qui est présenté comme un martyr de la république, sacrifié par de méchants militaires catholiques. En vérité, trahir sa patrie pour l'Allemagne a toujours été à la mode dans ce milieu communautaire, de Rothschild au judéo-servile Macron, rampant entre Merkel et Bruxelles.

Voilà donc comment sont formés les futurs professeurs de cette "éducation" dite nationale, qui devrait plutôt s'appeler la « décérébration cosmopolite » ou « machine à bons métiers ». Il est temps de faire une enquête de fond en comble dans ces universités, sur le terrain sur lequel se forment ceux qui nous dirigeront demain. Il est temps de montrer à toute l'opposition nationale ce qui se passe dans ces sortes de camps de rééducation, véritable centre de « castration intellectuelle », pour reprendre une expression d'un lecteur ayant écrit à RIVAROL. Chers journalistes de l'opposition, venez enquêtez sur ce qui se passe ici, laissez-nous vous décrire cette tyrannie du parti mondialiste.

● De Jean-Claude THIALET :

HEUREUX QUI COMME À LISSES...

Eh oui, heureux qui comme à Lisses⁽¹⁾, ou un peu partout sur le « Territoire de la République » (entendez par là « la France » !) peut manifester chaque jour, quasi-impunément sa joie de vivre et son exubérance en brûlant des poubelles, mais aussi des autos, des aribibus, en n'hésitant pas au besoin à caillasser, voire pire, la police ou les édiles qui osent venir leur faire des remontrances... Je défie l'une de ces « chances pour la France »⁽²⁾ de traverser la Méditerranée pour aller exercer ce genre de "sport" dans le pays dont ils ont généralement conservé la nationalité...

Qui se souvient seulement du bon vieux temps où, dans certaines communautés, des parents qui étaient venus en France pour travailler et gagner honnêtement leur vie, envoyaient leurs enfants au bled pour se refaire une conduite ? Certainement pas les parlementaires qui édictent des lois qui ne tiennent pas compte d'une délinquance qui empoisonne la vie quotidienne de millions de braves gens de toutes origines. Et n'osent pas élaborer une législation qui permette de renvoyer dans ce qu'on osait qualifier autrefois de « douar d'origine » une population qui, faute d'avoir la volonté de s'assimiler⁽³⁾, se livre à toutes sortes de méfaits et d'exactions... Qui sont les responsables ? La République et la prétendue "Education" nationale⁽⁴⁾, soucieuse "d'éduquer" les enfants à la place des parents, sous prétexte de « protection de l'enfance » a changé tout cela en donnant à de futurs voyous l'autorité sur leurs parents...

(1) Que Joachim du Bellay me pardonne cet emprunt à « Heureux qui comme Ulysse... », l'un de ses plus célèbres poèmes !

(2) Pour celles et ceux qui l'auraient oublié, cette appellation de moins en moins contrôlée dans certains "quartiers" est du calamiteux Mitterrand François.

(3) Quand comprendra-t-on dans cette "République" que sans une véritable assimilation, il n'y a pas de "citoyenneté" possible, et que le « vivre ensemble » (la tarte à la crème du « politiquement correct »), apparemment en voie de confinement, est une chimère, voire, tout simplement une imposture dont se gargarise la classe politique...

(4) Dont je me demande régulièrement pourquoi elle ne s'intitule pas carrément « Education Républicaine » quand on sait combien le mot "national" sent le souffre (particulièrement dans la classe associativo-médiatico-politique). Que font donc les Syndicats d'obédience marxiste ou gauchiste que le mal-nommé De Gaulle (avec deux "L") a introduit dans le Mammouth à la "Libération" ?

14. *Idem*, p. 77-78

15. Cf *opus cité*, p. 90-91

Penser Laetitia Avia



par
Hannibal

Après le corona, la grippe Avia. Laetitia toute entière à ses proies attachée : nous. Nous autres gros porcs mâles blancs farcis de haine. Des cochons grattés qu'il faut pister dans la jungle de la

société postmoderne et néanmoins surveillée, puis abattre, peler, éviscérer, et dépecer en morceaux consommables. C'est le seul moyen de détruire la haine, la haine toujours recommencée depuis le colonialisme, l'esclavagisme, le racisme. Avia, avec son chignon de Néandertal et ses formidables arcades sourcilières, son QI inconnu, ses yeux de dessin animé, ses épaules à la Serena Williams ! Transavia, comme on dit chez Air France entre deux casses de 380. Alors j'en entends qui se plaignent. Ils ne l'aiment pas, l'Avia. Ils jugent sa loi scélérate. Liberticide. Totalitaire. Ils disent qu'Internet doit abolir les frontières, rapprocher tous les hommes, donc interdire tous les interdits. Ils sont très déçus que le président librement élu par les Français selon le processus démocratique et sa République en marche sur trois pattes restreignent les libertés publiques. C'est drôle, quand on se met à parler d'une certaine manière, y a qu'à laisser aller, ça vient tout seul, c'est une valse à mille tours, lente, indéfiniment giratoire, taillable au mètre, tranquillou, je comprends les énarques, pourquoi on se fatiguerait, vous m'en remettez trois douzaines, on pense comme on parle et vice versa, c'est un ronron de néant, du rien découpé au détail, pétri, manié, mis en ruban, filé, un interminable sucre d'orge à la mauve. Coup de sécateur ! Cessez de rêver les gars ! Elle n'a rien d'anormal, cette loi. C'est un aboutissement prévisible et prévu. Vous n'avez rien dit quand ils ont fusillé Faurisson et Dieudonné, eh bien maintenant vous n'avez plus qu'à la fermer. Vous avez condamné Le Pen, son détail et ses jeux de mots pénibles, eh bien maintenant, ouvrez votre ordinateur et votre journal intime pour une revue de détail de tous vos dits et non-dits. Au moindre poil qui dépasse, au trou.

C'est étonnant comme les choses arrivent pile comme elles doivent arriver et comme les gens s'en étonnent. C'était pourtant couru, la chronologie nous l'a dit, toujours, encore ! 1972, loi Pleven : extension du domaine de la race, ou plutôt du domaine de la condamnation attachée au mot race avant qu'il ne disparaisse. L'origine, la religion, la nationalité sont assimilées à la race dans l'aversion que doit ressentir pour elles l'homme de bien. Sous couleur de combattre le mal Hitler, on condamne le discernement, et l'on tue au passage Jeanne d'Arc et Vercingétorix, et Jésus-Christ. Depuis 1972 un Français n'a plus le droit de défendre ni ses frontières, ni son droit, ni sa religion catholique. Le reste, jusqu'à la loi Avia, c'est cinquante ans de détails qui s'enchaînent automatiquement, on rajoute ici l'orientation sexuelle, là le genre, ou toute autre diversité à protéger. Voici dans l'ordre le premier décret de régularisation des clandestins pris par Georges Gorse, Pompidou *regnante*, en 1973. Puis la conférence de l'ONU sur les populations tenue à Bucarest en 1974, avec dans la foulée le regroupement familial et la carte de séjour de dix ans décidés par la paire Giscard-Chirac, suivis de la loi Veil en 1975. Le non-renouvellement de la population de souche et l'aspiration de populations nouvelles sont assurés. Mitterrand aggravera les faits et le droit : droit à l'avortement, droit des clandestins et interdiction définitive de dire ce qu'on pense en public grâce à la loi Gayssot en 1990.



(Dessin de Chard)

Le système fonctionne et peu de lois l'ont enrichi. On a préféré agir par l'incitation financière : par exemple, pour assurer, sous Brigitte Nilsen, une meilleure représentation des « minorités visibles » et des femmes dans le cinéma. Voilà qui est nickel : vlan dans les gencives des sexistes et des racistes. Depuis que nous avons le manuel de la révolution arc-en-ciel, nous savons comment tout cela se passe, c'est simple, clair et évident, une vraie question de cours, on a le corrigé, on n'a qu'à copier : toujours, la politique doit se transformer en morale, et la morale doit combattre la haine, par tous les moyens et dans tous les domaines. Il restait un vaste terrain vague, une zone de non-droit où insurgés et délinquants de toute race pensaient pouvoir perpétuer leur mauvaise habitude de dire et penser ce qu'ils voulaient : les réseaux sociaux. Depuis trois ou quatre ans, à l'incitation de l'ONU, les gouvernements ont commencé à y chasser la haine, en association avec les grands médias, les journaux de référence. Par exemple, en France, *Le Monde*. L'équivalent de Carglass pour la déontologie. *Le Monde* decode, *Le Monde* dénonce, et offre des essuie-glace en prime. Les utilisateurs des réseaux sont mis à contribution. Qu'est-ce que vous faites dans le civil ? Moi ? Je suis signalisateur de contenu semi-professionnel.

Alors, Avia, avec sa bonne grosse mâchoire de bœuf au pacage, c'est vraiment un détail du processus, une toute petite séquence dans le génome du Sida mental qui nous frappe. Bien moins grave que Taubira, Obono, Dialo, Bouteldja, Attali ou Mélenchon. Le dernier tour de clef dans la dernière porte de la prison que nous avons laissé bâtir depuis cinquante ans. Réveillez-vous les filles aussi, parce que ça vous regarde peut-être plus que nous. Nous, c'est une balle ou un lit qui manque à l'hôpital à cause de l'ambulance, mais vous, vous passerez à la casserole avant. Toutes, grand-mères comprises, façon 1945. Le prélèvement obligatoire des Sabines. Il faudrait peut-être commencer à comprendre pour de bon que l'objectif est la disparition de l'Europe blanche au profit de l'empire arc-en-ciel. Ce qui a longtemps été tenu caché est maintenant avoué tant par certains politiciens que par certains journalistes. Vous vous souvenez de cette grognasse prétentieuse qui demandait à je ne sais plus qui en quoi ça le gênerait que les Français devinssent minoritaires en France ? Faudrait peut-être lui expliquer le coup, à Opaline de mes larves. Si j'avais un bataillon de Bouriates à l'étoile rouge sous la main, je le chargerais de lui apprendre un peu la vie, et accessoirement à penser.

Penser, c'est toute l'affaire. Ça n'a pas l'air difficile, comme ça, mais c'est rare. Voyez le corona. Il a fait parler. Hou, là, là ! Parler, parler, parler. Par millions de mots. Par milliers d'études, de courbes, de chiffres, de controverses, de recommandations, de contradictions, de *news*, de *fake news*, de *fake fake news*. Chez nous à l'ex-

trême droite encore plus qu'ailleurs. Et ça fait autant d'opinions et d'oppositions que de discussions. Déjà que les chrétiens et les païens n'étaient pas d'accord, ni les entristes et les partisans de la rupture, les nationaux et les nationalistes, maintenant le désaccord et le dissentiment divisent chacune de ces catégories, de sorte qu'il se trouve quasiment dans ce qu'il est convenu d'appeler notre mouvance presque autant de tribus que d'individus. Ce brouhaha combattif, ce panier de crabes noirs qui se baladent les pinces en l'air à toutes fins utiles en courant

sur les rochers, ne disposent pas à penser. On criaille, on ferraille, on marque le visage du contradicteur d'une pointe de fer à chaque information qui semble cadrer avec ce qu'on croit. Cela, c'est se chamailler, ce n'est pas penser. Penser, c'est peser, l'étymologie latine nous le dit. Peser le pour, le contre. Peser les arguments. Peser les faits surtout. Certains croient que cela dépend de l'exactitude des balances, de la minutie de l'analyse. Ils se trompent. Cela demande d'abord du silence et du courage. Le courage de dire ce qu'on voit, de s'abstraire de ce qui est dit. Cela demande du jugement et de la décision. Macron, Johnson et Trump appliquant le même jour la décision de l'OMS et se justifiant après coup par les prévisions fantaisistes d'un bonimenteur de modèles mathématiques dont les présages se sont montrés faux dix fois en quinze ans, ne pensent pas : ils mettent en œuvre le plan de la révolution arc-en-ciel, les uns par conviction, l'autre par peur des pressions. Alexandre, répondant au défi des Gordiens en coupant leur nœud, pense : vif comme l'éclair, il a tout pesé, et il tranche. Le Pen, hier, quand il centra son programme sur l'invasion qui nous ruine et nous tue, avait pensé : il avait évalué les différentes menaces pesant sur la France, et vu que l'invasion était la principale et nourrissait toutes les autres.

Penser le coronavirus et Laetitia Avia suppose de peser ce qui nous arrive. Qu'est-ce qui pèse le plus lourd : la maladie Covid-19 ou l'histoire qu'on nous raconte à son propos et le projet politique et spirituel qu'elle favorise ? Après examen, poser la question, c'est y répondre. Ceux qui, dès le départ, ont demandé qu'on attende d'avoir des éléments solides avant de se précipiter aux conclusions, et qu'on ne cède pas aux emportements de la peur sous l'emprise de prophéties peu solides ont eu raison. Ceux qui se sont demandé comment on comptait les morts et l'on évaluait les contaminés, ceux qui ont demandé dès le début de comparer les différentes réactions à l'épidémie, et de comparer cette épidémie à d'autres qui l'ont précédée depuis une vingtaine d'années, ont eu raison. Au bout de six mois, les chiffres sont là, le coronavirus aura été un virus parmi d'autres, un peu plus dangereux que la grippe saisonnière de 2017-2018, mais moins que deux gripes asiatiques des années cinquante et soixante. Le mythe du Covid-19 et son exploitation par la révolution arc-en-ciel ont donc pesé plus lourd que la réalité de la maladie. Beaucoup plus lourd.

J'en ai parlé déjà plusieurs fois ici-même depuis début mars, mais on n'a aucune chance d'être entendu si l'on ne se répète, et cette fois je procède dans un ordre tout romain et prussien. Non seulement le mythe politico-moral du corona pèse plus que la maladie, mais le poids qu'il donne à la révolution est très très largement supérieur à celui qu'il pourrait donner à l'ordre traditionnel. Très vite en effet, le confinement excitant les esprits, certains optimistes ont noté que le virus portait logiquement à fermer les frontières et que celles-ci se fermaient en effet, que ministres de l'écono-

mie et commissaires européens parlaient de relocaliser certaines productions dites stratégiques, ou encore que l'image de l'Europe de Bruxelles avait beaucoup souffert de la gestion de la crise. Tout cela est vrai, et l'on pourrait noter d'autres détails bénéfiques, mais le tout pris ensemble ne pèse pas le millième de ce qui constitue, dans son ensemble, une formidable avancée, sans précédent, de la révolution arc-en-ciel. Fait symbolique, en pleine capitulation économique et politique du projet européiste, l'Union européenne s'est élargie à l'Albanie, Etat musulman lié au trafic de drogue dominé par les Etats-Unis. Et, en pleine rhétorique sur la nécessité du rétablissement des frontières, le flux des migrants n'a pas été surveillé, l'assemblée nationale réclamant même plus de droits pour l'immigré.

Avec le recul d'une dizaine de semaines, on doit constater qu'aucun des trois torons de la révolution arc-en-ciel, la nation plurielle lancée par Mandela, l'arc-en-ciel LG-BTQ et les enfants climatistes du Rainbow Warrior n'ont souffert du Covid-19. Au contraire l'impensable exercice de domination des peuples a opéré durant des mois un lavage de cerveau mondial d'une ampleur et d'une profondeur sans précédent. Le gouvernement de la peur, lancé dès le début des années soixante-dix par la création et/ou l'exploitation de fléaux divers touchant à l'environnement, à la santé, à la surpopulation, au terrorisme, a connu ces derniers mois le succès de masse qu'il cherchait depuis des décennies. Sans doute la fable du climat réchauffé par l'homme avait-elle imposé elle aussi, elle déjà, une vérité à cours forcé prétendument fondée sur un prétendu consensus scientifique, mais la peur n'avait pas été aussi follement répandue, et surtout, elle n'avait pas réussi à formater de la même manière l'ensemble ou presque des sociétés développées. Je n'aime pas les inventaires à la Prévert : je ne me lancerai donc pas dans un répertoire complet des avancées de la révolution arc-en-ciel qu'a permises le corona. Quand on dressera le bilan, on en restera halluciné.

Une dernière chose : pourquoi tant de bons esprits et de cœurs nobles ont-ils été incapables de peser la situation ? Parce qu'ils sont infectés d'économisme. Certains croient par exemple que ce qu'ils nomment la crise, ou le nouvel ordre mondial, sont l'effet d'un rezzou lancé sur la planète par le grand capital. Or, non. Les ploutocrates qui nous gouvernent ont sacrifié beaucoup de richesse déjà à travers les conférences et protocoles sur l'environnement depuis 1987, ils ont opéré de gigantesques transferts de richesses du Nord au Sud : leur objectif est un international-socialisme régi par une gouvernance mondiale fondée sur le refus de toute haine, c'est-à-dire la révolution arc-en-ciel anti-raciste, anti-homophobe, genrophobe, féministophobe, et respectant le droit du vivant. Pour y parvenir, une nouvelle dépense, encore plus forte (la baisse du PNB de certains des pays les plus riches), est admise, fait partie du plan d'égalisation des niveaux de vie, et prépare la décroissance.

En même temps, d'ailleurs, qu'elle favorise le socialisme international : vous aurez noté que le plan de relance de nos entreprises (c'est-à-dire les soins palliatifs qui rendront au *vulgum pecus* le déclin relatif de l'Europe supportable) est européen, et sera financé par nos impôts. Quant au libre-échange, il sera dans l'ensemble maintenu, pour la bonne raison qu'il aide à l'uniformisation de la planète, et, Marx l'avait dit tout à fait simplement, à la révolution. L'heure n'est donc plus à nous chamailler, mais à préparer du goudron et des plumes pour tous les députés qui ont voté la loi Avia, et à dénoncer à voix haute la révolution arc-en-ciel telle qu'elle est, sans se prendre à ses leurres. Car le temps est court, la masse des envahisseurs énorme, et l'armée des traîtres puissante.